

Sur le rif

A quoi ils jouent ?

Une fois de plus, les dirigeants syriens ont tenu une conférence à Damas. Cette fois, c'est pour discuter de la situation en Liban. Les dirigeants syriens ont tenu une conférence à Damas. Cette fois, c'est pour discuter de la situation en Liban. Les dirigeants syriens ont tenu une conférence à Damas. Cette fois, c'est pour discuter de la situation en Liban.

Le typhon aux Philippines et au Mexique

Les typhons «Felix» et «Lili» ont causé de graves dégâts aux Philippines et au Mexique.

Hauts et bas franco-syriens

Pour la première fois depuis dix ans, la France reçoit un haut responsable syrien en visite officielle : arrivé mardi soir à Paris, le vice-président Abdelhalim Khaddam a eu un premier entretien avec le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. Il a rencontré le mercredi 16 juillet M. Jacques Chirac, puis le président de la République.

Cette visite témoigne de l'intérêt qu'on attache à Paris et à Damas à la poursuite d'une politique de rapprochement amorcée il y a deux ans lors du voyage de M. Mitterrand dans la capitale syrienne. Depuis, comme le dit M. Chirac, «il y a eu des hauts et des bas», mais on est loin de l'hostilité ouverte qui suivit le déploiement de la Force multinationale à Beyrouth, en 1983, et aujourd'hui, plus que jamais, l'affaire des otages impose à Paris de s'entendre avec Damas. Parce qu'elle peut favoriser dans une certaine mesure ou rendre plus difficile encore la libération des otages français, la Syrie reste un intermédiaire obligé dans cette affaire.

Les dirigeants syriens paraissent d'ailleurs décidés à faire leur possible pour ouvrir à la délivrance des Français : M. Khaddam le réaffirme à Paris. Mais le sort des otages est loin de ne relever que du bon vouloir de la Syrie : les ravisseurs étant des extrémistes chloïtes pro-iraniens, il dépend aussi, entre autres, de l'état des relations entre Damas et Téhéran.

L'Iran peut faciliter ou non la tâche de la Syrie en usant de son «influence» auprès des ravisseurs. Le sachant, les Français vont s'enquérir auprès de M. Khaddam du climat de l'«alliance» irano-syrienne. Il est apparemment en voie d'amélioration après plusieurs mois de tension marquée par une esquisse de rapprochement entre la Syrie et l'Irak.

M. Khaddam étant à Damas l'homme du «dossier libanais», il est admirablement placé pour exposer aussi à ses hôtes où en est la mise en œuvre d'un «plan de sécurité» à Beyrouth-Ouest avec l'aide de quelques centaines de soldats syriens. Jusqu'à présent, on s'est abstenu à Paris de faire le moindre commentaire à ce sujet, prudence qui s'explique par un double souci : ne pas s'aliéner la Syrie - affaire des otages oblige - mais ne pas heurter non plus les sentiments d'une fraction de la communauté maronite qui dénonce comme illégale la présence syrienne dans le secteur musulman de la capitale.

Les relations entre Euz et sont fondées sur l'oubli - apparent - des injures. La mort de l'ambassadeur Delmas, en 1981, fut la plus grave de celles dont eut à souffrir la France au cours des dernières années. Mais il faut songer à l'avenir, et tant pour la libération des otages que pour une stabilisation d'une partie du chaos libanais, il peut être moins sombre dès lors que la France et la Syrie trouvent un terrain d'entente.

M. MOBARAK A PARIS

Le président égyptien entame une tournée européenne

Lire page 5

Le débat sur les dénationalisations et le projet de budget pour 1987

M. Chirac réplique à M. Mitterrand

M. Chirac devait prononcer, ce mercredi 16 juillet à 20 heures, une allocution à la télévision pour résumer les arguments mis en avant par M. Mitterrand pour ne pas signer l'ordonnance sur les dénationalisations. Le texte qui a été soumis au conseil des ministres servira de base au projet de loi que le gouvernement doit adopter la semaine prochaine. Le conseil a été saisi du projet d'ordonnance sur l'emploi des jeunes. M. Mitterrand a aussitôt signé.

C'est mardi après-midi après avoir déjeuné avec les ministres représentant les formations de la majorité, les dirigeants parlementaires de celles-ci ainsi qu'avec les présidents des deux Assemblées, et après avoir été tenu informé par M. Pierre Messmer de l'état d'esprit du groupe RPR de l'Assemblée nationale, que M. Jacques Chirac a décidé de s'adresser au pays en intervenant brièvement à la télévision, mercredi à 20 heures, sous forme d'une «communication du gouvernement».

Le premier ministre a été convaincu qu'il ne pouvait pas laisser le refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur les

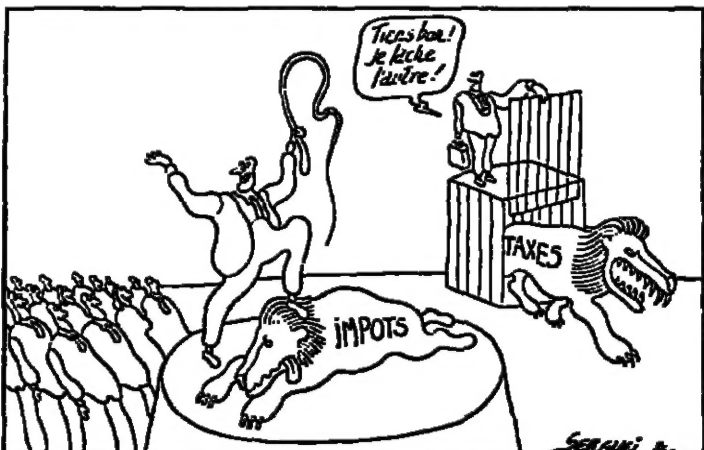
dénationalisations sans réagir en tant que chef du gouvernement et surtout comme chef de la majorité parlementaire. Sa réponse se proposait donc d'être solennelle mais graduée. La position prise par M. Mitterrand ne constitue pas, dit-on à l'hôtel Matignon, une déshonneur de la cohabitation mais un accroc sérieux. Rien de plus pour le moment mais rien de moins, même si l'on a enregistré avec intérêt et curiosité les propos qui se voulaient apaisants, tenus après coup par certains amis de M. Mitterrand semblant minimiser l'incident.

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 7.)

20 milliards de francs d'allègements fiscaux

L'année budgétaire 1987 devrait être bonne. Les rentrées fiscales vont progresser d'une cinquantaine de milliards de francs supplémentaires grâce à l'amélioration de la situation des entreprises comme des particuliers. Les dépenses de l'Etat devraient augmenter de moins de 2 %. Les prélèvements obligatoires souffriront cependant des décisions prises pour assainir la Sécurité sociale bien que plus de 20 milliards d'allègements fiscaux soient prévus.

(Lire page 21 l'article d'ALAIN VERNHOLES.)



La succession du plus influent journaliste américain

Bataille feutrée au New York Times

Dans moins d'un an, Abe Rosenthal, qui dirige la rédaction du «New York Times», aura soixante-cinq ans. Les successeurs potentiels s'observent plus qu'ils ne se pressent.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Devant le vieux immeuble négligé de la 43^e rue, les gros camions blancs du New York Times bloquent, dès le début de la soirée, la circulation.

Au matin, l'encre grasseuse imprime les manchettes de «une» sur les mains de l'équipe américaine, qui peste, mais subit, et l'immeuble, dans le même temps, se remplit au rythme des portes-tambours pousives et de la batterie d'ascenseurs. Au troisième, dans l'immense salle de

rédaction sans cloisons, les journalistes sont entassés comme à l'ordinaire. Au dernier étage enfin, le quatrième, le propriétaire et ses collaborateurs gèrent, spacieusement installés dans des bureaux à l'égalité des hauteurs, mais aussi coussus que l'entreprise est prospère.

C'est la routine, banale et tranquille, mais l'apparence est trompeuse. Le 2 mai prochain, Abe Rosenthal, l'homme qui incarne et dirige la rédaction du New York Times depuis deux décennies, aura en effet atteint soixante-cinq ans, l'âge auquel son journal met fin à sa carrière. En d'autres termes, la plus influente fonction à laquelle puisse prétendre un journaliste de la presse américaine est à prendre, et le troisième étage en est comme bébété d'ambitions rivales.

On le serait à moins, car celui qui succédera à Abe Rosenthal arrachera à ce petit homme rond, sans aisance mais impétueux, le formidable honneur de façonner, chaque jour à 17 heures, la «une» qui fera la journée politique du lendemain. Celle des États-Unis, bien sûr, mais largement aussi celle du monde, puisqu'il n'y a pas que l'ensemble de la classe politique, des universitaires, des hommes d'affaires et des journalistes américains pour ingurgiter au réveil un million d'exemplaires du New York Times.

Diplomates et correspondants étrangers le lisent avec autant d'avidité, et cette front page austère, au titre gothique, ne va donc pas seulement influencer sur la construction des journaux télévisés, nourrir les conversations du

Congrès et susciter les questions posées, à la mi-journée, aux porte-parole officiels. De ce fauteuil d'executive editor, avec quelque six cent cinquante journalistes sous ses ordres pour faire un premier tri, on ordonne l'information pour tous ceux qui décident - à Washington et ailleurs.

Près d'une dizaine de candidats sont sur les rangs. Celui dont on parle le plus, Max Frankel, cinquante-cinq ans, ancien correspondant à l'étranger, ancien chef du bureau de Washington, est aujourd'hui le responsable de la page éditoriale - celle où sont publiées les analyses et prises de position que le journal, suivant la règle de la presse américaine, doit s'interdire dans ses pages d'actualité.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)

Le procès Verdiglione à Milan

L'homme au divan d'or

Le tribunal correctionnel de Milan a entendu, le lundi 14 juillet, les défenseurs de M. Armando Verdiglione et de ses co-accusés pour «extorsion de fonds», «abandon d'incapable» et «association délictueuse». Le ministère public a requis contre le psychanalyste une peine de six ans de prison. Par les problèmes de qualification pénale qu'elle

soulève - notamment à propos de la notion de «contrainte» dans le rapport psychanalytique, - l'affaire présente un vif intérêt juridique, mais la célébrité d'Armando Verdiglione, comme éditeur et organisateur de rencontres dans les milieux culturels parisiens, en fait aussi un épisode du psychodrame franco-italien.

MILAN
de notre envoyé spécial

Le Magnifique de la «deuxième Renaissance», le prince du jet-symposium, dans son strict costume, bleu marine comme sa cravate, à l'air à quarante et un ans, d'un enfant boudé, presque aussi jeune que le petit carabinier en tenue d'été manches courtes qui le sépare de sa coaccusée - et néanmoins ennemie - Giuliana Sangalli visiblement effondrée. Le décor n'est guère réconfortant : dans l'une des salles de l'énorme palais de justice de style grandiose-mussolinien, le président et ses assesseurs siègent sous un bas-relief néo-classique où la justice exhibe les tables de la loi à une demanderesse en larmes. Avec Armando Verdiglione, la justice a fort à faire et elle donne même parfois l'impression de perdre son latin.

Le public, lui, a des certitudes. Pour l'essentiel, ce sont les survivants du cataclysme qui a envoyé en prison leur grand homme et ses

principaux collaborateurs : foule murmurante, douloureuse et indignée où dominent des Milanaises de la bourgeoisie «per bene». Dans les couloirs, elles distribuent des brochures et des écrits vengeurs, dont le dernier dénonce «la nouvelle affaire Dreyfus dont le juf est Armando Verdiglione, accusé de publier des livres et de promouvoir des manifestations culturelles sur toute la planète». On surmonte ici ces militantes les «spirales» du nom de la revue Spirale qu'édite la Fondation.

A chaque suspension d'audience, tendant ses mains aux menottes qu'on lui passe avant de le conduire aux toilettes avec une stupidité réglementaire comme s'il avait tué père et mère, l'accusé fait un sourire crispé, et un petit signe à ses amis. C'en est trop pour quelques-unes qui fondent en larmes.

Curieux procès, tant par son ambiance que par son objet. Verdiglione et consorts sont jugés par directissima pour les délits

CHRONIQUE DES ANNÉES

Les embruns de la «nouvelle vague»
PAGE 10

La privatisation de TF1
Le Sénat a voté la cession de la première chaîne au secteur privé.
PAGE 18

Laurent Fignon abandonne
Victime d'une forte fièvre, le coureur cycliste abandonne le Tour de France.
PAGE 17

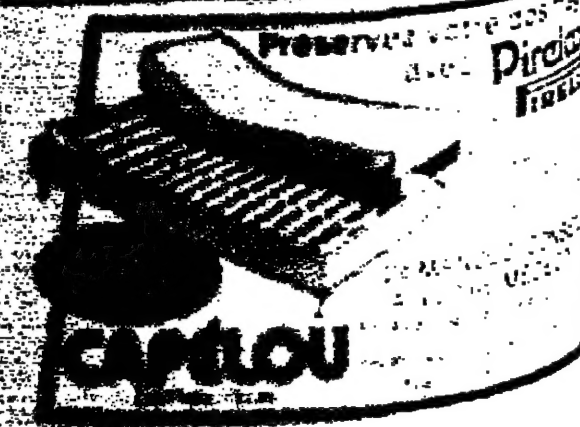
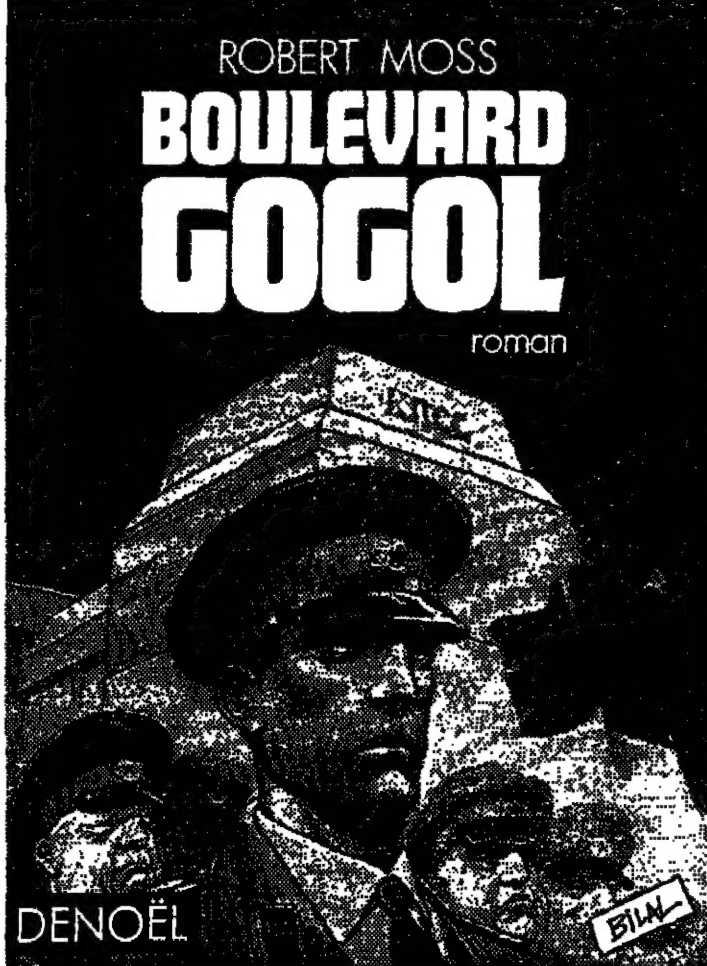
Les Français et la médecine
Toutes les catégories sociales ont-elles également accès aux soins ?
PAGE 20

Festival d'Avignon
L'exposition «Peinture et théâtre» révèle que les artistes ont une peur bleue... du théâtre.
PAGE 11

Emprunts russes
Un arrangement entre Londres et Moscou pour un remboursement... bas de gamme.
PAGE 24

Le sommaire complet se trouve page 24

Putsch à Moscou ! l'histoire d'une vengeance



Le Conseil national de la gauche

Félix Guattari et Alain Lipietz sont tous deux favorables à un Conseil national de la gauche. Mais pas n'importe lequel. Avec des nuances sérieuses sur l'appréciation qu'ils portent notamment sur les Verts, sinon sur le PS, ils réclament une instance responsable qui fasse appel aux éléments les plus dynamiques à leurs yeux.

Reconstruire l'espérance

Il faut une alternative politique unifiée

Le Parti socialiste vient d'inventer un vaste arc de forces, du centre gauche aux autogestionnaires et aux écologistes, à constituer avec lui un Conseil national de la gauche. Très bonne idée. Les dizaines d'associations qui, depuis trois mois, se battent contre l'offensive de la droite, sur le terrain, pour les libertés, l'égalité des droits entre Français et immigrés, la défense du droit social, du patrimoine culturel, verront avec plaisir le PS les rejoindre en tant que tel dans la lutte. Nous ne mésestimons certes pas la résistance des députés socialistes sacrifiant des nuits entières pour repousser de quelques heures l'adoption de lois scandaleuses. Mais — la droite nous l'a montré naguère — ce genre de lutte ne se gagne que dans la mobilisation populaire. Un Conseil pour la résistance autour de certaines valeurs, impliquant tout le monde et surtout les sections du PS des joutes internes entre présidents élus : très bien.

Mais ça ne suffit pas. La crise interminable de notre modèle de développement, le chômage, la multiplication des accidents révélant la crise écologique sous-jacente, l'horreur toujours menaçante de l'anéantissement nucléaire, le désespoir des laissés-pour-compte et l'absence de perspective pour la jeunesse, appellent aujourd'hui une invention historique, un nouveau modèle de développement, un nouveau ciment social, analogues à ce que furent le

par ALAIN LIPIETZ (*)

roséisme aux États-Unis ou le vaste compromis progressiste de la reconstruction en France. Un projet articulé, impliquant de nouvelles relations professionnelles, un nouveau partage du temps entre le travail et la libre création, une conception nouvelle de la protection sociale, une pratique organique de la démocratie, une doctrine différente de la défense nationale, de nouvelles relations en Europe et avec le tiers-monde.

Le retour du pendule

Qui peut porter un tel projet ? Les électeurs du 10 mai 1981 pensaient que le PS en serait l'âme. Ce ne fut pas le cas. Après dix-huit mois d'expérimentation plus ou moins heureuse, le PS s'est rallié à la norme gestion de l'existant, à une sorte de libéralisme à visage humain. Comme la droite hier, il se comporte comme s'il n'avait rien appris de la défaite et il attend le retour du pendule, seulement préoccupé de la distribution des rôles. C'est du moins l'impression que les chefs de file, ressasant trop souvent des généralités sur la modernité et la solidarité.

Il faut donc reconstruire. Reconstruire l'idée de progrès, reconstruire

(*) Economiste. Auteur de *L'Audace ou l'enlèvement*, éd. La Découverte.

la force politique qui représentera cette idée pour la fin du siècle. Qui est disponible pour ce projet ? Les dizaines de milliers d'animateurs sociaux qui, dans le mouvement associatif, syndical, dans telle ou telle mission locale, recherchent, expérimentent, discutent et conçoivent. Et, sur la scène politique, les Verts, les groupes issus de l'après-68 qui ont su dépasser leurs schémas étatistes et proclamatoires, les renouveau du PC ou ceux qui, au PS, sont les de la guerre des chefs. Le poids des divisions passées, les hésitations organisationnelles, ont empêché ces forces convergentes de présenter aux dernières élections une alternative politique unifiée.

Mais elles n'ont plus le droit de laisser passer leur chance, ni de fuir leurs responsabilités : reconstruire l'espérance. Elles se doivent, dès la rentrée prochaine, d'organiser localement et nationalement une discussion générale, programmatique, à partir de ce qui les unit profondément, préparant à moyen terme l'émergence d'un pôle politique alternatif, écologiste et autogestionnaire. Elles sont déjà sur le terrain social. Elles doivent exister politiquement, comme les Grins allemands.

Sans cette alternative radicale à ses côtés, le PS lui-même restera l'aile gauche du libéralisme, et les forces de gauche, même en revenant au pouvoir, n'auront rien à proposer au pays.

Institution vide ou structure de concertation ?

Le Conseil sera le lieu de rencontre des sensibilités culturelles et sociales de progrès ou ne sera rien

par FÉLIX GUATTARI (*)

De ce corps, pourtant combien amorphe, qu'est devenue la France, commence à sourdre un nouveau grondement de refus : « Qu'ils partent aussi, ceux-là, les Chirac, les Balladur, les Léotard... » Par conservatisme obtus, par bêtise suffisante, la droite a dilapidé, en quelques semaines, le capital de confiance qu'elle avait accumulé en plusieurs années d'opposition. La « reaganomics » et le thabérisme ne sont décidément pas bons pour ce coin-là de l'Europe ! Les choses y sont sans doute trop complexes, peut-être trop riches de particularités avec lesquelles il faut savoir composer. Alors, d'accord, qu'ils partent ! Mais pour mettre quoi à la place ?

Voilà que la gauche — je veux dire les socialistes — commencent à frémir. Auront-ils déjà perdu le mémoire de leurs cinq années d'échec ? Parce qu'enfin, il faut tout de même appeler les choses par leur nom ! On peut admettre que, pour une part, la claudication économique du pays, l'apathie sociale, la montée du racisme et, surtout, l'enlèvement et le déracinement qui suivent de partout soient l'héritage de la crise. Mais ce n'est pas une raison pour escamoter la responsabilité de ceux qui étaient en position d'infléchir de telles évolutions.

Stabilité, mais si peu que ce soit, il faut quand même que soit établi, préalablement à toute proposition d'action concertée, un état des lieux de ladite gauche. Le PC s'est ramassé : n'en parlons plus ! Mais aussi la CGT et, dans le sillage, la CFDT, ce qui est beaucoup plus proche de la gauche, pour tenter de se rapprocher ainsi des mirobolants 40 % de voix pour le PS, alors bonsoir et merci ! A moins que ne soit envisagée une institution pres-

(*) Psychanalyste, responsable du CINEL (Centre d'initiative pour de nouveaux espaces de liberté).

gienne, mais vide de prise sur le réel, à l'instar du Comité national de la Résistance, mis en place par de Gaulle durant la guerre ! Ou, ce qui serait plus plaisant mais tout aussi inefficace, une instance d'« influence » floue comme cette « Action parallèle », merveilleusement décrite par Robert Musil dans *L'Homme sans qualité* !

Pourquoi pas enfin, et pour la première fois en France, un lieu où les différentes sensibilités sociales et culturelles — réformistes, vertes, alternatives, anticapitalistes, etc. — pourraient véritablement confronter leurs points de vue, élaborer des propositions et en contrôler le suivi ? Comme en Allemagne, avec les Grünen, j'ai la conviction que c'est de ce côté-là — principalement de ce côté-là — qu'on pourra reconstruire une solide majorité de gauche. Vers quelles alternatives sociales et économiques se tourner pour appréhender, autrement que sur la défensive, dans la panique du chômage et de la décomposition sociale, les prodigieuses mutations technologiques qui nous font, aujourd'hui, glisser hors du regard tout l'ancien monde des trente dernières années ? Comment en finir, autrement que par les leures dévastations du néolibéralisme, avec les institutions dynastiques, les pratiques et para-pratiques, qui sont tout aussi peu adaptées aux temps présents que les anciennes locomotives à vapeur ? Comment redéployer la force de travail et la subjectivité collectives de telle sorte qu'elles viennent à produire dix fois plus de culture, d'éducation, de formation de recherche, d'expérimentation, de sensibilité aux questions d'environnement, de socialité et de passion de la différence et de la singularité ? Si c'était pour discuter de ces questions-là, je vous prie de croire que les candidats se presseraient nombreux au portillon du futur comité !

Plus jamais ça !

Reste l'outre socialiste, la grande mégalo, toujours candidate au leadership. Avec les médias, les sondages et tout le star-system politique, on est bien obligé d'en passer par là ! Admettons ! Mais pas à n'importe quel prix ! Pas au prix de nouvelles et incontrôlables délégations de pouvoir — toutes ces traites, tirées depuis 1981, sur la confiance et la crédulité ! Pas au prix de l'affaiblissement de toute forme de débat et de concertation. Rappelons-nous, c'était hier, ce Parlement socialiste de soldats de plomb et ces gouvernements de petits chiens à l'affût de la voix de leur maître ! Non ! Plus jamais ça !

Mais il paraît que tout va changer et on veut nous en donner pour gage le lancement d'un Conseil national de la gauche. Qu'est-à-ce ? S'il ne s'agit que d'un comité machin-truc pour essayer de rattraper 3 % au centre et 3,5 % à gauche, pour tenter de se rapprocher ainsi des mirobolants 40 % de voix pour le PS, alors bonsoir et merci ! A moins que ne soit envisagée une institution pres-

(*) Psychanalyste, responsable du CINEL (Centre d'initiative pour de nouveaux espaces de liberté).

L'EMPIRE OTTOMAN, LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE ET LA FRANCE

Des affinités profondes et malaisées

L'arrive que le travail de l'historien et la préoccupation du jour se rencontrent. Tel est le cas du volume que publie, à l'occasion du 450^e anniversaire des premières relations permanentes entre la France et la Turquie, l'Institut français d'études anatoliennes (Istanbul) et l'Association pour le développement des études turques (Paris). Quatre siècles et demi... De la réception par Soliman le Magnifique de notre premier ambassadeur au voyage d'André Girard à Ankara : trente-huit contributions d'auteurs des deux pays portent sur des relations en tous domaines qui ont connu bien des vicissitudes, y compris dans la période récente — pour laquelle le document reste d'accès difficile — de Mustafa Kemal à aujourd'hui. Sur ces dernières décennies, l'ancien ambassadeur Ismail Soyas donne des renseignements inédits d'un grand intérêt.

La réunion de ces collaborations nombreuses répond à une intention d'amitié. Elle invite à réfléchir, écrivait les deux préfaciers, sur ces « affinités profondes, malaisées à cerner », qui constituent la trame décevante des relations entre les deux partenaires. De l'Empire ottoman à la République turque et à l'actuelle, la Turquie importe à l'Europe tout entière, pour laquelle elle est tour à tour une « question », un enjeu ou une pièce d'échiquier. La peur du Turc a marqué l'Occident, et le souci des droits de l'homme fait que l'Occident tient aujourd'hui le Turc en défiance. Mais à ces consensus idéologiques se surajoutent, pour les contraires, les intérêts divergents qui conduisent tel ou tel Etat à courtoiser la Sublime Porte ou à l'indignation ou à l'effroi des autres : la conduite solitaire de François M., le chemin de fer de Bagdad, les bielles de la France et de l'Angleterre autour de

1921 en sont des exemples « historiques ».

Aujourd'hui, les Turcs cherchent à se rapprocher à l'Occident, mais la CEE n'est pas chaude pour les accueillir. Pour ce qui est de la France, « le processus du développement que le général de Gaulle avait voulu lancer [...] s'est ralenti, [...] pour s'enliser dans une nappes de brouillard épais ne répondant guère aux intérêts communs des deux pays ni à la tradition d'amitié de la France avec la Turquie, et incompréhensible pour l'opinion publique turque ».

Les raisons de cet enlèvement sont nombreuses et ambiguës. Il y a l'affaire algérienne, les Arméniens et les monuments commémoratifs du génocide, les colons grecs et Chypre, la prise de pouvoir des militaires en Turquie, les droits de l'homme intervenant dans tout cela comme morale internationale ou comme prétexte. Ajoutons les préoccupations électorales — il y a de nombreux Arméniens dans beaucoup de circonscriptions — et... les ventes d'armes. Après le coup d'Etat des colonels, les États-Unis ayant mis l'embargo, les Grecs achetant des armes à la France, au grand dam des Turcs. Après Chypre, l'embargo vise la Turquie : celle-ci s'adresse à notre pays, mais en 1978, l'embargo étant levé, le gouvernement turc renonce aux armes françaises...

Il est utile de rappeler ces faits. La démocratie ayant été restituée en Turquie, un dégel s'annonce à la fin de 1985, et l'on nous promet pour 1986 des « retrouvailles ». La préface et le recueil des turcologues de Paris et d'Istanbul pourront bien y avoir beaucoup contribué.

MAURICE LE LANNOU.

★ Recueil publié par Hamit Batu et J.-L. Bacqué-Grammont. Éditions Isis, 1986, 712 p., 300 F.

■ Questures parlementaires sous surveillance

Après notre article intitulé « La chambre régionale des comptes veut contrôler les fonds des conseillers de Paris et de l'île de France » (Le Monde du 5 juillet), nous recevons de M. Guy René, de Paris, les précisions suivantes :

La procédure d'adoption du budget des assemblées parlementaires résulte de l'application de l'article 7 de l'ordonnance 58-1100 du 17 novembre 1958. Si les assemblées parlementaires jouissent bien de l'autonomie financière — gage de leur indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif —, leurs crédits de fonctionnement sont arrêtés par une commission composée des questeurs des deux assemblées, laquelle délègue sous la présidence d'un président de chambre de la Cour des comptes, deux autres magistrats de la Cour assistant aux délibérations avec voix consultative.

La commission établit un rapport explicatif chiffré qui est annexé au projet annuel de budget et financé et publié par l'imprimerie nationale en fascicule séparé de couleur jaune.

Par conséquent, il existe un contrôle de la Cour des comptes au stade de l'élaboration des budgets de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Car il serait inconcevable qu'un président de chambre à la Cour — qui signe le rapport annuel en tant que président de la commission — puisse cautionner une irrégularité comptable ou un quelconque abus de droit.

Bien entendu, les assemblées parlementaires apprécient souverainement l'opportunité de leurs dépenses et votent librement leurs budgets.

■ L'immunité des parlementaires européens

Commentant l'arrêt rendu le 26 juin dernier par la Cour de cassation (Le Monde du 28 juin), vous notez que « les poursuites contre M. Hersant et Le Pen restent valables malgré leur qualité de députés européens ».

Or, contrairement à ce que pourrait laisser croire un tel titre, au moment des faits reprochés, les requérants n'étaient pas membres du Parlement européen. Dès lors, comme l'a jugé la Cour de cassation, l'élection à l'Assemblée européenne, postérieurement aux agissements incriminés, interdit de se prévaloir de l'immunité qui s'y attache, de sorte qu'il est inutile de procéder à la saisine de la cour de justice des Communautés européennes, aux fins d'interprétation.

En fait, cette solution parfaitement claire, retenue par la juge fran-

çais et européen, dans les mêmes termes, en l'espèce, conduit la justice française à traiter ces deux nouveaux parlementaires européens au même titre que des citoyens ordinaires.

En réalité, cette protection n'a pu pour but de faire échapper le député aux actions pénales ou civiles, mais de le protéger, dans l'exercice de ses fonctions, contre les empiètements à craindre du pouvoir exécutif, dans l'intérêt... de l'institution parlementaire. Applicable à compter du début du mandat, l'immunité couvre aussi bien les actes commis pendant son service qu'antérieurement à l'élection.

PHILIPPE DELOIRE.

■ La Syrie a reconnu le Liban

« Damas n'a jamais reconnu le Liban », écrit M. Jacques Pietri dans Le Monde (2 juillet, page 2).

Or, la Syrie est, avec d'autres États arabes, signataire du protocole d'Alexandrie du 7 octobre 1944, lequel dispose (article IV) que ces États « affirment à l'unanimité leur respect pour l'indépendance et la souveraineté du Liban dans ses frontières actuelles, ce que, d'ailleurs, leurs gouvernements ont déjà reconnu... ».

D'autre part, le pacte de la Ligue arabe (22 mars 1945) est conclu entre « États indépendants » (article 1), et il est signé par la Syrie et par le Liban, entre autres.

Il est vrai que, comme l'écrit M. Pietri, « Damas... n'a jamais eu d'ambassade à Beyrouth ». Ces deux capitales ne sont éloignées que d'une centaine de kilomètres, en sorte que, normalement, les contacts au sommet peuvent être rapidement établis entre les deux États. Et ces relations directes ont été, durant les années qui ont précédé l'indépendance, habituelles et fréquentes entre les dirigeants nationalistes et libanais ouvrant en vue de hâter la levée du mandat français : il est étonnant que l'indépendance signifiait l'éloignement réciproque de ces personnalités et le relâchement de leurs liens immédiats.

D'ailleurs, le président Hafez Al Assad a déclaré, à diverses reprises, qu'il ne refuserait pas, s'il en était sollicité, d'ouvrir des négociations en vue d'un échange d'ambassadeurs avec le Liban.

PIERRE RONDOT.

■ Administration et pouvoir

Votre journal a consacré à la démission du préfet de police de Paris la place que méritait l'événement. (...) L'éclat de son départ rend au corps préfectoral, absent dans son ensemble, sa dignité com-

mais par-delà les individus concernés, cette affaire met en lumière la vulnérabilité du fragile équilibre qui caractérise les relations entre la haute administration et le pouvoir politique. Le code non écrit qui régit est le résultat d'une longue tradition qui s'est instaurée et affermie tout au long des trois dernières Républiques. Du loyalisme encore exigé au début de la troisième on en est arrivé à l'actuelle obligation de loyauté plus conforme à nos institutions.

Mais pour comprendre la spécificité de ce système, il faut à l'évidence quelques subtilités et le sens des nuances. Il est peu probable que le premier ministre, lui-même haut

fonctionnaire, adhère aux conceptions un peu simplistes de son ministre de l'Intérieur. Dans le cas contraire, il n'aurait pas cru devoir rendre publiquement un hommage aussi appuyé au préfet de police qu'il connaît depuis 1983 en sa qualité de maire de Paris.

La bipolarisation et l'alternance qui en découle ont rendu plus difficile la pratique de ce code de bonnes mœurs. Son maintien nécessite plus que jamais, de part et d'autre, un sens très élevé du service de l'Etat.

MAX GONZALVO,
préfet honoraire
(Lodève).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Ledoux (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Waut.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montebello, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDOPAR 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres prospectus en capitales

d'impression.

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Inde, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 \$; Luxembourg, 90 F. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2 \$; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 232 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Venezuela, 110 bs.

Etranger

Le procès Verdiglione à Milan

L'homme au divan d'or

(Suite de la première page.)

La famille d'un dentiste ruiné par un analyste membre du groupe, Fabrizio Scarso a porté plainte. (Le Monde du 17 mai). Mais contre qui ? Un escroc pur et simple ? Un psychanalyste du génie, persécuté pour avoir révolutionné sa discipline ? C'est ce que pense le principal accusé — en tout cas — puisque, au cours du procès il s'est comparé à Galilée aux prises avec l'inquisition. Un Barnum culturel, organisateur de happenings à Tokyo et New York, hôte charmant et chaleureux, dispensateur de billets d'avion gratuits et d'occasions plaisantes de parler de tout en bonne compagnie ? C'est ce que retiennent les quelques témoins haut de gamme de l'intelligentsia cosmopolite tentant de théoriser la fidélité à un ami dans l'adversité.

La justice italienne — surtout quand elle s'incarne en la personne du président Pescaroli — un ancien juge d'instruction à Milan connu pour avoir la main lourde, n'entre pas dans ces subtilités. Pour elle, Armando Verdiglione est un psychanalyste exerçant à Milan et accusé d'avoir, « en concours avec d'autres, également démentis et présents à l'audience », monté des combinaisons financières avec de l'argent provenant de « bénéfices indus », c'est-à-dire d'être sourd à l'adversité. D'où quelques échanges de répliques d'autant plus savoureuses que le président est un sosie presque parfait d'Ugo Tognazzi et en la perpétuelle goguenardise :

— Verdiglione : « Comme je vous l'ai dit dans notre conversation de vendredi... »

— Le président : « Ce n'était pas une conversation, c'était l'interrogatoire d'un accusé... »

— Ou encore, ledit accusé devant s'expliquer sur divers chèques.

— Verdiglione : « Je suis un linguiste. Le mot finance, dans ma théorie, est une instance d'écriture, de conclusion des choses... »

— Le président : « Moi, je ne suis pas un linguiste. Expliquez-moi l'instance de la finance... »

Est-ce possible ? L'accusé principal, enroulé dans un silence haineux au début du procès, a ensuite changé de tactique ; il dénonce la « machination des pharmaciens de l'esprit », mais ne tient pas exactement à parler chiffres. D'autres le font pour lui. Au fil des dépositions et des interrogatoires, on voit se dessiner une extravagante entreprise où — même en n'oubliant pas qu'une livre vaut seulement la moitié d'un de nos centimes — la valse des millions donne vite le tournis.

L'aventure de Giuliana

Professeur de français et épouse d'un industriel aisé, Giuliana Sangalli — proche collaboratrice — repense et voue de ce fait au mépris des « spirales » de l'assistance, a raconté son histoire à l'instruction. La voici, hautement révélatrice du climat et des pratiques de la Fondation.

Lorsque la jeune femme, qui « s'intéresse à la psychanalyse et à la rencontre des diverses cultures », fait, en 1972, la connaissance d'Armando Verdiglione, il est encore le jeune Calabrese, licencié en philosophie de l'université catholique de Milan qui fait de mystérieux voyages à Paris et — chuchote-t-on — est sur le divan de Lacan. Elle entame avec lui une analyse à raison de trois séances par semaine (13 000 lire la séance) puis, en 1975, entre dans le « collectif » qui se constitue autour du Maître. Après le congrès de Cordoue, on fonde Spirali. Voici Giuliana, pour la première fois mise à contribution de 10 millions. Jusqu'à l'arrestation de Verdiglione, dix ans plus tard, elle poursuit son analyse à un tarif devenu forfaitaire de 960 000 lire par mois pour cinq séances hebdomadaires.

Quand les activités et les sociétés de la Fondation se multiplient pour couvrir l'énorme dépense de l'achat des locaux de villa Borromeo à Sonago — plusieurs milliards de lire — Giuliana dé-

bourse — est-elle « contrainte » ou encore joyeusement consentante ? 110 millions pour la Delphi. Elle fait signer le chèque par ses parents que Verdiglione encourage au téléphone. Puis, en 1984, ce sont 110 autres millions pour la Kolonos, autre belle grecque insatiable, dont 40 prêtés par son mari et 40 par ses parents. Pour aller à Tokyo rejoindre quelques penseurs de classe internationale, elle emprunte 10 millions à sa banque. Son appartement est hypothéqué à hauteur de 344 millions.

Le Maître exige tout de ceux qu'il appelle à seconder son grand œuvre. Il la fait travailler et analyser jour et nuit, et veut qu'elle loge dans la villa où s'entassent une quarantaine de collaborateurs, tous bénévoles, menant la vie communautaire. L'un d'eux, un certain Calciolari, y paie 900 000 lire par mois le droit d'occuper un réduit.



PANCHO

Giuliana se rebiffe : « Je peux parler, je n'ai plus peur de lui ni de son organisation. » Criblée de dettes, elle reçoit, par une ironie amère, une facture de 1 800 000 lire pour TVA sur ses séances psychanalytiques, impôt que devrait acquitter le thérapeute et non son patient. Aujourd'hui, coïncidence, elle tire la leçon de son expérience : « Il jouait tout le temps de chèques, même pendant les séances... » Sur le banc des accusés, elle se sait endettée de 500 millions de lire. Renato Castelli, autre inculpé, a 300 millions de dettes. Le pharmacien Calderoni, pauvre diable venu sangloter à l'audience, remarquable surtout par le fait que sa plainte, a déclenché l'action pénale, s'est vu soulager de 170 millions et endetté jusqu'au cou dans l'espoir d'être « un jour » lui aussi psychanalyste...

Étrange procès. « Un an après l'ouverture de l'instruction, s'exclamaient lundi l'un des avocats, je ne savais toujours pas qui était plaignant et qui était inculpé... » La logique du système a confondu les deux positions. Toutes les sociétés à finalité culturelle — fabriques de revues et de livres ou organisatrices de congrès : Vol, Spirali, Kolonos, Klinein, Delphi, etc., sont financées par ceux qui suivaient le Maître dans sa grandiose « aventure de l'esprit ».

Procès de la psychanalyse alors ? Mais le tribunal n'y entend goutte ! L'avocat général la veut « romantique » et croyait savoir qu'il faut être « neutre » au fauteuil. Le président, de toute évidence, n'en a que faire. Verdiglione lui-même, tenu par les « professionnels » italiens pour un « magliaro », un marchand de vent, se défend comme un bon diable d'avoir jamais voulu exercer une influence thérapeutique sur ses analysants. L'homme au divan d'or n'a rien d'un maître, c'est un comble, avoir jamais eu un *lettino*... Culturel, culturel vous dis-je...

Hélas ! — Et c'est peut-être toute l'ambiguïté du procès de Milan — le transfert est bel et bien au centre de l'affaire, jugé et condamné en quelque sorte par contumace. Lui seul explique les acrobaties du ministère public pour démontrer que Verdiglione et les siens ont « extorqué » et donc « contrainte », sans que personne se plaigne d'avoir jamais eu un pistolet sur la tempe ou un couteau sur la gorge... Mais dans sa plaidoirie, l'illustre Dall'Oro, à la hure burlinée d'Agostini d'assises, qui peut s'écrire en faisant danser les glands d'or sur sa toge noire : « Au moment de la prétendue extorsion, moi je ne trouve pas la contrainte mais une adhésion enthousiaste », pour sa part, M^e Vanni s'en tenant aux faits : « On ne peut pas faire état d'une contrainte inconsciente dont la loi ne parle pas ! »

Contrainte ? C'est le nom, péjoratif, du transfert, cette « rela-

tion sentimentale entre l'analyste et son patient qui, pour parler clairement, est de la nature d'un état amoureux ». Étrange, n'est-ce pas ? Et Freud poursuivait, dans sa *Question de l'analyse profane* : « Surtout si vous considérez que l'analyse ne fait rien pour provoquer cet état, mais qu'au contraire, en tant qu'homme, il garde plutôt ses distances par rapport au patient... »

Ses distances, Armando Verdiglione — exploitateur du transfert — ne les a certes pas gardées. Mais il en a tant pris avec l'intégrité, le scrupule et la délicatesse, et qu'il l'a voulu ou non, quel qu'il ait été son propre délice, dès l'instant où, dans le duo inventé par l'analyse, quelqu'un a librement associé devant lui, le transfert est né. Ce transfert passionné sur le maître qui soude et déchire le groupe, comme ce fut le cas jadis autour de Lacan.

Car l'affaire Verdiglione est aussi un épisode révélateur du grand psychodrame franco-italien. La caution — au demeurant jamais explicitement accordée — de Jacques Lacan ajoutait au crédit et à la fascination de celui qui se proclamait son « disciple » transalpin. Après mais entraînés par nos anabismes, les Italiens nous ont toujours voulu de nous imiter plus qu'ils ne devaient. Cette fois encore, ils soupiraient devant les dégâts d'une toquade d'importation. Génial à sa façon, l'inventeur de la « Deuxième Renaissance » savait d'ailleurs jouer auprès des intellectuels parisiens de leur mauvaise conscience : « Seriez-vous assez charvins pour refuser ce qui vous vient d'Italie ? » Bon argument, et qui a porté.

Un psychodrame franco-italien

Reste à savoir pourquoi cette étrange histoire est advenue ici. Pourquoi le petit Calabrais a pu aller assez loin pour rencontrer le code pénal de la République italienne, dont vient pourtant de disparaître le délit de *plagio* (prise de contrôle d'un être). « Cela ne se serait jamais passé à Rome ou à Palerme ; on l'y aurait pris à coups de pieds au cul », écrit crûment Montanelli, directeur du *Giornale*. Et il est vrai que de Calabre à sa patrie d'adoption sur les vertus de sa patrie d'adoption, la curiosité, le dynamisme, l'audace et l'esprit d'entreprise, l'ouverture aux idées.

La situation italienne se prêtait à la grande idée de Verdiglione. Formés sans débouché par l'université, psychologues et sociologues sont à l'affût des minoblatantes perspectives que leur offrait la formation accélérée — fit-elle coûteuse — de ce maître tout prêt à inonder la Péninsule de « pays » de sa fabrication. L'interdisciplinarité — qu'il n'a tout de même pas inventée — et les congrès-mosaïques donnaient à des intellectuels, certes, mais aussi à des femmes du monde prêtes à payer leur écot l'occasion de papoter avec Borges et autres au bout du monde.

« Mais enfin, d'où vient l'argent ? » Devant tant de merveilles, les esprits prosaïques ne se laissent pas de poser la question. Les nouvelles Femmes savantes, avant de partir pour l'aéroport, les renvoyait à la cuisine manger la soupe avec le bonhomme Chrysale. Le procès Verdiglione, juridiquement contestable, a du moins permis de démontrer le mécanisme de la folle course au trésor. Quitte à discréditer en Italie la psychanalyse, tenue pour responsable de ce phénomène marginal. Elle va être sommée, par une loi actuellement à l'étude, de s'entourer de garanties et de peaux d'âne qui ne sont pas dans sa nature.

« Etre calomniés et rouissus au feu de l'amour avec lequel nous opérons, c'est le risque de notre métier », écrivait Freud à Jung qui avait fait, séduit par une patiente, la plus grosse bêtise de la profession. Ah, si Verdiglione s'était brûlé à ce feu-là !

Contrainte ? C'est le nom, péjoratif, du transfert, cette « rela-

tion sentimentale entre l'analyste et son patient qui, pour parler clairement, est de la nature d'un état amoureux ». Étrange, n'est-ce pas ? Et Freud poursuivait, dans sa *Question de l'analyse profane* : « Surtout si vous considérez que l'analyse ne fait rien pour provoquer cet état, mais qu'au contraire, en tant qu'homme, il garde plutôt ses distances par rapport au patient... »

Ses distances, Armando Verdiglione — exploitateur du transfert — ne les a certes pas gardées. Mais il en a tant pris avec l'intégrité, le scrupule et la délicatesse, et qu'il l'a voulu ou non, quel qu'il ait été son propre délice, dès l'instant où, dans le duo inventé par l'analyse, quelqu'un a librement associé devant lui, le transfert est né. Ce transfert passionné sur le maître qui soude et déchire le groupe, comme ce fut le cas jadis autour de Lacan.

Car l'affaire Verdiglione est aussi un épisode révélateur du grand psychodrame franco-italien. La caution — au demeurant jamais explicitement accordée — de Jacques Lacan ajoutait au crédit et à la fascination de celui qui se proclamait son « disciple » transalpin. Après mais entraînés par nos anabismes, les Italiens nous ont toujours voulu de nous imiter plus qu'ils ne devaient. Cette fois encore, ils soupiraient devant les dégâts d'une toquade d'importation. Génial à sa façon, l'inventeur de la « Deuxième Renaissance » savait d'ailleurs jouer auprès des intellectuels parisiens de leur mauvaise conscience : « Seriez-vous assez charvins pour refuser ce qui vous vient d'Italie ? » Bon argument, et qui a porté.

Reste à savoir pourquoi cette étrange histoire est advenue ici. Pourquoi le petit Calabrais a pu aller assez loin pour rencontrer le code pénal de la République italienne, dont vient pourtant de disparaître le délit de *plagio* (prise de contrôle d'un être). « Cela ne se serait jamais passé à Rome ou à Palerme ; on l'y aurait pris à coups de pieds au cul », écrit crûment Montanelli, directeur du *Giornale*. Et il est vrai que de Calabre à sa patrie d'adoption sur les vertus de sa patrie d'adoption, la curiosité, le dynamisme, l'audace et l'esprit d'entreprise, l'ouverture aux idées.

La situation italienne se prêtait à la grande idée de Verdiglione. Formés sans débouché par l'université, psychologues et sociologues sont à l'affût des minoblatantes perspectives que leur offrait la formation accélérée — fit-elle coûteuse — de ce maître tout prêt à inonder la Péninsule de « pays » de sa fabrication. L'interdisciplinarité — qu'il n'a tout de même pas inventée — et les congrès-mosaïques donnaient à des intellectuels, certes, mais aussi à des femmes du monde prêtes à payer leur écot l'occasion de papoter avec Borges et autres au bout du monde.

« Mais enfin, d'où vient l'argent ? » Devant tant de merveilles, les esprits prosaïques ne se laissent pas de poser la question. Les nouvelles Femmes savantes, avant de partir pour l'aéroport, les renvoyait à la cuisine manger la soupe avec le bonhomme Chrysale. Le procès Verdiglione, juridiquement contestable, a du moins permis de démontrer le mécanisme de la folle course au trésor. Quitte à discréditer en Italie la psychanalyse, tenue pour responsable de ce phénomène marginal. Elle va être sommée, par une loi actuellement à l'étude, de s'entourer de garanties et de peaux d'âne qui ne sont pas dans sa nature.

« Etre calomniés et rouissus au feu de l'amour avec lequel nous opérons, c'est le risque de notre métier », écrivait Freud à Jung qui avait fait, séduit par une patiente, la plus grosse bêtise de la profession. Ah, si Verdiglione s'était brûlé à ce feu-là !

Contrainte ? C'est le nom, péjoratif, du transfert, cette « rela-

tion sentimentale entre l'analyste et son patient qui, pour parler clairement, est de la nature d'un état amoureux ». Étrange, n'est-ce pas ? Et Freud poursuivait, dans sa *Question de l'analyse profane* : « Surtout si vous considérez que l'analyse ne fait rien pour provoquer cet état, mais qu'au contraire, en tant qu'homme, il garde plutôt ses distances par rapport au patient... »

Ses distances, Armando Verdiglione — exploitateur du transfert — ne les a certes pas gardées. Mais il en a tant pris avec l'intégrité, le scrupule et la délicatesse, et qu'il l'a voulu ou non, quel qu'il ait été son propre délice, dès l'instant où, dans le duo inventé par l'analyse, quelqu'un a librement associé devant lui, le transfert est né. Ce transfert passionné sur le maître qui soude et déchire le groupe, comme ce fut le cas jadis autour de Lacan.

Car l'affaire Verdiglione est aussi un épisode révélateur du grand psychodrame franco-italien. La caution — au demeurant jamais explicitement accordée — de Jacques Lacan ajoutait au crédit et à la fascination de celui qui se proclamait son « disciple » transalpin. Après mais entraînés par nos anabismes, les Italiens nous ont toujours voulu de nous imiter plus qu'ils ne devaient. Cette fois encore, ils soupiraient devant les dégâts d'une toquade d'importation. Génial à sa façon, l'inventeur de la « Deuxième Renaissance » savait d'ailleurs jouer auprès des intellectuels parisiens de leur mauvaise conscience : « Seriez-vous assez charvins pour refuser ce qui vous vient d'Italie ? » Bon argument, et qui a porté.

Reste à savoir pourquoi cette étrange histoire est advenue ici. Pourquoi le petit Calabrais a pu aller assez loin pour rencontrer le code pénal de la République italienne, dont vient pourtant de disparaître le délit de *plagio* (prise de contrôle d'un être). « Cela ne se serait jamais passé à Rome ou à Palerme ; on l'y aurait pris à coups de pieds au cul », écrit crûment Montanelli, directeur du *Giornale*. Et il est vrai que de Calabre à sa patrie d'adoption sur les vertus de sa patrie d'adoption, la curiosité, le dynamisme, l'audace et l'esprit d'entreprise, l'ouverture aux idées.

La situation italienne se prêtait à la grande idée de Verdiglione. Formés sans débouché par l'université, psychologues et sociologues sont à l'affût des minoblatantes perspectives que leur offrait la formation accélérée — fit-elle coûteuse — de ce maître tout prêt à inonder la Péninsule de « pays » de sa fabrication. L'interdisciplinarité — qu'il n'a tout de même pas inventée — et les congrès-mosaïques donnaient à des intellectuels, certes, mais aussi à des femmes du monde prêtes à payer leur écot l'occasion de papoter avec Borges et autres au bout du monde.

« Mais enfin, d'où vient l'argent ? » Devant tant de merveilles, les esprits prosaïques ne se laissent pas de poser la question. Les nouvelles Femmes savantes, avant de partir pour l'aéroport, les renvoyait à la cuisine manger la soupe avec le bonhomme Chrysale. Le procès Verdiglione, juridiquement contestable, a du moins permis de démontrer le mécanisme de la folle course au trésor. Quitte à discréditer en Italie la psychanalyse, tenue pour responsable de ce phénomène marginal. Elle va être sommée, par une loi actuellement à l'étude, de s'entourer de garanties et de peaux d'âne qui ne sont pas dans sa nature.

« Etre calomniés et rouissus au feu de l'amour avec lequel nous opérons, c'est le risque de notre métier », écrivait Freud à Jung qui avait fait, séduit par une patiente, la plus grosse bêtise de la profession. Ah, si Verdiglione s'était brûlé à ce feu-là !

Contrainte ? C'est le nom, péjoratif, du transfert, cette « rela-

tion sentimentale entre l'analyste et son patient qui, pour parler clairement, est de la nature d'un état amoureux ». Étrange, n'est-ce pas ? Et Freud poursuivait, dans sa *Question de l'analyse profane* : « Surtout si vous considérez que l'analyse ne fait rien pour provoquer cet état, mais qu'au contraire, en tant qu'homme, il garde plutôt ses distances par rapport au patient... »

Ses distances, Armando Verdiglione — exploitateur du transfert — ne les a certes pas gardées. Mais il en a tant pris avec l'intégrité, le scrupule et la délicatesse, et qu'il l'a voulu ou non, quel qu'il ait été son propre délice, dès l'instant où, dans le duo inventé par l'analyse, quelqu'un a librement associé devant lui, le transfert est né. Ce transfert passionné sur le maître qui soude et déchire le groupe, comme ce fut le cas jadis autour de Lacan.

Car l'affaire Verdiglione est aussi un épisode révélateur du grand psychodrame franco-italien. La caution — au demeurant jamais explicitement accordée — de Jacques Lacan ajoutait au crédit et à la fascination de celui qui se proclamait son « disciple » transalpin. Après mais entraînés par nos anabismes, les Italiens nous ont toujours voulu de nous imiter plus qu'ils ne devaient. Cette fois encore, ils soupiraient devant les dégâts d'une toquade d'importation. Génial à sa façon, l'inventeur de la « Deuxième Renaissance » savait d'ailleurs jouer auprès des intellectuels parisiens de leur mauvaise conscience : « Seriez-vous assez charvins pour refuser ce qui vous vient d'Italie ? » Bon argument, et qui a porté.

Reste à savoir pourquoi cette étrange histoire est advenue ici. Pourquoi le petit Calabrais a pu aller assez loin pour rencontrer le code pénal de la République italienne, dont vient pourtant de disparaître le délit de *plagio* (prise de contrôle d'un être). « Cela ne se serait jamais passé à Rome ou à Palerme ; on l'y aurait pris à coups de pieds au cul », écrit crûment Montanelli, directeur du *Giornale*. Et il est vrai que de Calabre à sa patrie d'adoption sur les vertus de sa patrie d'adoption, la curiosité, le dynamisme, l'audace et l'esprit d'entreprise, l'ouverture aux idées.

La situation italienne se prêtait à la grande idée de Verdiglione. Formés sans débouché par l'université, psychologues et sociologues sont à l'affût des minoblatantes perspectives que leur offrait la formation accélérée — fit-elle coûteuse — de ce maître tout prêt à inonder la Péninsule de « pays » de sa fabrication. L'interdisciplinarité — qu'il n'a tout de même pas inventée — et les congrès-mosaïques donnaient à des intellectuels, certes, mais aussi à des femmes du monde prêtes à payer leur écot l'occasion de papoter avec Borges et autres au bout du monde.

Les fructueuses relations de Francesco Pazienza

Loge P2, Banco Ambrosiano...

Il est un nom qui semble relier comme un fil d'Ariane quelques-unes des grandes « affaires » ayant défrayé la chronique de la péninsule ces cinq dernières années : celui de Francesco Pazienza, récemment extradité des États-Unis et depuis interrogé sans relâche par la justice italienne.

ROME
de notre correspondant

L'homme est grand, mince, élégant, décontracté. On s'ennuie qu'à quarante ans tout juste il ait pu faire autant de choses, avoir approché autant de puissants de ce monde, avoir connu autant de grands et de petits secrets.

Les deux juges qui l'entendent s'efforcent d'obtenir de lui des éclaircissements sur la faillite en 1982 de la banque Ambrosiano, un des plus grands krachs de l'histoire de la finance — rendu plus révélateur encore par le fait que l'Institut des œuvres pour la religion (IOR, la banque du Vatican) y était directement impliqué. Le président de l'Ambrosiano, Roberto Calvi, surnommé « le banquier de Dieu », avait, on s'en souvient, été recouvert d'un matin de juin 1982 sous le pont des Frères noirs (Black Friars) à Londres.

Quelques mois avant cette issue tragique, M. Pazienza s'était vu chargé par ses soins de vendre 12 % des parts de l'Ambrosiano en vue de combler le « trou » (1 milliard de dollars) de cette institution.

Au bout d'une corde

C'était là une lourde tâche pour ce jeune docteur en médecine reconstruit dans les affaires et qui jusqu'à là avait surtout servi d'intermédiaire dans des affaires plus ou moins claires entre le Proche-Orient et la France, où il a résidé durant toutes les années 70.

Francesco Pazienza ne se montra pas indigne de la confiance qu'avait placée en lui le grand banquier de Milan. Il réussit à intéresser au sort

de l'Ambrosiano l'avocat américain Robert Armao, ami des Rockefeller et surtout administrateur des biens de la famille du chah d'Iran. Selon les confidences qu'il vient de faire aux juges, un accord de principe portant sur l'équivalent de 7 milliards de francs fut signé en février 1982. Dès lors, les événements se précipitèrent : la justice « serre » de plus en plus Roberto Calvi, qui s'enfuit d'Italie pour aller finir ses jours se balançant au bout d'une corde au-dessus des eaux de la Tamise.

Rien de tout cela n'obligerait vraiment M. Pazienza à rendre des comptes, s'il ne lui était aussi reproché d'avoir usé de la confiance de Roberto Calvi pour faire prêter 6 milliards de lire à un promoteur véreux qui s'empressa, selon tout appareance, d'utiliser cette somme à toute autre chose qu'à construire des appartements.

Quant à Francesco Pazienza, il eut droit pour pris de ses services à 10 % de la somme. Aux termes de l'accord d'extradition signé entre Washington et Rome, c'est sur cette affaire seulement que les juges de Milan peuvent l'interroger.

L'attentat de Bologne

Pourtant leurs confrères de Bologne aimeraient bien lui poser quelques questions sur l'attentat à l'explosif commis le 2 août 1980 en gare de Bologne et qui fit quatorze-cinq morts et deux cents blessés. Récemment, en effet, ils ont accusé M. Pazienza d'avoir dix autres personnes d'avoir trempé dans cette affaire. Ses complices présumés ne portent pas des noms indifférents en Italie. Le plus connu à l'étranger est sans doute Licio Gelli, ancien grand maître de la fameuse loge P2.

Un autre est le général Musumeci, ancien numéro 2 des services secrets de la péninsule, aujourd'hui détenu pour avoir tenté de lancer l'enquête de la magistrature sur de fausses pistes. Dans la liste des accusés de Bologne figure aussi la fine fleur de l'extrême droite italienne : néo-fascistes, services secrets, franc-maçonniers. Tels sont les mondes entre lesquels a navigué Francesco Pazienza (1). Dans chacun d'eux, il a visé haut. Lorsque la P2 a été découverte au printemps 1981, Francesco Pazienza était, semble-t-il, en train de supplanter Licio Gelli à sa tête (lui pourtant assure n'avoir jamais connu le véné-

table).

M. Pazienza s'est d'autre part vanté d'avoir créé au sein du SISMI (le service de renseignements militaires de l'Italie), alors dirigé par le général Santo Vito (également membre de la P2), aujourd'hui décédé, une sorte d'Etat dans l'Etat baptisé « Super S ». Pourtant un juge a conclu que cette structure n'avait peut-être existé que dans l'imaginaire fertile de M. Pazienza.

En politique, ses relations ne semblent pas s'être limitées à l'extrême droite. C'est ainsi qu'il réussit à organiser en ce début de 1981, où décidément tout semblait lui réussir, un contact à Washington entre le président de la démocratie chrétienne italienne, alors M. Flaminio Piccoli, et le général Alexander Haig, alors secrétaire d'Etat du tout nouveau président des États-Unis Ronald Reagan.

Gelli, Calvi, Santo Vito... un des grands noms des super-scandales italiens semble manquer à l'énumération des contacts de Francesco Pazienza : celui de feu Michele Sindona, qui était un peu le père spirituel de Roberto Calvi, avant d'en devenir l'ennemi juré. La mémoire du défunt financier sicilien faillit à été indirectement évoquée par l'homme d'affaires lorsqu'il a récemment débarqué à Milan sous la surveillance d'un agent du FBI pour être remis à la justice italienne : « Je ne boirai certainement pas de café en prison », a-t-il dit de façon un peu macabre à un journaliste qui l'attendait : rappel de la façon dont en mars dernier Michele Sindona avait fini ses jours, empoisonné dans sa cellule lombard par un expresso au cyanure.

JEAN-PIERRE CLERC.

● ESPAGNE : extradition d'un trafiquant de cocaïne. — L'Espagne a extradé, le 14 juillet, vers la Colombie, Jorge Luis Ochoa, soupçonné d'être l'un des plus importants trafiquants de drogue du pays. Il avait été arrêté en novembre 1984 à Madrid en compagnie du banquier Gilberto Rodríguez Orejuela. Les États-Unis réclamaient aussi l'extradition d'Ochoa. (Rauter.)

● M. Pazienza a aussi fréquenté d'autres milieux : ainsi avait-il débuté 1981 participé aux négociations secrètes ayant abouti avec la participation de la mafia napolitaine (Camorra) à faire libérer un important conseiller général régional démocrate-chrétien, M. Ciro Cirillo, alors otage des Brigades rouges.

● Selon ce comité, présidé par un enseignant d'université et où siège un représentant de la direction générale des affaires religieuses, le livre « porte atteinte au sentiment de pudeur du public », en raison de certaines descriptions d'ébats et de fantasmes sexuels. Ahmet Altan est passible d'une très forte amende, et des exemplaires de son roman ont été saisis. Douze ans plus tôt, son père, Cetin Altan, un des écrivains turcs les plus connus avait eu la même mésaventure avec la saisie de son roman *Une poignée de ciel*.

P.-J. FRANCESCHINI.

Institution vide Acture de concertation

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

Le lieu de rencontre des sociétés de progrès ou ne...

هكّة امه الأصل

هذه امة الاصل

Politique

sur les dénationalisations

La réplique de M. Chirac

(Suite de la première page.)

Le thème retenu par M. Chirac consiste essentiellement à rappeler que les électeurs ont élu le 16 mars une majorité parlementaire sur un programme clair, contenu dans une plate-forme largement diffusée. Le gouvernement est chargé de mettre en œuvre les réformes prévues par ce programme.

Selon le premier ministre, les objections formulées par M. Mitterrand à l'encontre de la privatisation ne sont pas fondées puisque le gouvernement a pris toutes les précautions nécessaires. Sans entrer dans la controverse juridique sur les pouvoirs du chef de l'Etat au regard du droit de signature des ordonnances, M. Chirac adopte la procédure parlementaire, tout en regrettant que celle-ci retarde la réalisation de son projet. Les modalités de cette nouvelle procédure ont encore été mises au point au cours d'un entretien téléphonique que le premier ministre a eu, mardi, avec le chef de l'Etat.

M. Chirac affirme que le choix de la voie parlementaire ne change rien à la volonté du gouvernement de mettre en œuvre la totalité du programme de la majorité. En revanche, devant le conseil des ministres lui-même, dans le huis clos de l'Elysée, mercredi matin, le premier ministre envisageait d'user d'un ton beaucoup plus ferme pour évoquer les rôles respectifs du président de la République et du gouvernement, et pour rappeler que ce dernier ne saurait être empêché de mettre en œuvre la politique voulue par les électeurs.

M. Chirac ne veut surtout pas laisser sans riposte les accusations que le président de la République a adressées au projet d'ordonnance, donc à ses auteurs, d'être prêts à vendre à vil prix et à laisser à des « mains étrangères » une partie du « patrimoine national ». L'intervention télévisée du premier ministre, qui devait amplifier les mises au point faites par M. Balladur dès lundi après-midi, fournira aussi un argumentaire aux membres du gouvernement et aux élus de la majorité. Ceux-ci ont, en effet, été invités à saisir toutes les occasions pour se faire les défenseurs de la position gouvernementale.

Un mois de retard au moins

Selon M. Chirac, si les scrupules exprimés par M. Mitterrand sont fort honorables, ils ne sont en revanche absolument pas justifiés. Non seulement le texte de l'ordonnance, souligne-t-on, tient compte des recommandations du Conseil constitutionnel, mais il produit même littéralement les précautions suggérées par le Conseil d'Etat bien que l'avis de celui-ci ne lie pas le gouvernement. Les prises de position de la majorité tendront donc à démontrer que le premier ministre et le ministre des finances ont « joué le jeu », et que l'on est mal venu de leur faire des reproches sous peine de voir dans ceux-ci des procès d'intention.

Il est faux, assure M. Chirac, de dire que le gouvernement ne souhaite pas obtenir le meilleur prix de vente pour les entreprises nationalisées et qu'il accepterait une prise de contrôle par des capitaux étrangers. En conséquence, M. Mitterrand porte seul l'entière responsabilité d'une décision qui freine la mise en œuvre de la politique du gouvernement « voulue par une majorité de Français le 16 mars ».

Le projet de loi qui reprendra *proprio motu* le texte même de l'ordonnance assorti de la procédure d'urgence et avec le recours à l'article 49-3 de la Constitution retardera d'un bon mois cette réforme. Le Conseil d'Etat doit, en effet, être formellement saisi pour avis avant l'adoption par le conseil des ministres, le projet doit être examiné par les commissions parlementaires et être voté par les deux assemblées. Un recours devant le Conseil constitutionnel, enfin, ne peut pas être totalement exclu.

Cette divergence avec le chef de l'Etat, qui, selon M. Chirac, ne se réduit pas aux dimensions d'un « simple petit événement », laissera des traces. Bien que cet « accroc » ne soit pas considéré comme un « drame », le climat de relative confiance qui avait présidé depuis le 20 mars à la cohabitation s'en trouve ébranlé, le président ayant modifié unilatéralement, affirme-t-on à l'hôtel Matignon, le *modus vivendi* conclu il y a quatre mois.

Plusieurs membres du gouvernement s'interrogent aussi sur les raisons qui ont poussé M. Mitterrand à agir de la sorte. Ils supposent que le chef de l'Etat, porté par les sondages favorables, a jugé le moment venu de marquer qu'il n'était pas seulement un arbitre muet, mais qu'il détenait un pouvoir réel. Le président admettrait mal que son autorité soit reconnue à l'étranger alors qu'elle ne peut s'exercer en France sans se heurter à celle du gouvernement qui, seul, « détermine et conduit la politique de la nation », selon l'article 20 de la Constitution, fréquemment souligné par M. Chirac. Un « syndrome des voyages d'Etat » aurait alors déclenché chez lui une frustration.

Autre temps, autre discours...

Le 2 février 1980, à l'Assemblée nationale, le premier ministre déclarait, à propos des prérogatives du chef de l'Etat en matière d'ordonnances : « Il est indispensable de renforcer les possibilités de l'exécutif (...). C'est pourquoi (...) le gouvernement vous demande des pouvoirs spéciaux définis et limités (...). Grâce à cette loi, en conseil des ministres, les ordonnances pourront être prises, soumises à l'approbation du président de la République, qui sera ainsi, en dernier ressort, juge de leur opportunité ; enfin, une fois approuvées, appliquées sans tarder. »

Le premier ministre qui s'exprimait ainsi s'appelait Michel Debré. C'était, il est vrai, en pleine guerre d'Algérie. Mais le président de la République n'était pas encore élu au suffrage universel direct.

Enfin M. Mitterrand aurait pensé que M. Chirac accepterait sa décision sans réagir trop vivement puisque la porte de sortie de la voie parlementaire lui était offerte. Certains se demandent donc si le président de la République n'a pas commis une « faute politique » et fait une erreur d'appréciation quant aux conséquences de son geste, révélant ainsi qu'il connaît encore mal et le premier ministre et les élus de la majorité.

Pressions des députés RPR

Ces derniers réagissent, en effet, avec une grande vivacité. Ainsi la réunion du groupe RPR mardi après-midi à l'Assemblée nationale a-t-elle été particulièrement offensive. M. Michel Debré, emportant l'adhésion de la quasi-totalité de la soixantaine de députés présents, a affirmé que, en refusant de signer les ordonnances, M. Mitterrand « usurpait un véritable droit de veto » sur le Parlement. Relayé notamment par MM. Pierre Mazeaud (Haute-Savoie) et Robert-Aurélien Vivien (Val-de-Marne), il a expliqué que la Constitution n'autorisait nullement le président de la République à refuser de signer une ordonnance et qu'il convenait dans ce domaine d'appliquer le même principe que pour les lois ordinaires : que le président a l'obligation de signer et de promulguer.

En conséquence l'ancien premier ministre, refusant de cautionner « le fait accompli », a proposé que M. Chirac engage sa responsabilité sur une « déclaration de politique générale » et puis que, fort de la confiance explicitement renouvelée par la majorité, il soumette de nouveau l'ordonnance litigieuse à M. Mitterrand, en dénonçant alors son éventuel refus comme une entrave au « fonctionnement régulier des pouvoirs publics ». M. Jacques Godfrain (Aveyron) assurait même que le RPR est prêt à affronter de nouvelles élections si le président prononçait la dissolution de l'Assemblée.

Il semble que, à l'UDF, la résolution des députés soit moins forte et moins unanime. M. Messmer, qui a tenu M. Chirac informé des débats du groupe, a recueilli l'impression que le premier ministre préférerait déposer simplement un nouveau projet de loi accompagné du recours à l'article 49-3 et précéder de la déclaration télévisée de ce mercredi soir. Surtout, M. Chirac n'a pas semblé disposé à céder à la surenchère du groupe RPR. Telle est donc la décision que le président du groupe RPR a rendue publique sans mentionner la proposition de M. Debré. Mais M. Messmer n'a pas pour autant ménagé ses critiques à l'égard de M. Mitterrand. Selon lui, tout d'abord, « la fête nationale du 14 juillet est maintenant dévoyée en une occasion de discours politiques partisans. L'intervention du président est déplacée ». De plus, « en refusant la délégation de pouvoirs au Parlement au gouvernement expressément votée, le président fait injure au Parlement ».

De surcroît, « sa décision relève de la tactique de ralentissement. Il espère retarder les réformes de quelques semaines, ce qui est à ses yeux de militants socialistes du temps gagné alors que c'est du temps perdu pour la France ». Par ailleurs, « la référence faite à sa conscience n'est pas recevable. La conscience du président et ses états d'âme ne sont pas prévus par la Constitution. Elle ne vaut pas plus que celle d'un autre citoyen. La conscience de M. Mitterrand représente un cinquantecinq millionième de la conscience nationale ». Enfin, quant au comportement futur de M. Mitterrand, on peut lui appliquer, assure M. Messmer, une formule : « Le duc de Savoie, comme son ducé, est plein de précipices ».

Les élus RPR et le gouvernement ont eux aussi pris conscience, depuis le 14 juillet, que la cohabitation chemine également entre des précipices.

ANDRÉ PASSERON

Un entretien avec le ministre des DOM-TOM

M. Pons : « Il faut dans chaque département d'outre-mer une zone franche expérimentale »

Après avoir passé le 14 juillet en Martinique, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, était attendu mercredi en Guadeloupe où il doit séjourner jusqu'à la fin de la semaine. Avant de quitter Fort-de-France, il a accordé un entretien à notre correspondant local. M. Pons confirme notamment le dépôt à l'automne d'un projet de loi-programme pour les départements d'outre-mer.

« Votre projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer devait être présenté au Parlement pendant la session de printemps. Il a été reporté à l'automne essentiellement en raison d'obstacles budgétaires. Qu'est-ce qui garantit que dans deux ou trois mois ces obstacles auront été surmontés ? »

« Le report n'est pas dû principalement aux implications budgétaires, malgré l'existence de celles-ci. Il fallait aussi aboutir à un accord entre les vingt ministères concernés, dont huit impliqués au niveau des dépenses, et ce n'était pas une mince affaire. En outre, le calendrier de l'Assemblée nationale était bouché. J'étais tenu de consulter le Conseil économique et social. Je voulais, absolument, consulter les assemblées et les chambres consulaires locales. Voilà pourquoi nous n'avons pas pu aller plus vite. »

« Parmi les arbitrages budgétaires nécessaires, le seul qui ait réellement fait problème concernait le coût de la partie sociale globale. Le calcul fait par nos services donnait un coût annuel d'environ 2,5 milliards de francs, tandis que l'estimation avancée par le ministère du budget donnait un chiffre de quatre fois supérieur. Le ministère des affaires sociales et un groupe de travail spécial, examinant la question de plus près, sont parvenus à un résultat proche de mes propres calculs. »

« L'avant-projet sera bientôt bonifié, puis soumis aux assemblées locales, aux chambres consulaires et aux associations des maires, à mon avis vers la fin août. »

« A propos des prestations sociales, les DOM ont déjà une sorte de parité globale partielle. Même quand les prestations existent et que leur taux est le même qu'en métropole, la moitié environ du montant est versée aux familles. L'autre va à des actions sociales collectives. Ce système sera-t-il maintenu ? »

« Oui, mais pas avec la même répartition en pourcentage entre les familles et les actions collectives. Nous mènerons des actions collectives nouvelles. Je serai heureux de recevoir les suggestions des assemblées locales. »

« Que prévoit l'avant-projet de loi pour la création de zones franches ? »

« Ces créations sont envisagées, à raison d'un peu près une par département. Mais je ne crois pas aux zones franches comme remède miracle. Il faut dans chaque département une zone franche à titre expérimental, pour voir comment adapter chaque zone aux situations locales. L'Etat participera financièrement à ces créations. »

« L'opposition locale soutient qu'une loi de programme est une régression par rapport aux contrats entre l'Etat et les régions. Que répondez-vous ? »

« Ce serait vrai si la loi de programme se substituait aux contrats, ou elle s'y ajoute et les complète. Mais une loi de programme crée-t-elle pour l'Etat une obligation, comme les contrats ? »

« Juridiquement, non. Elle donne des chiffres directs, et il y a discussion budgétaire chaque année. Cependant, comme dès le vote de la loi de programme les sommes nécessaires pour 1987 seront inscrites au budget, tant en autorisations de programmes qu'en crédits de paiement, »

et en autorisations de programme pour les années suivantes, il serait difficile de revenir ensuite sur la direction ainsi indiquée. »

« L'opposition soutient aussi que les récentes mesures de déflation en faveur de la construction de logements risquent de déclencher dans les DOM la spéculation foncière et provoquer une immigration métropolitaine importante... »

« Ces mesures créent à court terme des emplois dans le bâtiment. Tout le monde est d'accord sur la nécessité de créer des emplois. On ne peut pas vouloir une chose et son contraire (...). Cette déflation profitera d'abord aux originaires des DOM contribuables en métropole, et qui vont pouvoir construire ici. »

« Vous vous êtes battu pour la fin du monopole d'Air France sur les liaisons métropole-DOM. Quels projets formez-vous concernant le monopole d'Air France pour les relations régionales aux Antilles-Guyane ? »

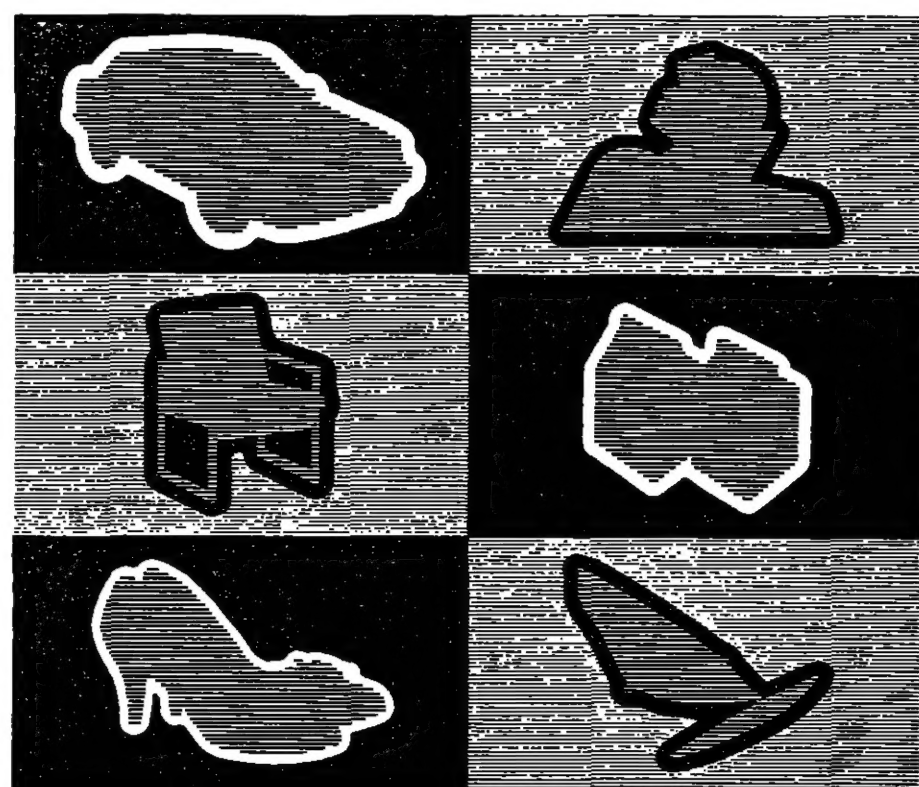
« Je suis partisan de sa suppression, à terme... Mais chaque chose en son temps. Le résultat déjà obtenu est extraordinaire sur le plan psychologique et symbolique. Nous avons mis fin à une situation aberrante. Avec mon collègue des transports, M. Jacques Douffignat, Air France et les compagnies privées, nous examinerons le résultat au bout d'un an. Nous verrons alors si nous pouvons aller un peu plus loin. »

« L'idée lancée il y a quatre ou cinq ans de faire de la Martinique une place financière est-elle encore dans les esprits ? On n'en entend plus parler. »

« Elle est dans mon esprit, en tout cas, c'est une idée personnelle qui m'est chère, mais pour le moment elle reste dans les dossiers. La question étant peu avancée, je ne veux pas la diffuser. Des spécialistes du monde financier l'étudieront et feront des propositions. »

Propos recueillis par ETIENNE MARIE.

Nous participons à l'essor des industries que nous servons



EniChem utilise l'énergie et l'innovation pour aider au développement des nombreuses industries - de l'automobile au textile, en passant par l'emballage et l'ameublement.

Grâce à une étroite collaboration avec ses clients directs et indirects, EniChem suit ses matériaux d'un bout à l'autre de la chaîne de transformation - des matières premières aux produits finis.

EniChem est l'un des producteurs pétrochimiques les plus importants et les plus diversifiés d'Europe. Basé sur des moyens techniques et commerciaux considérables, EniChem, partenaire de ses clients, contribue à

l'amélioration de la valeur ajoutée des produits existants et à la conception des produits futurs. Le large faisceau des matières premières EniChem couvre l'industrie : produits chimiques de base, plastiques, polymères techniques, caoutchouc et latex synthétiques, intermédiaires pour détergents, produits agricoles, produits de chimie fine et spéciaux, produits pharmaceutiques et autres. Tous ces matériaux sont disponibles à travers un réseau mondial de vente et de distribution. EniChem peut certainement faire quelque chose pour vous !

EniChem

EniChem (France) SA, Rue Lionel Terray 10, 92504 Rueil-Malmaison. Téléphone : 1/470 892 48. Telex : 203 398. Fax : 1/470 894 69.

Le Monde
dossiers et documents

L'AVENTURE AUJOURD'HUI

Les métiers du risque, sport et aventure, tourisme et exotisme

DOSSIERS ET DOCUMENTS :
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JUILLET-AOÛT 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 7 F

Société

Selon les statistiques de la police parisienne

La multiplication des contrôles n'accroît pas les résultats obtenus contre la délinquance

La nouvelle politique policière est-elle efficace ? Tout à la fois pour marquer la différence avec le gouvernement précédent et impressionner la population par une présence plus voyante des forces de l'ordre, M. Charles Pasqua et Robert Padoa-Schioppa ont favorisé une multiplication des contrôles policiers. Ce choix a-t-il modifié la rentabilité de l'action policière, accru les résultats obtenus contre la délinquance ? Si l'on en croit les statistiques de la préfecture de police de Paris, la réponse est non.

Elle ressort en effet du bilan mensuel de la lutte antirémédiale sur Paris tel que l'a établi la préfecture de police pour les cinq premiers mois de 1986. Ces chiffres — confidentiels — mettent en évidence qu'il n'y a pas de changement radical entre l'avant et l'après-16 mars. On reste dans une honorable moyenne qui correspond, d'ailleurs, à celle de 1985.

Ainsi, il y eut 14 496 conduites au poste en avril et 15 224 en mai, contre 15 594 en janvier, 13 228 en février et 15 427 en mars. Les mises à disposition de la police judiciaire qui en résultent étaient au nombre de 5 800 en avril, 6 155 en mai, contre 5 836 en janvier, 5 088 en février et 6 004 en mars. Ces résultats ne font apparaître aucun changement notable de rythme par rapport à l'année 1985 : la moyenne mensuelle des conduites au poste fut de 14 049, elle est de 14 749 pour les cinq premiers mois de 1986 ; la moyenne mensuelle des mises à disposition était de 5 242 en 1985, elle est actuellement de 5 643.

Effet boomerang ?

Ce caractère stationnaire de l'activité policière à Paris, malgré une occupation tout azimut du terrain, vaut pour la lutte contre la drogue qui, dans la capitale, est très imbriquée à la petite délinquance. Il y eut même, en avril et mai, une légère régression du nombre de débits de boisson visités dans le cadre : 1 828 et 2 141 contre 3 375 en janvier, 1 777 en février et 1 906 en mars. Les mises à disposition de la police judiciaire pour usage, détention ou revente de drogue s'élevèrent à 880 en avril, 902 en mai, contre 931 en janvier, 772 en février et 823 en mars. Là encore, on est dans les moyennes : la moyenne mensuelle des mises à disposition dans le cadre de la lutte contre la drogue était de 891 en 1985, elle est de 842 pour les cinq premiers mois de 1986.

C'est comme à la pêche, on va avec l'épave et puis, dans le lot.

On arrive à attraper des poissons : la définition par le ministre de l'intérieur, lors de « L'heure de vérité » du 2 juillet, de l'utilité des contrôles généralisés n'est donc pas tout à fait corroborée par les statistiques policières.

Il n'est en rien démontré, pour l'heure et à Paris, que cette tactique modifie radicalement les résultats obtenus contre la délinquance et la criminalité. Souvent la patience et la connaissance du terrain valent mieux que le déploiement de force.

Quant à l'effet psychologique, il n'est certes pas quantifiable. A priori, il a semblé d'abord efficace, la population découvrant des forces policières qu'elle croyait absentes ou inemployées. Mais rien n'est sans doute plus fragile que cet impact-là. Le rapport Belorgey sur les réformes de la police notait, en 1982, avec l'accord de l'ensemble des organisations professionnelles de policiers,

que « les grands déploiements de force contribuent à la dramatisation des situations et au développement, sur le moment, de comportements d'agressivité et, à plus long terme, d'une véritable insécurité à l'égard de formes de présence policière qui apparaissent, du fait de leur caractère massif, comme d'ordre répressif ».

Des policiers de base sont en train d'en faire l'expérience, aujourd'hui à Paris, après la « bavure » de la rue de Mogador qui, on le sait, suivit un contrôle fait par des CRS dans le cadre de cet effort massif. Plusieurs cas de contrôles entravés par la population, suscitant immédiatement des attroupements et un climat de méfiance à l'égard de policiers faisant normalement leur travail, ont, en effet, été signalés ces derniers jours. Effet boomerang ?

EDWY PLENEL.

En Australie

La carte d'identité...source d'économies

La discussion en France sur la carte d'identité infaisable passionne... les Australiens. A un différend près : il ne s'agit pas, en Australie, de refaire ce qui existe mais tout simplement, comme s'est mis en tête de le faire le gouvernement travailliste de M. Hawke, de créer ce qui, de vie d'Australien, n'a jamais existé : une carte d'identité nationale — avec ou sans photo, car c'est là le débat dans le débat qui s'est ouvert depuis quelques mois.

« Introduire une carte d'identité », a dit un juge lors d'une session au Parlement, c'est changer la nature même de la société australienne. Une carte d'identité est une attestation à la liberté bien plus grande que la pose des tables d'écoute sur nos téléphones. « C'est se servir d'une matraque pour casser une noix », a renchéri un ancien juge de la commission royale, la plus haute instance juridique du pays.

Cette « menace » sur la liberté individuelle est, certes, un argument que le gouvernement et les supporters de la carte d'identité ont du mal à surmonter de difficulté (environ 60 % des Australiens seraient favorables à son introduction) ; mais ils lui opposent

un argument économique qui pèse autrement plus lourd : si on en croit les chiffres avancés par le fisc et la sécurité sociale, le citoyen australien, fort d'une identité qu'il n'a jamais eue, paie de multiples fois plus cher, fraude volontiers : usant parfois de noms multiples pour ouvrir plusieurs comptes en banque et ainsi éviter la fiscalité pour recevoir trois remboursements plutôt qu'un des caisses de la sécurité sociale...

Au total, dit l'Etat, sur les deux ans à venir, une carte nationale d'identité avec photographie permettrait d'économiser 4 milliards de dollars (moins, bien sûr, le milliard qui aura coûté la fabrication de cette carte).

Mais pour aboutir, ce projet, auquel le parti travailliste vient de rappeler son attachement lors de sa conférence annuelle, devra être approuvé par le Sénat lors de la prochaine session parlementaire, qui s'ouvre en août, malgré une opposition importante du parti des démocrates.

Si le projet est adopté, la carte nationale d'identité australienne entrera en vigueur en mars 1989.

SYLVIE CROSSMAN.

L'épilogue de l'explosion du Rainbow-Warrior

Echec du recours juridique de la famille de Fernando Pereira

Wellington (Reuter). — Les proches du photographe néerlandais tué dans le sabotage du Rainbow-Warrior n'ont trouvé aucun moyen juridique d'empêcher les deux agents français détenus en Nouvelle-Zélande de quitter ce pays, a annoncé, ce mercredi 16 juillet, leur avocat.

Selon M. Rodney Harrison, la famille du photographe d'origine portugaise, Fernando Pereira a tenté de s'opposer par voie juridique à l'expulsion des faux époux Turenga.

« Malheureusement (...) il n'a pas été possible de dégager des motifs de nature à persuader un tribunal de bloquer leur libération », a-t-il dit. La veuve du photographe, Joana van den Boomen, et ses deux enfants ont accepté avec « une certaine amertume » le fait que les deux agents seraient expulsés, a-t-il ajouté. La veuve a reçu 105 000 dollars de dédommagements de la France, et ses enfants 215 000 dollars.

Sept livres sur l'affaire Greenpeace

● **Rainbow-Warrior**, par l'équipe des enquêteurs du Sunday Times. Arrow Books. 302 pages. 2,95 livres.

L'affaire du Rainbow-Warrior déconstruite par deux enquêteurs de l'hebdomadaire britannique, Robin Morgan et Brian Wither. La saga de l'été 1985 vue par les policiers néo-zélandais et les militants de Greenpeace. Quelques détails inédits, le sens du récit, mais une conclusion contestable bien qu'avancée avec prudence : c'est l'équipage de l'Ouvéa qui aurait posé les bombes. A chercher la clé de l'énigme aux antipodes, les enquêteurs du Sunday Times ont négligé le fait qu'elle était peut-être à Paris.

● **L'affaire Greenpeace**, une guerre des médias, de Xavier Luciani. Editions Payot. 302 pages. 99 F.

L'affaire Greenpeace, une guerre des médias ou comment les autorités françaises dans le Pacifique mirent les bâtons dans les roues de l'équipe de Greenpeace. L'équipe de Greenpeace, une guerre des médias ou comment les autorités françaises dans le Pacifique mirent les bâtons dans les roues de l'équipe de Greenpeace. L'équipe de Greenpeace, une guerre des médias ou comment les autorités françaises dans le Pacifique mirent les bâtons dans les roues de l'équipe de Greenpeace.

● **Des affaires très spéciales**, de Jacques-Marie Bourget et Yves Stefanovitch. Editions Plon. 272 pages. 80 F.

On doit à Jacques-Marie Bourget, journaliste à VSD, puis à Paris-Match, des informations inédites sur l'affaire Greenpeace qui lui valurent en 1985 le prix Scoop-Nathan. J.-M. Bourget soutient aussi des thèses plus faussées, par exemple que la troisième équipe, celle qui pose les bombes, n'a jamais existé. Le docteur Maniguet a lu

● **L'Aventure pour l'aventure**, de Xavier Maniguet. Editions Carrère-Michel Lafon. 384 pages. 85 F.

Les aventures du docteur Xavier Maniguet racontées par lui-même et son avant-garde : « Du désert d'Arabie à la jungle de Bornéo, en passant par l'Himalaya et l'Amazonie (...), j'ai été le témoin de nombreux coups de folie (...). Médecin des sports extrêmes, j'ai affronté la mort (...). J'ai aussi aimé une princesse népalaise, fait l'amour avec une Française dans une prison d'Amérique centrale... » C'est pourquoi « je ne suis pas — vraiment — surpris que l'affaire Greenpeace me soit tombée sur la tête ».

Choix à son insu, assure-t-il, par la DGSE pour servir de couverture à l'équipage de l'Ouvéa, cet émissaire de SAS n'a, jure-t-il, rien vu, rien soupçonné, ni rien compris du rôle de ses coéquipiers. La DGSE avait pensé le recruter comme agent, et il aurait accepté, a-t-il confié le 27 juin à Europe 1. Elle n'avait pas tort. L'ancienne future recrue n'estimait pas aujourd'hui qu'à Auckland, le 10 juillet 1985, les services secrets français se sont fait « doubler » par des personnes — non identifiées — qui cherchaient à leur nuire ? Aventurier et grand naïf.

● **Enquête sur trois secrets d'Etat**, de Jacques Derogy et Jean-Marie Portant. Dans ce livre à paraître le 5 septembre chez Robert Laffont, les deux grands reporters de l'Express chargés des investigations « reviennent sur les déboires de la cellule antiterroriste de l'Elysée, sur le guépion libéral et sur l'affaire Greenpeace. Des révélations attendues, par M. Charles Hernu en particulier, qui espère que ce livre sera plus intéressant que ceux qui ont été jusqu'à présent consacrés à l'affaire : c'est ce qu'il a déclaré récemment sur Europe 1.

A paraître

● **Enquête sur trois secrets d'Etat**, de Jacques Derogy et Jean-Marie Portant.

Dans ce livre à paraître le 5 septembre chez Robert Laffont, les deux grands reporters de l'Express chargés des investigations « reviennent sur les déboires de la cellule antiterroriste de l'Elysée, sur le guépion libéral et sur l'affaire Greenpeace. Des révélations attendues, par M. Charles Hernu en particulier, qui espère que ce livre sera plus intéressant que ceux qui ont été jusqu'à présent consacrés à l'affaire : c'est ce qu'il a déclaré récemment sur Europe 1.

BERTRAND LE GENDRE.

ÉDUCATION

Admissions aux agrégations

(par ordre alphabétique)

● Anglais :

M^{me} et M^{lle} Elizabeth Agel (63^e ex ael), Valérie Auda (58^e), Bruno Bailey (67^e ex ael), Marie-Claire Bailly (n^e Philippeau (106^e ex ael), Mireille Ball n^e Pajol (38^e ex ael), Christine Bauer (38^e ex ael), Dominique Becher (37^e), Dominique Bellin n^e Courroy (117^e ex ael), Martine Berghmans (104^e ex ael), Pierre Berland (61^e ex ael), Daniel Bodelat (18^e ex ael), Pascale Bodeveit (31^e), Hélène Behm-Clement n^e Clément (24^e ex ael), Isabelle Boof (117^e ex ael), Jean-Marie Bouchet (52^e ex ael), Michèle Bouhrou (74^e ex ael), Annie-Marie Buchwalter (18^e ex ael), Marie-Anne Gallies (52^e ex ael), Philippe Cantie (56^e ex ael), Marie Christine Cardot (96^e ex ael), Catherine Carrot n^e Krawczyk (60^e), Sylvia Chabot (32^e ex ael), Jean-Marie Chevalier (106^e ex ael), Patrick Chezaud (50^e ex ael), Régine Chopin (65^e ex ael), Françoise Chaudron (41^e ex ael), Serge Corvisier (69^e ex ael), Catherine Coste (21^e), Renaud Coullomb (106^e ex ael), Cornelius Crowley (6^e ex ael), Khadija Dali-Ahmed n^e Dali-Ahmed (85^e ex ael), Philippe Dambourat (10^e ex ael), Jean-Michel Dube (69^e ex ael), Martine De Cola (5^e), Chantal Simone Delorme (13^e), Michèle Mary Draper (45^e ex ael), Marie-Pierre Dupagne (24^e ex ael), Françoise Dupeyron (13^e ex ael), Christine Sylvie Empenat (79^e ex ael), Françoise Fernandez n^e Lechevalier (79^e ex ael), Solange Fournier (79^e ex ael), Sabine Fourmeaux (88^e ex ael), Marie-Agnès Frogneux (117^e ex ael), Sophie Geoffroy (39^e ex ael), Bruno Germalin (24^e ex ael), Florence Godard (67^e ex ael), Peter Griffiths (96^e ex ael), Charles Grillo (6^e ex ael), Georges-Claude Guilbert (36^e ex ael), Jeanne-Marie Guyon (23^e ex ael), Jérôme Hankins (1^{re}), Michel Hardy (91^e), Pierre Heudier (45^e ex ael), Jean-Philippe Hilaire (99^e ex ael), Nathalie Hind n^e Dessens (111^e ex ael), Sylviane Hourcade (106^e ex ael), Marie-Françoise Hue (24^e ex ael), Véronique Jaubert n^e Auger (89^e ex ael), Sylvie

Jougan (41^e ex ael), Sophie-Véronique Jouve (117^e ex ael), Jean-Louis Kara (47^e ex ael), Martine Gisèle Kirchhoff (88^e ex ael), Claire Labrousse n^e Gautier (99^e ex ael), Françoise Lancry (95^e), Catherine Lapone (174^e), Catherine Lanquien (104^e ex ael), Jean-Luc Lavedan (56^e ex ael), Marie-Anne Le Guen (96^e ex ael), Valérie Leblanc n^e Petit (20^e), Bertrand Lemoine (28^e ex ael), Jean-Louis Leliand (89^e ex ael), Andrew Lincoln (25^e ex ael), Françoise Luton n^e Luton (69^e ex ael), Philippe Mahoux (88^e ex ael), Sylvette Maniguet (31^e), Alain Marchal (79^e ex ael), Nicole Maudet (102^e ex ael), Catherine Mazodier (169^e), Danielle Ménély n^e Clément (69^e ex ael), Philippe Met (13^e ex ael), Anne-Marie Menet n^e Chazalotte (111^e ex ael), Bernard Morin (50^e ex ael), Nathalie Motte (110^e ex ael), Pierrette Moussay (88^e ex ael), Nicole Nageroni (102^e ex ael), Lily Daniels n^e Huzinger (49^e), Emily Ogilvie n^e Ellis (47^e ex ael), Hugues Pacaud n^e Chaptal (111^e ex ael), Anne-Marie Paquet (85^e ex ael), Bernard Parrot (111^e ex ael), Jeffrey Patten (61^e ex ael), Sylvie Percec (74^e ex ael), Gérard-Jean Petit (74^e ex ael), Frédéric Peyre (32^e ex ael), Hélène Pigne (10^e ex ael), Isa Pilcher (69^e ex ael), Jacky Protak (117^e ex ael), Jacques Protat (79^e ex ael), Sophie Rachmuhl (32^e ex ael), Linda Richard n^e Carter (10^e ex ael), Isabelle Richet (65^e ex ael), Elizabeth Robert n^e Simonson (56^e ex ael), Victor Robertson (74^e ex ael), Heidi Rosteit n^e Hanson (99^e ex ael), Sylvie Rousseau (35^e), Susan Ryan-Fazilleau n^e Ryan (41^e ex ael), Monique Rylwert (38^e ex ael), Paul Sabajian (79^e ex ael), Pierre Schaeffer (2^e), Jacques Solier (111^e ex ael), Claude Symonda n^e Botel (88^e ex ael), Barbara Tanguy n^e Van Melle (111^e ex ael), Philippe Thivillier (52^e ex ael), Catherine Tual (47^e ex ael), Josette Valenti n^e Sabbatini (88^e ex ael), Christophe Valla-Kolory (28^e ex ael), Isabelle Vallière (63^e ex ael), François Vergac (74^e ex ael), Malou Williams (41^e ex ael), Claire Zeppilli (36^e ex ael), Sandrine Zerib (56^e ex ael).

SCIENCES

Visite au « Titanic »

Pour la première fois depuis soixante-quatorze ans, des hommes ont vu directement de leurs yeux le Titanic, ce paquebot britannique qui, éventré par un iceberg à quelque 700 kilomètres au sud-est de Terre-Neuve, a coulé, au cours de son voyage inaugural, dans la nuit du 14 au 15 avril 1912. Mille cinq cents treize personnes, sur les deux mille cent quatre-vingt-seize présentes à bord, ont péri dans le naufrage.

Le petit sous-marin américain Alvin a plongé, en effet, le 13 juillet sur l'épave qui repose au fond de l'Atlantique sous 3 950 mètres d'eau. Parmi les trois passagers se trouvait le docteur Robert Ballard, chef de l'expédition. Le coût de celle-ci, financée par la marine américaine, est estimé à 220 000 dollars (1 540 000 francs environ).

Les trois passagers de l'Alvin ont mis deux heures et demie à descendre et autant à remonter. Ils ont passé quatre heures et demie au fond à naviguer à proximité de l'épave dont ils ont pris plus de trois mille images en couleurs avec une caméra vidéo. Ils ont vu, entre autres choses, la barre qui gouvernait le paquebot, des hublots aux vitres intactes, le pont supérieur et le grand escalier.

Profitant des trous béants créés par la rupture des cheminées et par l'effondrement du dôme, le docteur Ballard va envoyer un robot-photographe auto-propulsé, le Jason Junior, prendre des images à l'intérieur de l'épave. Onze jours sont prévus pour cette exploration photographique.

L'affaire du Carrefour du développement

Deux chèques pour une voiture blindée

Plus de 1 million de francs pour une Renault 25 blindée : la somme pouvait déjà paraître élevée. Que dire lorsqu'on apprend qu'elle a été réglée deux fois à la région Renault : la première par Carrefour du développement, la seconde par la présidence de la République, soudainement émue que le véhicule destiné à M. François Mitterrand pour le sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, ait pu être financé au travers du « circuit Châlier ».

Le Carrefour enchaîné, qui révèle ce dernier avatar de l'affaire du Carrefour du développement, publie une lettre du chef des services financiers de l'Elysée, M. Daniel Féral, au directeur de la division « des ventes spéciales et des marchés » de Renault, en date du 30 avril dernier, soit deux jours après que le ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, eut porté l'affaire sur la place publique.

Dans ce courrier, M. Féral indique que la présidence « avait accepté que soit mise à sa disposition » la R-25 commandée par le ministère de la coopération. « Or nous venons d'apprendre que ce véhicule n'avait en réalité pas été acheté par ce ministère mais par une association dont on aperçoit mal pourquoi elle est intervenue dans cette affaire », jugeant impossible qu'un véhicule acheté dans ces conditions

soit utilisé par la présidence, le responsable des services financiers adresse à Renault un chèque — ainsi le véhicule sera « de la manière la plus normale, propriété de l'Elysée » — et « laisse le soin » à la Régie « de régulariser la situation avec l'association concernée ». Le Carrefour enchaîné publie un fax-similé du chèque tiré sur le compte du président de la République pour un montant de 1 005 801 F. Le véhicule avait déjà été payé, en 1985, par M. Yves Châlier, trésorier de Carrefour du développement et chef de cabinet de M. Christian Nucci.

Le Carrefour enchaîné ne précise pas les suites qu'a données la Régie à cette lettre ni comment elle a pu « régulariser » cette situation pour le moins inédite d'un double paiement du véhicule.

Pour éliminer qu'elle soit sur le montage financier du sommet de Bujumbura, l'histoire racontée par le Carrefour enchaîné reste cependant de l'ordre de l'annecdote dans cette affaire embrouillée. L'Elysée, en outre, ne serait pas seul à s'être inquiété tardivement, du « circuit Châlier » : plusieurs entreprises, payées par Carrefour du développement se seraient efforcées de rectifier le tir de façon similaire depuis le fin du mois d'avril.

C. L.

EN BREF

Violent incendie dans les Gorges du Tarn

Un incendie ravage les pentes boisées des Gorges du Tarn, notamment dans le secteur du Point Seblime et du Cirque des Beaunes. Les feux, d'origine vraisemblablement criminelle, qui ont éclaté, jeudi 10 juillet, sur la commune de Saint-George-de-Lévéjac (Lozère), a repris avec violence, mardi 15 juillet. En raison du vent et de la sécheresse, plusieurs foyers se sont rallumés et les flammes ont même franchi des coupe-feu qui avaient été mis en place.

Les sept centres de secours de la Lozère, des sapeurs-pompiers de Paris et des militaires d'une unité de la sécurité civile de Nogent-le-Rotrou sont mobilisés pour combattre ce sinistre.

● **Un Mirage s'écrase dans l'Aisne**. — Un avion Mirage F1 de la 12^e escadre de chasse de Cambrai (Nord), en mission d'entraînement s'est écrasé, mardi 16 juillet, dans un champ de Parfondel (Aisne) et son pilote, le lieutenant De Noeux, a été tué.

● **15 millions de dollars réclamés à la NASA**. — La veuve de l'astronaute Michael Smith, tué le 28 janvier dernier dans l'explosion de la navette spatiale américaine Challenger, vient de réclamer 15 millions de dollars de dommages et intérêts à la NASA. Selon M^{me} Smith, cet accident a été dû à des négligences.

● **PRÉCISION**. — C'est par erreur que dans nos éditions du 10 juillet la tribune libre intitulée « L'imagination du maître » relative à l'Euro-Disneyland, la fonction administrative de l'auteur, M. Paul-Marie Courteu, est apparue, cet article ne l'engageant qu'à titre privé.

ملكتنا من الأصل

Société

Après les tâtonnements de la réforme liturgique

L'Eglise catholique renoue avec les artistes

Le Comité français d'art sacré et le département de la Sarthe organisent, jusqu'au 14 septembre, une exposition sur « l'art et le sacré aujourd'hui », à l'abbaye de l'Epi, près du Mans. Une dizaine de créateurs, français et étrangers, présentent leurs projets d'objets, de vêtements et de mobilier liturgiques. C'est le signe qu'un nouveau dialogue est en train de se nouer entre l'Eglise et des artistes contemporains.

Les activités lucratives et politiques sont interdites, mais a-t-on le droit, par exemple, de faire payer une entrée, même pour un spectacle, dans une église ? Le respect des dispositions de la loi de 1905 se révèle aujourd'hui difficile.

La concertation est également nécessaire lorsqu'il s'agit de refaire un vitrail ou des orgues, de prévoir une nouvelle décoration intérieure, d'aménager un sanctuaire. Sans compter naturellement les cas d'implantation et d'architecture des nouvelles églises.

La culture est l'un des rares domaines où les Eglises et l'Etat entretiennent des rapports institutionnels réguliers. La Commission de sauvegarde et d'enrichissement du patrimoine culturel réunit, depuis 1980, les représentants des grandes directions du ministère de la culture (musique, patrimoine, arts plastiques), de l'épiscopat catholique et orthodoxe, des spécialistes du droit canon et de la Bible, etc.

Ce dialogue commencé avec l'Etat se prolonge aujourd'hui, pour l'Eglise, avec un autre partenaire : les artistes. C'est à eux que le Comité national d'art sacré a demandé de créer, en toute liberté, un nouveau mobilier d'église (autel, baptistère, intrin, calices) et même des vêtements liturgiques (chasubles, étoles, scapulaires) dans le superbe cadre de l'ancienne abbaye cistercienne de l'Epi, près du Mans.

Incrochants mais talentueux

Des créateurs, peintres ou sculpteurs comme Jean-Charles Blais, Alain Kiriloff, François Morellet, de grands couturiers comme André Courrèges et Jean-Charles de Castelbajac, n'ont pas caché, pour certains d'entre eux, qu'ils étaient « surpris » par ces commandes ou « intimidés ».

Est-ce la fin du divorce entre l'Eglise et l'art contemporain ? Si le concile Vatican II, il y a vingt ans, a produit une grande réforme liturgique, l'art religieux n'a pas suivi partant.

La messe est célébrée face au peuple, mais dans maintes églises, on n'a pas changé l'autel. La cérémonie du baptême a été profondément renouvelée, mais on a généralement gardé le baptistère de pierre massif, presque caché au fond de l'édifice.

« En faisant la réforme liturgique, nous avons souvent parlé au plus pressé, dit Mgr Gilson, évêque du Mans. Nous n'avons pas intégré le beau. L'urgence tue toujours le beau. » Pendant longtemps, dans l'Eglise postconciliaire, poser la question de l'esthétique était inutile ou déplacé. La mission avant les beaux-arts. Les esprits ont changé. « Les querelles idéologiques s'éloignent », explique le Père Gaston Savignat, directeur du Centre national de pastoralité liturgique. « Les chrétiens sont plus disponibles aujourd'hui pour une réflexion sur la restauration du patrimoine religieux et la création contemporaine. »

Le clergé et les communautés chrétiennes avaient volontiers leur

incompétence et leur désarroi devant certaines formes modernes. Ils ne construisaient pas pour quelques années, mais pour des décennies. Le caractère fugace de la création artistique leur paraît en contradiction avec un message religieux permanent qu'ils veulent inscrire dans une pierre ou une fresque. Comment, en outre, respecter la liberté du créateur avec la fonction spirituelle ou la destination liturgique des églises ?

« L'Eglise est productrice de signes. Il est dans son rôle de passer commande aux artistes », répond Claude Molard, ancien directeur de la délégation aux arts plastiques. « La contrainte est féconde », ajoute de son côté René Moineau, secrétaire général du Comité national d'art sacré. « Il s'agit de vrais créateurs, le dialogue est possible. » C'est précisément l'absence d'un programme iconographique précis qui a fait traîner les travaux de réflexion des vitraux de la cathédrale de Nevers. Le président de la République lui-même (Nièvre oblige) a pris l'affaire en mains.

HENRI TINGO.

LE MONDE diplomatique

JULIET 1986

GUERRE DES ÉTOILES LE « RÉALISME » DE LA DROITE LIBÉRALE EN FRANCE

M. Jacques Chirac se fait l'avocat de la politique stratégique de Washington. Pourtant, deux commissions du Congrès américain ont conclu à la précarité du boudier spatial prôné par Ronald Reagan. Et la catastrophe de la navette spatiale retarde la mise en chantier du système.

CHINE

LA FENÊTRE OUVERTE ET LES MICROBES

La Chine continue de liquider l'héritage de la révolution culturelle. Elle limite de façon autoritaire sa démographie. Elle ouvre son économie à l'étranger. Elle autorise un certain développement des entreprises privées. Au risque d'une contagion des microbes capitalistes.

PÉTROLE

VERS UN COMPROMIS ENTRE L'OPEP ET LES GRANDES COMPAGNIES

Comment les Saoudiens s'efforcent-ils de maintenir la cohésion de l'OPEP alors que les prix et la consommation de pétrole baissent ? Pourquoi les grandes compagnies ont-elles intérêt au succès de cette stratégie ?

LE MONDE SELON M. REAGAN

Par Stanley Hoffmann
La doctrine du président américain ne saurait tenir lieu de politique étrangère

INFORMATIQUE

L'OFFENSIVE DES ÉTATS-UNIS CONTRE L'AMÉRIQUE LATINE

Les grands constructeurs américains s'inquiètent du développement de l'informatique brésilienne. Ils cherchent maintenant à éviter que ces velléités d'indépendance technologique ne gagnent l'Argentine.

PROCHE-ORIENT

L'OLP PRISE AUX PIÈGES DU TERRORISME

L'OLP a systématisé le terrorisme comme outil politique. Mais aujourd'hui l'arme se retourne contre elle. Parce que chaque nouvel attentat est désormais préjudiciable à son image. Et parce que l'organisation ne parvient pas à contrôler l'usage qu'en font certains de ses membres.

ÉTHIOPIE

UNE PAUSE DANS LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION

Le gouvernement a déjà transféré six cent mille paysans victimes de la sécheresse. Aujourd'hui, il marque un temps d'arrêt. Est-ce par nécessité économique ou pour parer aux critiques politiques des organisations internationales ?

En vente chez votre marchand de journaux.

M. Pasqua promet de renforcer la sécurité civile

De nouveaux plans de secours pour les catastrophes majeures

Le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, présentera, avant la fin de l'année, au Parlement, un projet de loi qui organisera, sur de nouvelles bases, les secours aux populations en cas de catastrophe majeure. Les salutes de l'accident nucléaire de la centrale soviétique de Tchernobyl ne sont pas étrangères à cette décision, examinée par le conseil des ministres du mercredi 16 juillet.

Ce projet de loi revient à donner au ministre de l'Intérieur les mêmes responsabilités de direction et de coordination de la sécurité civile, en cas de risques majeurs dus à des catastrophes naturelles ou technologiques, qu'il a, déjà, en matière de protection des populations, en cas de crise, selon les textes de 1959 et de 1965 qui organisent la défense civile.

Des précédents, comme l'accident nucléaire de Tchernobyl, l'éruption d'un volcan en Colombie, la catastrophe chimique des usines de Bhopal, les tremblements de terre de Mexico, ont conduit le gouvernement français à considérer que le système actuel de prévention de secours n'était pas adapté aux situations prévisibles du temps de paix, comme du temps de crise ou de guerre.

C'est la raison pour laquelle le ministre de l'Intérieur, dont dépend la Direction de la défense et de la sécurité civile, animée par un préfet, M. Jean-Paul Proust, a estimé indispensable d'assurer une unité de commandement et de coordination des moyens civils et militaires, dans de telles circonstances, aux niveaux national et régional. Il a, d'autre part, décidé de moderniser les moyens d'intervention de la sécurité civile.

Au niveau national, le ministre de l'Intérieur devra réunir, en cas de menace d'un risque majeur, un groupe interministériel, rassemblant le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Industrie, le ministère de la Santé et le ministère des Transports. Ce groupe travaillera, en permanence, au Centre opérationnel de la direction de la défense et de la sécurité civile (CODISC), à Paris, dont les moyens de transmissions et d'information, sont les ordres du colonel Mercier, seront développés.

Des préfets de zone responsables

Le ministre de l'Intérieur pourra s'entourer d'une commission d'experts scientifiques chargée d'évaluer les risques, de préparer des plans de secours et d'adopter des mesures de prévention. Un plan ORSEC national, dont la mise en application sera décidée par le premier ministre, sera conçu par le ministre de l'Intérieur, avec la participation d'autres administrations, y compris les armées, alors qu'il n'existait jusqu'à présent que des plans ORSEC pour l'organisation des secours départementaux.

Au niveau régional, la prévention des risques majeurs et l'organisation des secours en cas de grandes catastrophes seront confiés à des préfets de zones, intermédiaires entre l'Etat et le département, dont les correspondants seront les généraux commandant une région militaire. Il existe six sièges de région militaire en France.

Mais il pourrait exister davantage de préfets de zone de défense, entre sept et neuf, si des délégations sont attribuées à des préfets de région au cas où les circonscriptions administratives seraient différentes des régions militaires (comme pour Marseille et Lyon).

Les préfets de zone de défense ou les préfets de région, délégués, auront pour mission de mettre en œuvre le plan ORSEC national, de préparer et d'exécuter les plans ORSEC locaux, de concevoir des schémas-directeurs pour coordonner

les moyens d'intervention (colonnes mobiles de sapeurs-pompiers, cellules d'intervention chimique ou radiologique, postes médicaux, etc.), de dresser l'inventaire permanent des risques ou de coordonner les actions des associations nationales de bénévoles. Un centre opérationnel zonal, relié au CODISC à Paris, sera instauré dès lors qu'une menace de catastrophe naturelle ou technologique apparaît.

Indépendamment de ces actions au niveau national et régional, le ministre de l'Intérieur a décidé de moderniser les moyens d'intervention de la sécurité civile qui permettront à l'Etat de disposer d'outils en propre, à côté de ceux que les collectivités locales seraient conduites à mettre en œuvre.

Information du public par radio et télévision

C'est ainsi que les moyens aériens (vingt-quatre avions Canadair, Tracker et DC-6, trente et un hélicoptères de lutte contre les incendies) seront modernisés, grâce à la « remotorisation » des appareils les plus anciens. Les transmissions et les banques de données du CODISC seront améliorées. Les unités d'information de la sécurité civile (UIISC), stationnées à Brignoles, à Nogent-le-Rotrou et à Cortis, qui comptent onze cents hommes spécialisés dans les interventions dans les feux de forêt, les grandes catastrophes et la pollution marine, seront renforcées et une autre UIISC créée, près de Lyon, pour la décontamination nucléaire et chimique. Des unités de réserves pourront être instituées.

Le ministre de l'Intérieur s'est engagé, enfin, à publier les plans ORSEC départementaux, régionaux et nationaux, et à diffuser (dans les mairies et la presse régionale) les plans particuliers d'intervention qui concernent les installations « sensibles », comme les centrales nucléaires ou certaines industries. La mise à jour périodique de ces documents fera, elle aussi, l'objet d'une large information. Le ministre de l'Intérieur a également prévu de distribuer, systématiquement, des consignes à suivre en cas d'alerte à la population des zones avoisinantes une installation qui représenterait un risque majeur particulier.

Parmi les autres dispositions retenues par le ministre de l'Intérieur figure la décision de réserver, en cas de menace grave, des canaux de radio et de télévision pour assurer une diffusion permanente des informations à destination de la population. Ainsi, le CODISC, au niveau national, et les centres opérationnels, au niveau régional et départemental, seront équipés d'une salle de presse qui sera animée en cas de catastrophe pour donner l'information aux médias. Enfin, un manuel pratique d'information des populations, sur les risques et sur les consignes d'auto-protection à suivre, sera diffusé avant janvier 1988.

A l'heure actuelle, la Direction de la défense et de la sécurité civile dispose d'un budget annuel de l'ordre de 1 milliard de francs, dont la moitié est consacrée aux dépenses occasionnées par l'entretien de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du détachement des marins-pompiers de Marseille.

● Typhon Peggy : 172 morts en Chine. — Le typhon Peggy qui vient de balayer la province de Guangdong dans le sud-est de la Chine (le Monde du 16 juillet) a tué 172 personnes, blessé 1 250 autres et fait 284 000 sans-abri. Les dégâts matériels, dus le plus souvent aux inondations, sont estimés à près de 400 millions de dollars (280 millions de francs environ). Des centaines de ponts ont été emportés et 540 000 hectares inondés. Peggy était passé la semaine dernière sur l'île philippine de Luzon, y tuant une centaine de personnes. — (AFP, UPI).

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4344

Préparation en 1 an

au **MBA** en France et aux USA

Informations : ESG, 25, Rue Saint-Ambroise 75011 PARIS. Téléphone : (1) 43.55.44.44

... de l'association de R...
... de recours juridique
... de Fernando Pereira

... sur l'affaire Green...
... de l'association de R...
... de recours juridique
... de Fernando Pereira

... de l'association de R...
... de recours juridique
... de Fernando Pereira
... de l'association de R...
... de recours juridique
... de Fernando Pereira

... de l'association de R...
... de recours juridique
... de Fernando Pereira
... de l'association de R...
... de recours juridique
... de Fernando Pereira

... de l'association de R...
... de recours juridique
... de Fernando Pereira
... de l'association de R...
... de recours juridique
... de Fernando Pereira

AVIGNON

Les camelots du spectacle

Pour retenir l'intérêt des foules sollicitées par quelque deux cent cinquante spectacles dispersés dans plus de soixante lieux, il faut user de techniques bien précises. Dont l'autosatisfaction est la base...

Visages blêmes, paupières vermillon, cheveux plaqués, costumes noirs de salons 1925, queues de pie et colliers en sautoir, déplacements lents, tempo dramatique, regards

sombres, voix flottantes, signes de passion contenues, texte d'ambiance, moins démodé que celui d'un amalgame pirandellien du *Monologue du menteur* et d'*Antigone*, de Coccau, comme pour dire en un seul message que le théâtre est illusoire mais que la tragédie, ça fait mal.

Au plafond, le ventilateur à opéra-tentement lutté contre les moiteurs d'une fin d'après-midi avignonnaise. La rumeur du quartier Saint-Lazare fournit un bruit de fond discret, ponctué assez souvent de conversations de comptoir, de vrombissements de moteurs, de sonneries de

téléphone vite réduites au silence. La salle est en fait plutôt bien insoumise par rapport à tant d'autres lieux off, et ses occupants habitués au mélange d'un équipement professionnel convenable. La compagnie Voie lactée peut y montrer sans se trahir ce qu'elle sait faire. Des sensibilités s'expriment à travers les clichés du texte et les naïvetés du propos; des talents pointent.

Cette troupe parisienne est l'une des six ou sept équipes accueillies par le théâtre de la Parenthèse verte, une salle de danse et de gymnastique hors remparts, qui profite du Festival pour accrocher un maximum de stagiaires à quelques specta-

cles locomotives. Comme dans beaucoup de lieux off, le programme est disparate: pantomime argentine, drame social belge sur fond de cirque, show musical dans la tradition des grôles américains, sans oublier la récréation d'une comédie radiophonique de Pierre Dac et Francis Blanche.

Pour aider les spectateurs à faire leur choix, le dépliant emploie les grands moyens stylistiques. Le mime est « fabuleux », le danseur occupe l'espace avec « émotion, rage, force et sincérité ». La pièce belge est « embellie par des phénomènes forlunés et des comportements ambivalents que l'on peut interpréter aussi bien de façon philosophique que de façon risible ». Il faut ce qu'il faut pour retenir l'intérêt des foules sollicitées par quelque deux cent cinquante autres spectacles dispersés dans près de soixante lieux, de chapelle en péniche, de café en caserne, de club de bridge en hangar à bateaux. Les animateurs de la Parenthèse verte ont compris que, dans ces conditions, les nuances n'étaient pas de mise, même si l'infatigable autosatisfaction risque de faire chuter les cours du produit artistique.

Un même sens de la publicité allié à un même égoïsme se perçoit dans la présentation des stagiaires proposés aux « professionnels » ou à ceux qui aspirent à le devenir. La Parenthèse verte a toutes les pratiques en magasin: le stretching et les claquettes, Martha Graham et le buto, les techniques d'Alvin Ailey et celles de l'Actor's Studio. Aucune voie n'est à négliger quand il s'agit de se servir créativement de son corps sous la houlette de maîtres aux titres divers, du conservatoire de Boston à l'American Dance Theatre, en passant par l'équipe de France de patinage et « Salut les Micky's ». Le moindre d'entre eux, bien entendu, a pour le moins « tourné dans le monde entier ».

BERNADETTE BOST.

DANSE

Le ballet de l'Opéra

L'état

Une tournée qui coïncide avec les fêtes de Miss Liberty. Des rappels sans fin. La nomination d'une nouvelle étoile, Manuel Legris, par Nourevov à l'issue d'une représentation sur la scène du Met. Difficile de résister à l'enthousiasme.

« Le ballet de l'Opéra de Paris sera-t-il devenu la plus grande compagnie de danse du monde ? ». Le ballet de l'Opéra de Paris vainqueur par KO de l'American Ballet Theatre... Ces appréciations du *New York Times* (Anna Kisselgoff) et du *New York Post* (Clive Barnes), sont les points d'orgue de l'accueil réservé par la critique et le public américains à notre compagnie nationale. Et c'est bien de match et de performance qu'il s'agit avec cette tournée, très attendue à New-York où le ballet de l'Opéra n'était pas venu depuis 1948.

Préparée depuis trois ans par le président André Larqué, la tournée a coûté 10 millions de francs. Elle n'a été possible que grâce au concours de l'Association française d'art dramatique et de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris qui ont incité de nombreux sponsors français et américains à financer l'opération (1).

Le ton fut donné dès le gala de présentation au Metropolitan Opera (mille invités à 1 000 dollars la place) en présence de Nancy Reagan. Le ballet de l'Opéra et l'American Ballet s'y opposèrent dans une joyeuse compétition. Les Français prirent d'emblée l'avantage avec un ballet de « La nuit de l'été » de Tchaïkovski, tous les jeunes talents maison, un « pas de deux » du *Corsaire* enlevé à l'arraché par Patrick Dupond et Sylvie Guillem. A ces exercices de haut

style l'ABT répondait par l'honneur avec un raccourci de *Push comes to shove* où dansait Twyla Tharp en personne et Baryshnikov malheureusement peu enclin à fatiguer un genre malade.

Une ambiance folle: *Marsellaise* et *Bambino* chantés par Marisa Arroyo; pluie de confettis, envois de ballons bleus, blancs, rouges, Barbara morte de trac, et les directeurs des deux compagnies, Nourevov et Baryshnikov, tous deux transfuges du Kirov (Misha est citoyen américain depuis peu) réunis dans un numéro façon *Chorus Line* avec Leslie Caron.

Les jours suivants l'accueil donna raison à Rudolf Nourevov qui avait choisi contre vents et marées un programme propre à mettre en valeur la diversité des styles de la compagnie ainsi que sa compétitivité dans le domaine « classique » où les Américains ne reconnaissent que le Kirov et le Bolchoï.

Pierre de touche de la tournée, Raymond donne à chaque danseur la possibilité de briller, comme ce fut le cas entre autres pour Jean-Marie Didière (les plus belles jambes de l'Opéra). Le *Lac des cygnes* est un ballet familier des Américains. Ils le connaissent depuis 1930 alors qu'on ne l'a redécouvert en France qu'en 1960 dans la version de Bourmeister. La production de Nourevov, critiquée à Paris, a été vue à New-York avec attention et analysée dans ses moindres détails. La relecture psychanalytique du ballet, le rapport freudien entre le prince et son tuteur, le décor fermé de Frigiero qui suggère l'univers mental du prince (tout est censé se passer dans sa tête), ont excité les spectateurs. Qu'ils soient pour ou contre le propos dramatique, ils ont admiré une compagnie qui, pour offrir trois distributions, a peintes du *Lac*, avec des étoiles de la qualité de Platel, Guillem, Guérin, Hilaire, Jude, on Lormeau, sans compter Patrice Bart qui a fait un tabac dans le rôle de Rothbart.

FIGURE

Jeanne Labruno

« Oser aimer »

Cinéaste, scénariste, Jeanne Labruno coordonne l'opération Théâtre ouvert et y participe du 15 au 20 juillet à la cour de l'hospice Saint-Louis. Sur le thème « Oser aimer », une suite de textes inédits

Elle est douce, elle est lisse. Son visage blanc et rose vaporise quelque chose de calme et d'irritant. Qu'elle parle de l'angoisse de la création, de l'aire soignée ou de Francis Bacon, ses phrases coulent, limpides, bienheureuses. Auteur et réalisateur de trois téléfilms et de trois longs métrages (elle a présenté à Cannes en 1985, *La Part de l'autre* avec Christine Boisson et

les frères Mallet), Jeanne Labruno s'attaque pour la première fois au théâtre. Comme Jacques-Pierre Amette ou Armando Llamas, Bernard Marie Koltès, Tahar Ben Jelloun, Jean-Claude Grumberg, elle a été invitée par la Compagnie Jean-Louis Hourdin et par le Théâtre ouvert à réfléchir sur ce thème: « Oser aimer en France en 1986 ». Elle précise d'emblée: « C'est un exercice imposé. Au départ, j'ai été un peu étonnée, et puis je me suis rendu compte qu'il avait peut-être actuellement une certaine habitude de froidure et d'ironie; qu'on avait cessé de parler d'émotion... »

Jeanne Labruno a joué le jeu, puisque, après avoir dressé la liste de tout ce qui la rendait gaie (la lumière du jour) ou triste (le racisme), elle a entretenu une correspondance amoureuse fictive avec Tahar Ben Jelloun. Et c'est à partir de cet échange de douze lettres qu'elle a élaboré ensemble « une structure dramatique ».

La pièce en question a pour titre *la Féria*. Jeanne Labruno installe le décor: « La nuit sévillane rode autour de deux complices: une femme qui attend son amant, et le gardien des arènes. Peu à peu, le gardien lit les lettres de l'amant. Et il va se mettre à raconter sa propre vie... ».

Sous sa crinière moussue, Jeanne Labruno peu à peu se déploie. Amoureuse sur commande, elle dit adorer, fouiller une situation, un paysage, des personnages, à partir d'un thème, d'un mot. Elle a trente-cinq ans et son discours auréolé d'un angélisme « woodstockien » suranné, que certains trouvent, libre une grande joie de vivre. Et si son spectacle ne marche pas? Tant pis. « La relation au public est à sauvegarder. C'est elle qui me fait avancer. » Amen.

LAURENCE BENAÏM.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-71-12-3).

QUEST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE? Jusqu'au 13 octobre. Grande Galerie. MAGNELL. Ardoises et collages.

Jusqu'au 21 septembre. Salle d'art graphique.

DEBORAH TURBEVILLE. Jusqu'au 29 septembre. Galerie du Forum.

EVIZO CUCCHI, TONI GRAND, LA REVUE PARKETT. Jusqu'au 24 août. Galeries contemporaines.

LE GRAND PARIS. Un projet de la Mission Realisme 89. Jusqu'au 1^{er} septembre. CREE. DANS LE CREE. Jusqu'au 1^{er} septembre. LIEU 7 DE TRAVAIL. Jusqu'au 13 octobre. CCL.

IMAGES DE TRAVAIL. Jusqu'au 29 septembre. BPI.

REGARD COMPLEXE. Photographies de chapeaux par M. Corneille. Jusqu'au 8 septembre. F. Jusqu'au 12 octobre.

SENS DESSUS DESSOUS. Andes des cafés, rue-de-chauvins. Entrée libre. Du 17 juillet au 30 août.

Musées

LA SCULPTURE FRANÇAISE AU XIX^e SIÈCLE. Grand Palais, entrée avenue du Général-Eisenhower (42-89-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée: 25 F; samedi: 18 F. Jusqu'au 28 juillet.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tél. 71.12.19. Jusqu'au 29 mars 1987.

CHERS-D'EUROPE DE LA TAPISERIE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE (collection de la Ville de Paris). Jusqu'au 17 août.

LA RENAISSANCE AU PETIT PALAIS. Nouvelle présentation des collections permanentes. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-71). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 18 F.

PRUD'HON. La Justice et la Vengeance divine poursuivant le crime. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LES MOIS DANS LE DÉSEIN. Acquisitions récentes. Jusqu'au 29 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée: 20 F (gratuite le dimanche).

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'OCCÉANIE. Collection Guimet. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée: 12 F. Jusqu'au 21 septembre.

1964. LES NOUVEAUX RÉALISTES - JEAN-LOUIS SIEFF. Photographies 1953-1964. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 septembre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1929-1937. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). En permanence.

REBECCA HORN. Naît et jure sur le dos du serpent à deux têtes - FRANÇOIS PERRODIN - REINER RUTHENBECK. Entre chaises et leop. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

MARINETTE CUBCO. Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 octobre.

GEORGES MÉLIÈS - KEIICHI TAHARA. Images de la fin du siècle - MARC TRIVIER. Jusqu'au 26 septembre.

ANDRÉ FRANÇOIS. Jusqu'au 8 septembre. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15.

ART ANIMÉ ET TEMPS DES DERNIERS SHOGUNS. XVIII^e-XIX^e siècles. ANIMAUX D'ÉDO. Fonds Cernuschi, 1871-1872. Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (45-65-50-75). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 15 F. Jusqu'au 12 octobre.

YVES SAINT LAURENT ET LE THÉÂTRE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30; dim. de 11 h à 17 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 7 septembre.

YVES SAINT LAURENT. 28 années de création. Musée des arts de la mode, 109-111, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 17 h. Entrée: 25 F. Jusqu'au 26 août.

PAUL POIRET ET NICOLE GROUT. Maîtres de la mode art déco. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-82-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

JEAN CLAREBOUDT V. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée: 15 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

BENI. Paysages et visages de Paris. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-31-13). Du 21 juillet au 12 octobre.

TROIS SIÈCLES D'ORFÈVRE HISPANO-AMÉRICAINE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-07-27-00). Sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 28 septembre.

SAVIGNAC. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Sureau (45-55-91-50). Sauf dim. (fermé), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Entrée: 20 F; dim.: 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Bellecasse (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 16 novembre.

L'ART DE LA PLUME AU BRÉSIL. Musée national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (45-47-00-28). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée: 16 F. Jusqu'en septembre.

FORAIN. Chronologie-illustration de guerre, 1914-1918. Musée des deux guerres mondiales, 104 des Invalides (45-55-92-30). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h (fermé en août). Jusqu'en décembre.

LISZT ET LE ROMANTISME FRANÇAIS. Musée Roman-Schiller, 16, rue Chapelle (48-74-55-35). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 septembre.

BIJOUX, TABLEAUX ET MÉDAILLONS EN CHEVEUX. Donation A. Chaudet. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (bois de Boulogne) (47-47-49-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'en octobre.

SUR L'EAU, SOUS L'EAU... Images, médailles et technique dans la Marine 1688-1730. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

ROLAND BARTHES. Le texte et l'image. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau.

teus (42-33-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 1^{er} août.

BLATAS ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée Bourdelle, 16, rue A. Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 28 septembre.

PAUL BAUDRY. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 août.

L'ATELIER DE RAYMOND CORNÉ. Sculptures, dessins, collages. Monnaie de Paris, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 septembre.

Centres culturels

L'AFFICHE DANS LA RUE. Hôtel de Lamoignon, 24, rue Pavée (42-74-44-44). Sauf dim., de 12 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 2 août.

SEOU-PAÏS. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Beryer (45-43-90-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée: 9 F. Jusqu'au 4 août.

GEORGES GROZ. Les années de Berlin. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 24 août.

L'USINE ET LA VILLE 1836-1986. 159 rue d'Armand-Louis. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (46-33-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h à 30 à 19 h. Jusqu'au 11 octobre.

TREASURES D'ART DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE. Collection Wilmot. Centre culturel, Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 7 septembre.

KAREN BLIXEN. Maison du Danemark, 142, Champs-Élysées (47-23-54-20). Tous les jours de 13 h à 19 h. Dimanche, 15 h à 19 h. Du 18 juillet au 5 octobre.

DOTREMONT ET LA PEINTURE COBRA. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (43-36-27-33). Tél. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

LIBERTES DE LA PEINTURE. Union de Banques à Paris, 22, boulevard Malesherbes (42-68-33-33). Jusqu'au 30 août.

JOS DECOCK. Œuvre 1956-1986. Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). Jusqu'au 2 août.

BIÈRES ET BRASSERIES DU NORD-PAS-DE-CALAIS. Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (42-46-18-14). Sauf sam. et dim., de 9 h à 19 h. Jusqu'au 4 octobre.

Galleries

NOUVEAUX RÉALISTES. Galerie Zabrickie, 37, rue Quincampoix (42-72-33-47). Jusqu'au 31 juillet.

SCULPTURES VIVANTES. Photographies de M. et G. Arnaud, 127, avenue du Maine (43-27-14-14). Sauf samedi. Jusqu'au 15 septembre.

ALBERTO BAI. Affiches. Artcuriel, 5, avenue Maitignon (42-99-16-16). Jusqu'au 31 juillet.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des solles
Ides 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

MAISON DU DANEMARK
142, CHAMPS-ÉLYSÉES. M^e ÉTOILE
KAREN BLIXEN

Auteur de
OUT OF AFRICA
Sa vie au Danemark et en Afrique
Tous les jours de 13 à 19 heures. Dimanches et fêtes de 15 à 19 heures
DU 18 JUILLET AU 5 OCTOBRE - Entrée libre

VOTRE TABLE
CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE		
ARMAND	6, rue du Beaujolais, 1 ^{er} (Palais-Royal)	Des ses arômes et belle croûte de XVI ^e , le serf les arômes: poisson fin, volaille, bœuf, jambon, gibiers. Menu 120 F. Accueil j. 1 à 4 du matin. Récomp. par G. et M. Millas. Tél. 42-60-51-1.
SAADA	48-87-39-33 37, rue Beaumont, 3 ^e	T.L.J.
COPENHAGUE	43-59-30-41 42, Champs-Élysées, 8 ^e	F. dim.
RELAIS BELMAN	47-23-54-42 37, rue François-I ^{er} , 8 ^e	F. sam., dim.
PAGODA	48-74-81-48 50, rue de Provence, 9 ^e	F. dim.
AU PETIT RICHE	47-70-68-68, 47-70-86-30 25, rue Le Peletier, 9 ^e	Ts les jours F. dim.
CLOSERIE SARIADAISE	Ts les jours 94, bd Diderot, 12 ^e	43-46-88-07
PALAIS DU TROCADERO	47-27-05-02 7, avenue d'Eylau, 16 ^e	Tous les jours
YVONNE	47-20-98-15 13, rue de Bassano, 16 ^e	F. dim.
EL PICADOR	43-87-38-87 80, bd des Batignolles, 17 ^e	F. dim., mardi
ANNICK et FRANCE VALLOT	47-05-49-03 75, av. Niel, 17 ^e	F. dim., soir et lundi

RIVE GAUCHE		
TIEMKO	46-33-12-12 3, rue Champollion, 5 ^e	Fermé le lundi
CHEZ FRANÇOISE	47-05-49-03 Aéroport des Invalides, 3 ^e	F. dim., soir et lundi

SOUPERS APRÈS MINUIT

CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES »

12, place Clichy - 48-74-49-64 - Accueil jusqu'à 2 h du matin
GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE DANS CE RESTAURANT VOÛÉ
A TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA MER, L'UNE DES MEILLEURES BOULANGÉRIES DE PARIS.

LES RESTAURANTS DE LA NUIT
OUVERTS MÊME LE JOUR

AU PIED DE COCHON		
6, rue Coquillière - 42-36-11-75	4, bd des Capucines - 47-42-75-77	39, Champs-Élysées - 43-59-44-24
LE FAUCON RESTAURANT DES HALLES - Un monument patrimonial de la vie nocturne parisienne. Halures et fruits de mer toute l'année.	LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA - La fraîcheur des poissons. La fraîcheur des crêpes. Magnifique bande d'œuvres. Époustouffant décor-spectacle 1900.	L'AMBASSADE GASTRONOMIQUE D'ALSACE - Vous y dégusterez des fruits de mer de toute première fraîcheur. La brasserie du Tour-Paris.

ملكا من الأصل

de Paris triomphe à New-York de grâce

Le favori du public reste Patrick Dupond qui possède, à l'opéra, les qualités appréciables des Américains : naturel, générosité, gentillesse et goût de la performance. Comme prévu, le phénomène Sylvie Guillem a joué à plein. En elle, les spectateurs ont reconnu la *prima ballerina assoluta*, la seule à leur avis qui puisse prétendre remplacer Makarova.

Cette traversée de l'Atlantique a permis de juger la valeur de l'école de l'Opéra et le rôle de Nourev, qui a su donner à la compagnie ce style épuré, élégant, dans la tradition d'Éric Brulin, de Bourville et de Petipa. Très discret dans ses interventions scéniques, Nourev est apparu surtout comme le patron, le directeur de la danse, et le final de *Raymonda*, où il emmène tout le ballet groupé comme un essaim d'abeilles sous les applaudissements, a valeur de symbole.

A New-York, où il a souvent dansé sous les applaudissements du public, Nourev tenait à paraître dans le ballet baroque de Francine Lancelot, *Quelques pas graves de Baptiste*, réappris un quart d'heure seulement avant la représentation. Il a aussi donné une interprétation très intérieure d'Albert dans *Giselle* à l'American Ballet Theater. « Ici, dit-il, on s'intéresse à ce que je fais bien ; à Paris, on cherche plutôt ce qui ne va pas ».

Et il est fort possible que le ballet *Washington Square*, décrit à Paris, plaise aux New-Yorkais avec ses références au folklore américain, sa délicate statue de la Liberté, la musique de Charles Ives et son magistral escalier inspiré par celui de l'appartement gothique de Nourev sur Park Avenue.

Ce climat euphorique a été porté au rouge vendredi dernier avec la nomination sur la scène du Met de Manuel Legris comme danseur étoile dans un enthousiasme indescriptible. La tournée du ballet de l'Opéra, qui comporte également

les *Mirages*, de Serge Lifar, et *Palais de cristal*, de Balanchine, se poursuit à New-York jusqu'au 19 juillet. Elle se continue à Washington du 22 au 27. On espère que les danseurs, très sollicités, pourront tenir le rythme jusqu'au bout. Et pendant ce temps, à Paris, le reste de la troupe défend vaillamment les couleurs de *Don Quichotte*.

MARCELLE MICHEL

(1) Air France, la Compagnie générale aérienne, la FNAC, Louis Vuitton, Hermès, Novotel, les fondations Philip Morris, Florence Gould, Sheldon Landeau.

OPÉRA

On attendait beaucoup de *Tancrède*, un opéra français quasi inconnu du début du dix-huitième siècle. Le public aixois avec enthousiasme. Mais l'œuvre ne tient pas toutes ses promesses.

Le public aixois a réservé, mardi, un accueil enthousiaste à *Tancrède*, d'André Campra, constatant néanmoins pour un opéra français de 1702 quasi inconnu et, qui plus est, d'un compositeur né ici même en 1660.

La résurrection de « Tancrède » de Campra

Un chevalier sans conviction

Oserai-je cependant avouer une certaine déception devant un spectacle de qualité dû au metteur en scène Jean-Claude Penchenat et à Jean-Claude Malgoire à la tête de la Grande Ecurie et la chambre du roy, grands spécialistes de la musique baroque, et surtout devant une œuvre dont on disait monts et merveilles ?

Nous restions sur le souvenir des délicieuses *Fêtes vénitienes* montées au festival il y a quelques années par Jorge Lavelli, d'une fantaisie légère et sans prétention. Cette *Tancrède* nous semble pas de la même qualité purement musicale ni du même esprit. Peut-être est-ce la faute du livret absurde

d'Antoine Danchet, qui complique à plaisir la célèbre histoire racontée par le Tasse et traitée avec un génial dépouillement linéaire par Monteverdi.

Tout s'embrouille ici, car si *Tancrède*, chevalier chrétien, aime Clorinde, la princesse sarrazine qui l'aime aussi, chacun est également poursuivi par un autre amoureux : Argant qui aime Clorinde, Hermine qui aime *Tancrède*, Hermine étant elle-même l'objet des feux de l'enchantement linéaire. Les intrigues sont inextricables : *Tancrède* est tout à tour vainqueur et vaincu, à nouveau vainqueur ; les deux amants peuvent enfin se déclarer leur flamme, mais Clorinde refuse de « préférer l'amour à la gloire ». *Tancrède* désespéré terrasse en combat singulier le chef des Sarrazins et découvre que c'est en réalité Clorinde qu'il a tuée. Cachée sous les armes d'Argant !

Reprochera-t-on à Campra d'avoir manqué de conviction pour traiter un tel sujet ? Il a du moins l'air des premiers à avoir le style réticent marié avec les paroles et les intonations françaises à une sorte de perfection mais sans lui communiquer tout le rayonnement musical d'un Rameau, pour ne pas parler de Monteverdi. On est loin encore d'*Hippolyte et Aricie*, même si Campra s'en approche dans quelques airs de grand style où l'émotion affleure, notamment la superbe élogue d'Hermine. Tout cela mériterait, bien entendu, d'être fort nuancé.

Le style de la représentation m'a paru étrange : les costumes assez laids et démodés, comme on imaginait les croisés et les Sarrazins dans les lourdes reconstitutions des tableaux du dix-neuvième siècle, détonnent tout à fait avec la musique de cette époque ainsi que la gestuelle, qui emprunte autant au violon opéra romantique qu'à un réalisme parfois violent, d'esprit moderne, malgré quelques visions d'une beauté saisissante comme celle des rois géants sortant de leurs tombes.

La distribution est d'une grande homogénéité et l'on est heureux

pour une fois dans un opéra français de comprendre chaque mot. Autour du magnifique lémor de Gregory Reinhardt, chanteur puissant et acteur d'envergure, on remarque François Le Roux, *Tancrède* pathétique, la Clorinde combattante et butée de Daphné Evangelatos, avec son beau registre grave de contralto, la voix agréable de Catherine



François Le Roux et Daphné Evangelatos

Dubosc (Hermine), la scintillante Colette Alliot-Lugaz dans des rôles allégoriques, Pierre-Yves Le Maigat, très émouvant dans le monologue d'Argand, Dominique Vissé, un peu sacrifié dans des travestis ridicules, et toute une troupe excellente de comédiens danseurs ainsi que les chœurs The Sixteen, déjà appréciés dans *Indompté*.

JACQUES LONGCHAMPT.

★ Prochaines représentations, les 17, 25, 29 juillet et 1^{er} août. *Tancrède* sera donné la saison prochaine à l'Atelier lyrique de Tourcoing, coproducteur du spectacle avec la fondation Total, et qui a consacré un superbe cahier illustré à cet ouvrage avec le texte intégral du livret (96 pages, 40 F.).

ROCK

Bob Dylan, nouveau cru

De toutes les superstars des années 60, Bob Dylan est l'un des rares à ne pas avoir démissionné, à ne pas s'être réfugié dans une retraite huppée ou dans la vie tourbillonnante de la jet society internationale. Certes, Dylan n'est plus une image symbole. Il ne surprend plus, ne déroute plus, ne choque plus certains. Mais il reste toujours sur la route.

Pas mal d'accrocs et quelques perles sèches n'ont pas suffi à enrayer une dynamique étonnamment intacte. A l'encontre des produits fabriqués en studio suivant des règles empruntées à Muzak, il y a chez Dylan une musique qui renoue constamment avec la vie dans un mouvement sans fin. Il y a la vision d'un homme, son exigence à l'égard de soi-même et sa fabuleuse énergie.

Après le coffret biographique de six disques édité l'hiver dernier, Bob Dylan publie un nouvel album, *Knocked out loaded*, qui coïncide avec une tournée américaine de deux mois se déroulant à guichets fermés. Ce disque illustre, par ailleurs, l'actualité de la forme du chanteur et le pourcentage de son retour en grâce auprès de la jeune génération — du moins aux Etats-Unis.

Plus que jamais, Dylan se comporte, selon l'expression de Kris Kristofferson, auteur d'une des chansons, *They killed him*, de l'album, comme « un peintre surréaliste qui n'agit à aucun moment de la même manière. Chaque chose, il la fait une fois et une fois seulement ».

Sa dernière production est un florilège de sa diversité et de son

universalité. Dylan chante et joue magnifiquement aussi bien le bon vieux rock n'roll teinté de blues que la ballade somptueuse (*Brownsville Girl*) écrite en collaboration avec Sam Sheppard qui a la même beauté flamboyante, la même pureté et la même force que certains titres de *Blonde on Blonde*.

A l'exception de *Under your spell*, passablement ennuyeuse, toutes les chansons sont superbes. Bob Dylan se paie même le luxe de nous offrir avec *Precious memories* un gospel traditionnel teinté de calypso.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ 33 tours, CBS, OC 40 439.

EXPOSITIONS

BOIST. Peinture. Galerie Jean Peyrolé, 14, rue de Sévigné (42-71-59). Jusqu'au 26 juillet.

DENIS BRINAT. Photographies. Galerie Suisse, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 26 juillet.

JIM DINE. Une exposition pour Paris. Galerie Baudouin Lobson, 34 rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 2 août.

FRANÇOISE GILOT. Assemblages 1961-1986. Galerie de la Fontaine, 74, rue de Seine (43-29-50-75). Jusqu'au 31 juillet.

KIM HAMSEY. Sculptures récentes. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-76-66-67). Jusqu'au 30 septembre.

LEGER. Galerie Adriès Maigat, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 24 août.

LOULOU PICASSO. La légende de la peinture. Galerie du Jour, 6, rue du Jour (42-33-40-40). Jusqu'au 5 septembre.

SANDROFF. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-83-18). Jusqu'au 20 juillet.

TAL-COAT. Peintures. Galerie CS-vages, 46, rue de l'Université (42-66-69-57). Jusqu'au 31 juillet.

En région parisienne

BRÉTIGNY - SUR - ORGE. Dufour/Dubois/Proposition V.C. Bisc, G. Chaplain (sculpture). Centre culturel communal, rue Henri-Dunand (60-84-38-68). Jusqu'au 27 septembre.

FOURNAISELLE. Œuvres de la collection Naupia. Musée national du château (64-22-27-40). Saut mardi, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h.

JOUY-EN-JOSAS. Les années 60. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Saut lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

NEMOURS. Liliane Enlille Cron. Châtauneuve, rue Gautier (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre - 10h00 au soir. L.C. en Europe - *Leur*. Musée de préhistoire, avenue de Stalingrad (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre.

PONTOISE. Hommage à Albert Gaudin, 1881-1923. Jusqu'au 21 septembre. — **MONSIEUR ET MADAME TAVET.** Collections et documents. Jusqu'au 28 septembre. Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lenoir (30-58-00-40). Saut mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lieux et des villages. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Saut mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

VERSAILLES. 200 ans d'histoire de France 1715-1919 : nouvelle présentation des collections des XVIII^e et XIX^e siècles. Musée national des châteaux de Versailles et Trianon (39-50-58-32).

En province

AIX-EN-PROVENCE. Thèmes Clés et sa parole. Musée des Tapisseries, 25, place des Martyrs-de-la-Libération (42-21-05-78). Jusqu'au 15 septembre.

ANGERS. Musée de l'Art. 10, rue du Musée. Tableaux photographiques. Galerie de l'Art, rue Bréguet. Figures des années 80. Nouveau théâtre, place Louis Imbach. Jusqu'au 31 août.

ANNECY. Exemples 80 : œuvres du FRAC Rhône-Alpes. Musée-château (30-45-20-46). Jusqu'au 1^{er} septembre.

ARLES. Tableaux. Sculptures et objets 1965-1986. Abbaye de Montmajour (90-54-44-17). Jusqu'au 13 octobre.

ARRAS. Art et Numismatique. Musée, ancienne abbaye de Saint-Vaast, 22, rue

Paul-Doumer (21-71-26-43). Jusqu'au 18 août.

AUBRE. Les objets normands de l'époque de la culture de Silex. Musée Silex-Roschoppe (33-34-01-85). Les vendredis (86-52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

AVIGNON. E. et B. Paléoparc : l'homme au Faut Paléol. 1988-1986. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 28 juillet. Victor Leydet, 1861-1904. Retrospective. Palais du Roure, 3, rue du Collège (90-82-57-51) et musée Louis-Vouland, 17, rue Victor-Hugo (90-86-03-79). Jusqu'au 15 août.

BOYONNE. Hans Soller. Musée Roum, 5, rue Jacques-Laffitte (59-59-06-52). Jusqu'au 15 septembre.

BRETON-EN-FRIGORD. Châta. Château (53-53-85-50). Jusqu'au 14 septembre.

BORDEAUX. Hommage à Bontard. Musée des beaux-arts, cours d'Albret (56-90-91-60). Jusqu'au 25 août. — Gilbert et Georges. Capc, entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 7 septembre.

BOULOGNE-SUR-MER. Francis Mochel. Gravures. Les Pigeons, 37, rue des Pigeons (21-30-28-01). Jusqu'au 26 juillet.

BOURG-EN-BRESSE. Sculptures de la collection Daillemagne - Sculptures de Michel Gérard. Prière de Bruc, 63, boulevard de Bruc (74-22-22-31). Jusqu'au 27 juillet.

CAGNES-SUR-MER. Dix-huitième Festival international de la peinture. Châtauneuve-Grimaldi (93-20-87-29). Jusqu'au 30 septembre.

CAHORS. Jeanne Gert. Œuvres sur papier photographies 1963-1986. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 8 septembre. Christian Zucman et les disciples de la collection. Galerie de l'ancienne Poste, 13, bd Gambetta (21-36-27-40). Jusqu'au 15 août.

CANNES. Grande maîtres de la sculpture. Mémoire d'une collection. Salons de la Malmaison, 47, La Croixette. Jusqu'au 21 septembre.

CASES-DE-PENES. Bernard Dufour. Peintures 1958-1967. Fondation du château de Jau (66-64-11-38). Jusqu'au 30 août.

LE CATEAU-CAMBRESIS. Méduse, la période alpine. Musée Marino (27-84-13-15). Jusqu'au 30 septembre.

CERET. Roberteylla. Peintures. Musée d'art moderne, rue Joseph-Panroy (68-67-27-76). Jusqu'au août.

CHATELLEAULT. Exposition du FRAC Poitou-Charentes. Salle de la Redoute : Musée municipal ; Ecole d'arts

plastiques ; Caisse d'épargne. Jusqu'au 3 août.

CHAUNY. L'Amérique au temps de la statue de la Liberté. Musée national de la coopération franco-américaine, château de Blerancourt (23-39-60-16). Jusqu'au 15 octobre.

CLUNY. Jean Miro. Œuvre gravé et gravées. Ecuries de Saint-Hughes (85-59-05-61). Jusqu'au 14 septembre.

COLMAR. Byron. Musée d'Unterlinden, place d'Unterlinden (89-41-89-23). Jusqu'au 5 octobre.

COUTANCES. Jo Marchand. Musée, 2, rue Quesset-Morinier (33-45-11-92). Jusqu'au 11 septembre.

DAUILLAS. Au temps des Celtes, du V^e au I^{er} siècle avant J.-C. Abbaye (98-25-84-39). Jusqu'au 14 septembre.

DIJON. Troisième des Grands. En permanence - Bontard. Jusqu'au 8 septembre. Musée des beaux-arts, place de la Salvo-Chapelle (90-30-31-11) ; Hérault et de la Seine. Musée de la TGV. Quai de l'Europe, Palais des Etats de Bourgogne, avenue de la République (28-59-21-63).

DUNKERQUE. Christiane. Retrospective. Jusqu'au 20 septembre. Marie-Françoise Noll. Héraldiques traversières. Jusqu'au 17 août. Musée d'art contemporain, 6, rue Charles-Corbouan (32-39-34-35). Jusqu'au 15 septembre.

FEUILLIN. Quatre, musée la America. Chapelle du château (55-66-33-06). Jusqu'au 7 septembre.

FOURNAISELLE-L'ABBEY. Claude Bosc, sculpteur. Abbaye royale (41-51-70-32). Jusqu'au fin août ; Richard Bageat ; Kate Baker (sculptures, peintures, photographies). Jusqu'au 14 septembre.

GENAIS. La collection de Bontard : aquarelles et perspectives. Abbaye de Beaulieu (63-67-06-84). Jusqu'au 13 septembre.

GRAVELINES. 1^{er} Printemps de la gravure : James Ensor, l'œuvre grand. Arsenal, cote de la Poudrière. Jusqu'au 7 septembre.

GRENOBLE. Walter Dula. Musée de peinture, place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 18 août. Sol Levitt. Wall drawings - General Idea et Ken Lum. Centre national d'art contemporain, magasin site Bouchayer-Viallet, 153, cours Berrât (76-21-95-86). Jusqu'au 25 septembre.

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE. Serge Poliakoff. Hôtel Donat de Campedone, 20, rue du Docteur-Taillet (90-38-17-41). Jusqu'au 12 octobre.

LA ROCHELLE. Jeunesse : le temps de Saint-Aymer. Tour Saint-Nicolas (46-41-37-79). Jusqu'au 28 septembre.

LA ROCHE-SUR-YON. Richard Texier. Musée d'art et d'archéologie. Jusqu'au 7 septembre.

LE TOUQUET. Les pompes, musées de leur temps, de 1880 à 1940. Palais de l'Europe (21-05-21-65). Jusqu'au 31 juillet.

LYON. Peintures lyonnaises, 1800-1914. Musée des Beaux-Arts, 20, place des Terreaux (78-28-07-66). Jusqu'au 15 septembre. — Carmelle Zappari. Musée Saint-Pierre, 16, rue de l'Évêché-E-Herriot (78-30-50-66). Jusqu'au 28 juillet.

MEYMAC. La fin des années 60. D'une contestation à l'autre. Centre d'art contemporain. Abbaye Saint-André (55-95-32-30). Jusqu'au 28 septembre.

MONTAUBAN. Vedova, Savitara, Garcia-Servin. Œuvres de FRAC Midi-Pyrénées. Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-63-18-04). Jusqu'au 7 septembre.

NANTES. Giuseppe Penone. Musée des Beaux-Arts, 10, rue Clémenceau (40-74-53-24). Jusqu'au 30 septembre - Mathias Cray (1749-1826), architecte marseillais. Musée Dobrée, place Jean-V (40-69-34-33). Jusqu'au 17 août. — Un siècle de victoires alimentaires. Châteaux des Ducs de Bretagne, Tour du Far à Cheval (40-47-18-15). Jusqu'au 14 septembre.

NEMOURS. Liliane Enlille Cron. Châtauneuve de Nemours, rue Gustave (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre.

NICE. Delacour : peintures et dessins d'inspiration religieuse. Musée national Menage biblique Marc Chagall, avenue Docteur-Ménage (93-81-75-75). Jusqu'au 6 octobre. — L'espace abstrait : Hartung. ENAC, 24, avenue Jean-Médéric (93-62-18-45). Jusqu'au 30 septembre - Espace Tzavris. Dada, Hartung, Olson, Ripstein, Smolderberg, Acemoglu, 1, esplanade Kennedy (93-92-81-43). Jusqu'au 27 juillet - Louis Chacalla. Galerie d'art contemporain 59, quai des Etats-Unis (93-42-37-11). Jusqu'au 27 juillet - Enlille Cron. Musée international d'art naïf A. Isakovsky, château Saint-Hélène, avenue Val-Marie (93-71-78-33). Jusqu'au 30 septembre.

NIMES. Par-delà le pont du Gard. Études sur l'architecture romaine de Nîmes. Musée archéologique. Boulevard Amiral Courbet (66-67-25-57). Jusqu'au 31 octobre.

PLONGUÉL. Calder à la Roche-Janne, mobiles, gouaches, bijoux. Ancienne école, bourg de Plonguél (Côte-de-Nord). Jusqu'au 15 août.

PONT-AVEN. Cent ans, Garguin à Pont-Aven. Musée, place de l'Hôtel-de-Ville (98-06-14-43). Jusqu'au 30 septembre.

REIMS. Elise Elise. Palais du Tau, 2, place du Cardinal-Lévesque (28-47-74-39). Jusqu'au 15 septembre.

RENNES. De Rameau à Gressan, peintures françaises et italiennes des XVIII^e et XIX^e siècles. Musée des Beaux-Arts, 20, quai Émile Zola (99-79-44-16). Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-AMANT-EN-PUISAYE. Sautrec ; Sigebert ; Zlotykanina. Château. De 19 juillet au 15 septembre.

SAINT-DIE. L'art en plein jour. Musée municipal, place Georges-Trinonville (29-55-21-56) et jardin de la Bibliothèque. Jusqu'au 31 août ; Fausto Olvera. Musée

municipal (voir ci-dessus). Du 19 juillet au 28 septembre.

SAINT-FARGEAU. Bugeard, Collin, Quenec, Vaut : peintures. Château (86-74-05-67). Jusqu'au 5 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Un musée éphémère : collections privées françaises 1945-1985. Fondation Maeght (93-32-81-63). Jusqu'au 5 octobre.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE. Imaginaire Foucault. Musée de France, Chapelle Notre-Dame-de-Pitié, hôtel de Sade, hôtel Estrine (90-92-03-22). Jusqu'au 15 octobre.

SAINT-SAUVEUR-EN-PUISAYE. Keller ; Clément. Châteaux du Tremblay Fontenay en Puisaye (86-44-02-18). Jusqu'au 21 septembre.

SEDAN. La stanoire religieuse dans les Ardennes : la piété populaire. Musée-château. Jusqu'au 28 septembre.

SOMMIÈRES. Gérard Schneider. Château de Poudres (66-60-03-50). Jusqu'au 17 août.

STRASBOURG. Georges Frenck, design et architecture 1975-1985 - Anne Grolmer, 1986-1986. Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux Marché-aux-Poissons (88-52-46-07). Jusqu'au 17 août - Dessein industriel et l'architecture de cabinet des Beaux-Arts de l'Université de Leyde. Musée historique, 3, rue de la Grande-Boucherie (88-32-25-61). Jusqu'au 31 août.

TANLAY (Yonne). Jeanes Enlille, peintures, dessins, gravures - Roll d'Honnat, dessins, sculptures. Château (86-52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

TOULON. Beaux siècles. Musée de Toulon, 20, boulevard du Général-Leclerc (94-93-15-54). Jusqu'au 7 septembre.

TOULOUSE. Tabeu, miroir de temps. Musée Paul-Dupuy, 13, rue de la Place (61-22-21-83). Jusqu'au 5 octobre.

TOURS. Musée : A proximité des peuples. Centre de création contemporaine, rue Racine (47-66-50-00). Jusqu'au 28 septembre.

TROYES. Ceahy. Musée d'Art moderne, place Saint-Pierre (25-80-57-30). Jusqu'au 15 septembre.

UZERCHE. Espagne-estampes : Arroyo, Barcia, Bonifacio. Salle d'exposition de l'ancien collège. Jusqu'au 28 juillet.

VALENCE. Néolithique, premières civilisations agricoles. Musée de Valence, 4, place des Ormesaux (75-43-53-00). Jusqu'au 31 août.

VALENCIENNES. L'académie de peinture et sculpture à Valenciennes au XVIII^e siècle. Musée des Beaux-Arts, boulevard Wapart (21-46-21-09). Jusqu'au 15 septembre.

VAL-DE-VEZIE (Marne). Roger Achting. Église de Contalmaison (26-61-64-94). Jusqu'au 31 juillet.

VEZELAY. Arpad Szenes. Ancien docteur des Médailles. Jusqu'au 30 septembre.

VILLENEUVE-PASCQ. A. Barres et M. Dujardin - E. Frelle - E. Deparis - J. Mayeux - Donatien M. Marisot, 1882-1968. Musée d'art moderne, allée du Musée, sortie Château (20-05-42-66). Jusqu'au 21 septembre.

VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON. Roboto-sculptures : les machines anti-matériaux. Circa, la Chartreuse (90-25-05-46). Jusqu'au 6 août.

VILLEURBANNE. Collection aquarelle. Le Nouveau Musée, 11, rue Docteur-Dolard (78-44-55-10). Jusqu'au 21 septembre.

VIZILLE. Droits de l'homme et conquêtes des libertés. Musée de la Révolution française. Château de Vizille (76-68-07-35). Jusqu'au 5 octobre.

(Publicité)

S.D.R.M. - M. Henri SAUGUET, de l'Institut, Compositeur
M. Jacques ENOCH, Éditeur
Présidents d'Honneur

A la suite de l'Assemblée générale annuelle de la S.D.R.M. (Société pour l'Administration du Droit de Reproduction Mécanique des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs) : 225, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine, qui a eu lieu le 18 juin 1986, ont été élus :

Président : M. Georges Jouvin, compositeur.
Vice-présidents : MM. Jacques Demany, auteur - Henri de Turenne, auteur - Yvon, auteur.
Troisième : M. Guy Lafarge, compositeur.
Rapporteur général : M. Claude Pascal, éditeur.
Rapporteur général adjoint : M. Philippe Sallier, éditeur.

Administrateurs : MM. Jean Chénard, auteur - Pierre Darnay, auteur - Jacques Murel, auteur - Eddy Marisot, auteur - Jean-Charles Tacchella, auteur - Patrick Marchand, compositeur - Jo Moutet, compositeur - Pierre Petit, compositeur - M^{me} Raoul Breton, éditeur - MM. André Chevrier de Choudens, éditeur - François Leduc, éditeur - Alain de Ricou, éditeur.

Directeur général honoraire : Jean Ferraton

SEUL A PARIS AU SAINT-ANDRE DES ARTS

GOD'S COUNTRY

un film écrit, réalisé et commenté par Louis MALLE

produit par Vincent Mallo

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-04-24-34)
MERCREDI 16 JUILLET

16 h, *Mémoires de Louisa*, de P. de Hérail; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h 15: *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

JEUDE 17 JUILLET
16 h, *Bonheur*, de R. Griesmer; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

VENDREDI 18 JUILLET
16 h, *Vidéo*, de J. Dury; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

SAMEDI 19 JUILLET
15 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 17 h 15, *Les quatre chaudières*, de D.W. Griffith; 19 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

DIMANCHE 20 JUILLET
Cycle des grandes restaurations de la Cinéma-thèque: 15 h, *Les quatre chaudières*, de D.W. Griffith; 17 h 15, *Les quatre chaudières*, de D.W. Griffith; 19 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

LUNDI 21 JUILLET
16 h, *Patric*, de L. Dreyfus; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

MARDI 22 JUILLET
16 h, *Patric*, de L. Dreyfus; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

JEUDI 24 JUILLET
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

VENDREDI 25 JUILLET
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

SAMEDI 26 JUILLET
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

DIMANCHE 27 JUILLET
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

LUNDI 28 JUILLET
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

MARDI 29 JUILLET
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

JEUDI 31 JUILLET
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

VENDREDI 1er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

SAMEDI 2er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

DIMANCHE 3er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

LUNDI 4er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

MARDI 5er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

JEUDI 7er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

VENDREDI 8er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

SAMEDI 9er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

DIMANCHE 10er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

LUNDI 11er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

MARDI 12er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

JEUDI 14er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

VENDREDI 15er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

SAMEDI 16er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

DIMANCHE 17er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

LUNDI 18er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

MARDI 19er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

JEUDI 21er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

VENDREDI 22er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

SAMEDI 23er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

DIMANCHE 24er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

LUNDI 25er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

MARDI 26er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

JEUDI 28er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

VENDREDI 29er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

SAMEDI 30er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

DIMANCHE 31er AOUT
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

LUNDI 1er SEPTEMBRE
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

MARDI 2er SEPTEMBRE
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

JEUDI 4er SEPTEMBRE
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

VENDREDI 5er SEPTEMBRE
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

SAMEDI 6er SEPTEMBRE
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

DIMANCHE 7er SEPTEMBRE
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

LUNDI 8er SEPTEMBRE
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

MARDI 9er SEPTEMBRE
15 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 17 h, *Le film de choix*, de M.D. d'Almeida; 19 h, *Hommage aux cinéastes étrangers*: *Canberra*, de N. Dawn; 21 h, *Hommage à Henri-Georges Clouzot*, de J. A. S. (V.a.s., a.s. angl.).

BLACK MAC-MAC (Fr.): Richelieu, 2 (42-33-56-70); Saint-Michel, 2 (43-26-79-17); George-V, 2 (45-62-41-46); France, 2 (47-70-33-88); Galaxie, 12 (45-60-18-03); Montparnasse, 14 (45-27-52-37).

BRAZZI (Br.): Epée-de-Bois, 2 (43-37-57-47).

CASSE-CASSE (A. v.a.): Ciné-Boulevard, 2 (42-71-52-30); Radio Logos, 2 (43-54-42-34); UGC Odéon, 2 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 2 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 2 (45-62-20-40); 14-Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 2 (45-74-95-40); UGC Gobelins, 12 (43-36-23-44); Images, 18 (45-22-77-94).

DAVOTA HARRIS (A. v.f.): Paris Ciné, 1 (47-70-21-71).

LE DÉBUTANT (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Marignan, 2 (43-59-92-82); Parisienne, 14 (45-72-21-21).

LE DIABLE AU CORPS (Fr. v.a.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36); Hantefeuille, 2 (46-33-79-38); Marignan, 2 (43-59-92-82); UGC Biarritz, 2 (45-62-20-40); Parisienne, 14 (45-72-21-21); V.F.: Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Montparnasse, 2 (45-74-94-94).

LE DIAMANT DU NIEL (A. v.a.): Espace Galt, 14 (43-77-95-94); L'Éclair et les Hommes, 19: La Gode, 19 (42-45-66-00).

ETATS D'AMER (Fr.): UGC Danton, 2 (42-25-10-30); Ambassade, 2 (43-59-92-82); Montparnasse, 14 (45-72-21-21); 19-08: Montparnasse, 14 (45-72-21-21).

FLAGRANT DÉSIR (Fr.): UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94); UGC Normandie, 2 (45-62-20-40); UGC Normandie, 2 (45-62-20-40).

FUTURE COP (A. v.a.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36); George-V, 2 (45-62-41-46); Parisienne, 14 (45-72-21-21); V.F.: L'Éclair, 2 (46-40-07); L'Éclair, 2 (46-40-07).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.): Denfert, 14 (43-21-41-01).

GENESIS (Indo-Fr.): 14-Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81); Gaumont Parisienne, 14 (45-72-21-21); 14-Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81); Gaumont Parisienne, 14 (45-72-21-21).

GOLDEN EIGHTIES (Franco-Indo-Fr.): Saint-André-des-arts, 2 (43-26-46-18); Colisée, 2 (43-59-29-46); Escorial, 12 (47-05-28-04); 3 Parisienne, 14 (43-20-30-19).

HANNAH ET SES SOEURS (A. v.a.): Gaumont Halles, 1 (42-97-49-70); Ciné-Boulevard, 2 (43-71-52-36); Saint-Germain-Village, 2 (46-33-63-20); Hantefeuille, 2 (46-33-79-38); 14-Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: Parisienne, 14 (45-72-21-21); 14-Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81); Gaumont Parisienne, 14 (45-72-21-21).

HIGHLANDER (Br.): George-V, 2 (45-62-41-46); Espace Galt, 14 (43-77-95-94); V.F.: L'Éclair, 2 (46-40-07).

HYSTÉRIE OFFICIELLE (Arg. v.a.): République, 11 (45-05-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01).

HITCHER (A. v.a.): Forum, 1 (42-97-52-74); Hantefeuille, 2 (46-33-79-38); Ambassade, 2 (43-59-92-82); George-V, 2 (45-62-41-46); V.F.: Impérial, 2 (47-42-72-52); Richelieu, 2 (42-33-56-70); Favette, 13 (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-29-42-27).

I LOVE YOU (Fr.): Cinoche, 2 (46-33-04-82).

LA LOI DE MURPHY (A. v.a.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36); UGC Danton, 2 (42-25-10-30); Marignan, 2 (43-59-92-82); UGC Normandie, 2 (45-62-20-40); V.F.: Ritz, 2 (42-33-56-70); UGC Montparnasse, 2 (45-74-94-94); Parisienne, 14 (45-72-21-21); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); Galaxie, 12 (45-60-18-03); 14-Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: Galaxie, 12 (45-60-18-03); Maillat, 14 (45-22-46-01); Scénario, 19 (42-41-77-99); Gambetta 20 (46-36-10-96).

LE LIQUIDE CRIME (Fr.): Lucerna, 2 (45-44-51-34); Elysée, 2 (43-59-29-46); V.F.: Parisienne, 14 (45-72-21-21).

MAINE OCEAN (Fr.): Luxembourg, 2 (46-33-97-77).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.a.): Cinoche, 2 (46-33-04-82); Le Théâtre, 2 (45-62-20-40).

OPERA DU MALANDRIN (Franco-Indo-Fr.): Ciné-Boulevard, 2 (43-71-52-36); Hantefeuille, 2 (46-33-79-38); 14-Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: Parisienne, 14 (45-72-21-21); 14-Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81); Gaumont Parisienne, 14 (45-72-21-21).

OUT OF AFRICA (A. v.a.): Saint-Germain-Village, 2 (46-33-63-20); Colisée, 2 (43-59-29-46); V.F.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Mirmar, 14 (43-20-30-19).

PIRATES (A.): Gaumont Halles, 1 (42-97-49-70); Gaumont Parisienne, 14 (45-72-21-21); V.F.: George-V, 2 (45-62-41-46); Richelieu, 2 (42-33-56-70); France, 2 (47-70-33-88); Parisienne, 14 (45-72-21-21); Gaumont Convention, 15 (48-29-42-27).

POLICE ACADEMY III (A. v.a.): George V, 2 (45-62-41-46); Marignan, 2 (43-59-92-82); V.F.: Ritz, 2 (42-33-56-70); France, 2 (47-70-33-88); Nation, 12 (43-43-04-67); Favette, 13 (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-29-42-27); Maillat, 14 (45-22-46-01); Pathé Clichy, 19 (45-22-46-01).

PROFESSION: GÉNIE (A. v.a.): Gaumont Halles, 1 (42-97-49-70); Gaumont Parisienne, 14 (45-72-21-21); V.F.: Richelieu, 2 (42-33-56-70); Gaumont Parisienne, 14 (45-72-21-21); UGC Convention,

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-hundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 16 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Faillite** : Les aventures du jeune Patrick Pécarré. D'après le roman de Justus Pfau, réal. Gervé Erhard. Avec Hendrik Martz, Peter Bongartz, Jean-Claude Bouillon. *Troisième épisode. Patrick est retrouvé en état de choc. Un film d'espionnage à fond écologique. Du James Bond familial et alternatif.*

21 h 30 **Téléfilm** : Ana Non. De Jean Prat, d'après le roman d'Augustin Gomez Arcos. Musique originale de Paco Ibáñez. Avec Germaine Montero, Maria Meriko, Roger Ibañez (rediff.). *Un petit port de pêche en Andalousie sous le franquisme. Depuis trente ans, une femme de soixante-quinze ans s'est enfermée dans le refus, la solitude, le silence. Ana Non, épouse, mère et veuve de quatre hommes fauchés par la guerre civile espagnole, et dont mille pierres tombales ne portent que son nom. La quête d'une vieille femme illettrée, son éveil et sa mort. L'adaptation de Jean Prat du roman de Gomez Arcos a voulu garder les deux niveaux de l'œuvre, le réalisme et le fantastique métaphorique.*

23 h 15 **Journal**.

23 h 30 **Carnet de bord**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

15⁰ sur une sélection de canapés en stock et tout l'éclairage de jardin. **Samaritaine** jusqu'au 30 juillet.

20 h 35 **Téléfilm** : A titre posthume. De Paul Vecchiali, avec Stéphane Jobert, Marie Dubois, Pierre Santini, Marianne Basler, Patrick Perry, Jean-Louis Rolland. *Un bon polar signé Paul Vecchiali, un cinéaste indépendant plus connu pour ses films répétés « intello ».*

22 h **Le dossier d'Alain Decaux** : La tragédie de Louis Renault. Enquête et documentation : Janine Knuth et Françoise Renaudot. Réal. Armand Ridel. *Le plus extraordinaire et le plus original parmi les pionniers français de l'automobile, le fondateur d'un véritable empire, incarcéré à la Libération pour avoir fourni du matériel aux Allemands, est mort des suites de sa captivité et probablement des sévices endurés au cours de celle-ci.*

23 h 10 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 **Variétés** : Show Tina Turner. Retransmission d'un concert enregistré en 1982 en Alberta, au Canada.

Phénomène du rock business. Tina Turner a obtenu en 1985 quatre oscars musicaux.

21 h 30 **Thalassa**. Magazine de la mer de G. Pernoud. En direct des Açores.

22 h 10 **Journal**.

22 h 35 **Cinéma sans visa**. Émission de G. Polito et B. Brigueois.

22 h 45 **Cinéma** : Mes armes crachent... des fleurs ■■. Film grec de Yannis Fafoutis, en v.o. (1981). Avec Giorgos Kimoulis, Dido Lykoudis. *Les déboires d'un jeune homme venu à Athènes avec sa sœur, puis un temps exilé sous la dictature des colonels et au début du régime qui suit. Le drame politique et social d'un individu constamment placé dans des situations ambiguës. Un ton étrange. Le film est inédit.*

0 h 35 **Témoignage**. Avec le réalisateur Yannis Fafoutis.

0 h 40 **Prélude à la nuit**. Appel interstellaire pour cor seul, d'Olivier Massiani, interprété par André Cazel.

0 h 50 **Journal des festivals** (rediff.).

CANAL PLUS

20 h 5, **Football** : coupe de la Ligue : Racing Club de Paris-Toulouse (en direct) ; 22 h 35, la Cavale, film de Michel Mitrani ; 0 h 15, le Ratoneur de Topper, film de Roy del Ruth ; 1 h 30, **Faillite** : Lili, petit à petit ; 2 h 30, **Musique**.

LA « 5 »

20 h 30, **Série** : Riposte ; 21 h 25, **Série** : L'inspecteur Derrick ; 22 h 30, **Magazine scientifique** : Big Bang ; 23 h 30 à 2 h 30, rediffusions.

TV 6

19 h, **NRJ 6**, invité : Century ; 20 h, **Tonic 6** ; 23 h, **NRJ 6** (rediff.) ; 0 h, **Tonic 6**.

FRANCE-CULTURE

21 h **Festival de Radio-France et de Montpellier** : soirée d'ouverture (le Kustbender de Stockholm : le Jazzland Orchestra de Vincent Seno) ; à 22 h les arts du récit (les délices de l'amour) en direct des jardins du palais Pétarique ; à 23 h 15 **Magazine radio festival**.

0 h 10 **De jour au lendemain**.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **L'air du soir** : œuvres de Mozart.

21 h 45 **Récital** (donné le 12 juillet à la cour des Ursulines) : les Quatre Saisons, le Printemps, de Rousard, Schubert, Wolf, V. Hugo, Strauss, Mahler, Donizy ; l'Été, de Laumartin, Liszt, Rimbaud, Verlaine, Brahms, La Fontaine, Baudelaire, Strauss ; l'Automne, de Maynard, Wolf, Corneille, Dvorak, Voltaire, Tchaïkovski, Verlaine, Strauss, Baudelaire ; l'Hiver, de V. Hugo, Wolf, Baudelaire, Verlaine, Schubert, Hugo, Vigny, par Christa Ludwig, Paul-Émile Deiber, récitant, et Françoise Tiliard, piano.

0 h **Jazz** : Isis Quartet.

Jeudi 17 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

15 h 45 **Croque-vacances**. Rémi : Dare-dare motus : Variétés (Hervé Villard) ; Les invités d'Isidore et Clémentine ; Le roi Arthur ; Croque-vacances : L'équipe.

17 h 30 **Faillite** : Un grand amour de Balzac (rediff.).

18 h 20 **Mini-journal**, pour les jeunes.

18 h 30 **Faillite** : Danse avec moi (rediff.).

19 h 5 **La vie des Boreas**.

19 h 40 **La musique et les plumes**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Faillite** : Nous sommes terroristes ! Dernière partie. D'après le livre Nucleo zero, de Lucio d'Eramo. Réalisation C. Lizzani. Avec A. Murgia, P. Bauchau, M. Banti, P. Lemaire. *Une série italienne assez médiocre.*

21 h 35 **INA** : nuits d'été. Après un court essai de Michael Gaumnitz sur palette graphique, on verra dans la série Voyages sentimentaux : *Journal de Patagonie*, un documentaire d'auteur très écrit, très narcissique (esthétisant et trop long !), de Frédéric Compain. Un peintre hollandais part sur les traces d'un autre, dédoublant de personnalités et fonctionnant sur fond de paysages latino-américains. Enfin, en dernière partie, sous le titre Clarinette va au cinéma, une drôle de conversation avec une coquille gaminie sur Autant en emporte le vent.

23 h 5 **Journal**.

23 h 20 **Carnet de bord**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

15 h 15 **Sports été**. *Athlétisme* : championnats du monde juniors ; *Cyclisme* : Tour de France (14^e étape : Luchon-Bagnac).

18 h 25 **Série** : Capitot.

18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Le journal du Tour**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Cinéma** : le Capitain D (Cycle de cape et d'épée). Film français d'André Hunebelle (1960), avec J. Marais, Bourvil, E. Martinelli, A. For, P. Brano, C. Fourcade. *Un gentilhomme de petite noblesse défend le couronne du jeune roi Louis XIII, menacé par les intrigues de Concini. Jean Marais bondit, ferraille et cascade. Mais André Hunebelle a encore plus banalisé, édité le roman de Michel Zévaco que le Bossu, de Paul Féval. Il y a même des couplets d'opéra pour Bourvil et Pierre Bréno.*

22 h 15 **J'aime à la folie... la danse**. Réal. Roger Kahane. *Second des magazines consacrés aux festivals de l'été, cette promenade culturelle par Marcel Julien nous entraîne à Montpellier (avec Karine Saporta, les groupes Rise Danceries et Nederlanders dans Theatre, Kinna Cremona et Roger Meguin), Aix-en-Provence (avec Odile Duboc et Ruby Shang) et Chateaufort (avec Bella Lewitsky).*

23 h 20 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

17 h 30 **Contes du fond des mers**.

17 h 45 **Thalassa** (diff. le 16 juillet).

18 h 15 **Série** : Cheval mon ami.

18 h 45 **Journal des festivals**.

19 h **Le 19-20 de l'information**.

19 h 55 **Dessin animé** : Les entrecuats.

20 h 5 **Les jeux**, à Cugnaux.

20 h 35 **Cinéma** : l'Amour tango. De Régis Forissier, scénario de J. Sagols et C. Watton. Avec Magali Noël, Jean Bouise, Jacques Serres.

Louis est interné par ses enfants dans le service psychiatrique d'un hôpital. Là, il sympathise avec Charles, un infirmier vireux. Tous deux prennent la poudre d'escampette pour aller retrouver Angèle, une somptueuse originaire...

22 h **Journal**.

22 h 25 **Contes d'Italie** : L'aventure bien singulière de Francesco Maria. D'après V. Brancati, réalisation E. Muftic. Avec S. Castelletto. *Dans un petit village reculé de la Sicile, autour des années 1900, le jeune homme découvre la poésie de l'Amour. Comment mettre en pratique la « force voluptueuse », l'idéal de surhomme artiste et individualiste ? Description un rien ironique d'une société mesquine, de la fatuité masculine...*

23 h 20 **Prélude à la nuit**.

23 h 20 **Journal des festivals** (rediff.).

CANAL PLUS

14 h, **Starfighter**, film de Nick Castle ■ ; 15 h 45, 1984, film de Michael Radford ■■ ; 18 h, **Série** : Dancin'Days ; 18 h 35, **Top 50** ; 19 h 5, **Série** : Rawhide ; 20 h, **Les triplés** ; 20 h 5, **Jeu** : Les affaires sont les affaires ; 20 h 30, **Glamour**, film de François Marlet ■ ; 22 h 15, **Ca va faire mal**, film de Jean-François Davy ■ ; 23 h 45, **Papa, maman, la femme et moi**, film de Jean-Paul Le Chanois ■ ; 1 h 20, **Les Faveurs de Sophie**, film érotique de Michel Barry ■

LA « 5 »

18 h 35, **Faillite** : Flamingo Road ; 19 h 48, **Série** : Star Trek ; 20 h 30, **Série** : Chups (et à 23 h 20) ; 21 h 25, **Série** : Kojak (et à 1 h 15).

22 h 20, **Magazine** : Cinq sur cinq (et à 1 h 10) ; 23 h 20 à 2 h 10, rediffusions.

TV 6

14 h, **Tonic 6** ; 17 h, **Système 6**. Invité le groupe Préface ; 19 h, **NRJ 6**, invitée : Jackie Quartz (et à 23 h) ; 20 h, **Tonic 6** ; 22 h, **Profil 6**, invité : Paul Young ; 0 h, **Tonic 6**.

FRANCE-CULTURE

21 h **Festival de Radio-France et de Montpellier** : madrigaux de Carlo Gesualdo, par l'Ensemble Organum, dir. M. Peres ; à 22 h, les arts du récit (les vérités du 23 h 15 magazine).

0 h 10 **De jour au lendemain**.

FRANCE-MUSIQUE

FRANCE-MUSIQUE A MONTPELLIER. 20 h 30 **L'air du soir**.

21 h 45 **Concert** (en direct de la cour Jacques-Cœur) : *Thème, à la mémoire des victimes d'Hiroshima*, de Pon-tierci ; *Chants pour les enfants morts*, de Mahler, et *Symphonie n° 4* de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. J. Maksymik, sol. Christa Ludwig.

0 h **Jazz** : Septet Vincent Seno.

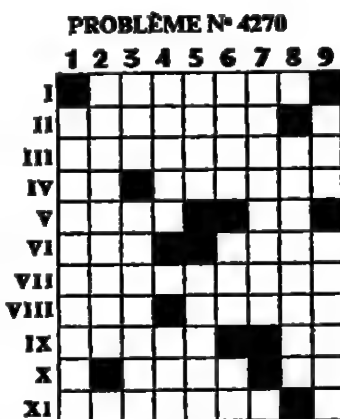
TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 16 JUILLET

— M. Jacques Chirac, premier ministre, intervient sur les trois chaînes de télévision (TF1, A2, FR3), à 20 heures.

Informations

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Cadavres - en décomposition. — II. Héroïne de pièces. — III. Suit son cours. — IV. Négation. Répond donc avant que la question ne se pose. — V. Coule dans des gorges méridionales. Lettre grecque. — VI. Faisait partir les brebis. Doit être traversé avant de pouvoir stopper. — VII. Homme de compagnie. — VIII. Lettre grecque. Une manière de voir pour quelqu'un qui ne regarde pas. — IX. Lien de travail pour Héraclès. En larmes. — X. Manière de parler ou de chanter. Préposition. — XI. Mis en poche.

VERTICALEMENT

1. Garde du corps. — 2. Une manière de se débarrasser des témoins gênants. — 3. Touché en plein cœur. Peuvent facilement être échangés entre complices. — 4. On y est dans de beaux draps. Repoussa donc la charge. — 5. Fils. Sujet d'étude. — 6. Fosse. Abréviation. Interjection. — 7. Dessus de lit à fleurs. — 8. Peut servir d'accompagnement mais jamais de morceau principal. — 9. Article de sport. Il peut lui arriver de côtoyer des fous.

Solution du problème n° 4269

Horizontalement
1. Cannibale. — II. Epoux. Bac. — III. Ipséité. — IV. Na. Arrée. — V. Tresse. PV. — VI. Uéti. Soli. — VII. Rigolo. Us. — VIII. Olen. Rocs. — IX. Riche. — X. Bière. — XI. Beau-frère.

Verticalement
1. Ceinturon. — 2. Appareil. Tê. — 3. Noe. Elger (règle). — 4. Nue. Séon. Bu. — 5. Izis. Rif. — 6. Tré-sorier. — 7. Aber. Ocre. — 8. La. Elpucher. — 9. Ecrevisse.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 18 JUILLET

« Paul Baudry au musée Hébert », 15 h 20, 85, rue du Cherche-Midi (Art pour tous).

« Les jardins de Versailles », 10 heures, cour royale, statue équestre de Louis XIV (Hauts lieux et découvertes).

« Le musée Picasso », 11 h 15, 5, rue de Thorigny (M. Polver).

« Les salons de l'Opéra », 15 heures, 3, rue Aubert (C.-A. Messier).

« Une heure au cimetière du Montparnasse », 10 heures et 11 h 30, 3, boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade).

« La symphonie architecturale du Front de Seine à la tour Eiffel », 14 h 15, 15, rue de la Harpe, métro Charles-Michels (V. de Langlade).

« Tous les grands hôtels de l'île Saint-Louis (partie amont) », 14 h 30, métro Pont-Marie (M. Banassat).

« Un cloître inconnu auprès de l'ancienne église des dominicains : Saint-Thomas-d'Aquin », 15 heures, portail de l'église (Paris et son histoire).

« La vie des étudiants au Moyen Âge sur la montagne Sainte-Geneviève, histoire du Panthéon », 15 heures, 4, rue des Carmes (I. Haullier).

« Présence de l'architecture : promenade dans le Marais », 11 heures, 62, rue Saint-Antoine (M. Guiller).

« Le fleuriste municipal », 15 heures, entrée avenue de la Porte d'Auteuil (M^{me} Bachellier).

« Le Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Bousset), ou 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réserve du passé).

« Les salons de l'Hôtel de Ville : histoire de Paris d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville (M.-C. Lasnier).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 16 juillet 1986 :

DES ARRÊTÉS

• Du 4 juillet 1986 portant création d'un système de gestion automatisée des affaires civiles aux tribunaux d'instance d'Annecy, Belfort, Charleville-Mézières, Clermont-Ferrand, Grenoble, Juvigny-sous-Orge, Lyon, Marseille, Metz, Paris-9^e arrondissement, Saint-Germain-en-Laye, et au greffe permanent de Pessac.

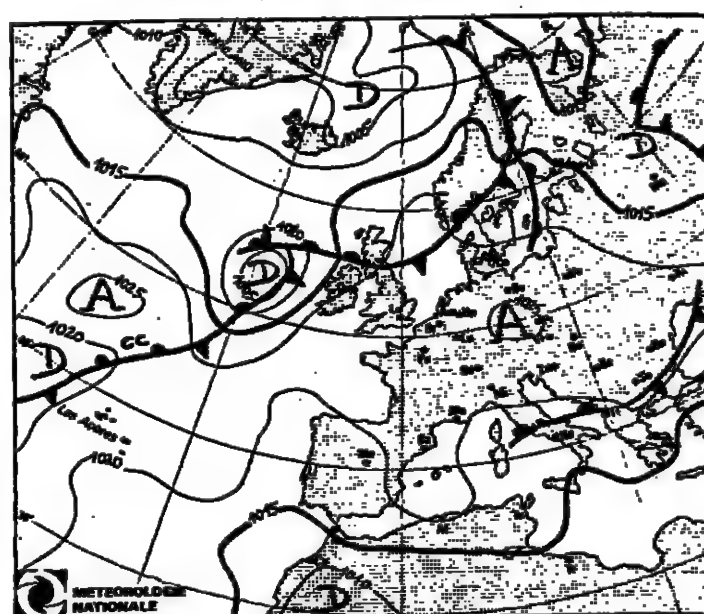
• Du 7 juillet 1986, portant création d'un fichier national automatisé des personnes incarcérées.

UNE LISTE

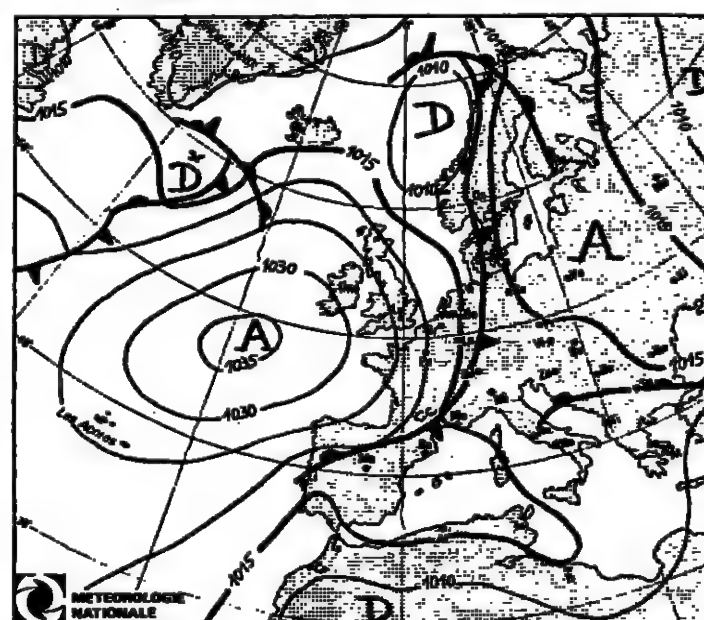
Des élèves ayant obtenu le diplôme de l'École polytechnique féminine en 1985.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 JUILLET 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 JUILLET A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 16 juillet à 0 heure et le jeudi 17 juillet à minuit.

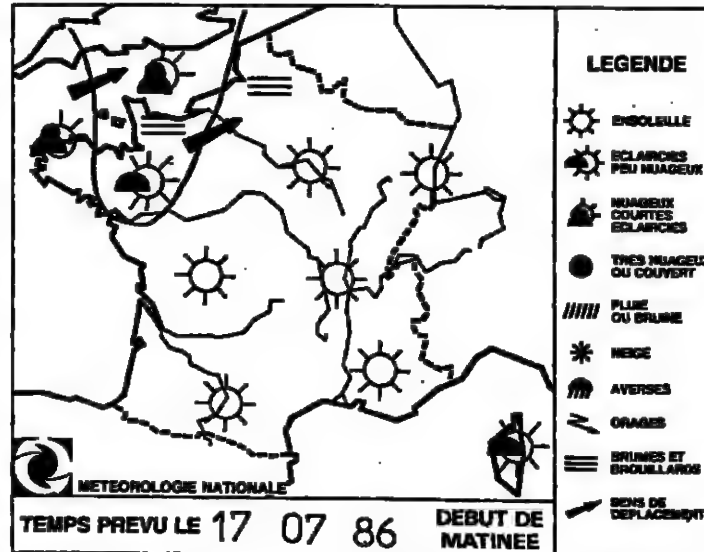
Les hautes pressions continentales vont se décaler vers le Danemark. Elles laisseront ainsi pénétrer sur la France un front orageux avant que les hautes pressions océaniques n'aient le temps de progresser vers la France.

Jeudi : la journée commencera par du soleil sur la plus grande partie du pays. Seul le quart nord-ouest aura un ciel nuageux à très nuageux. Des bancs de brouillard se formeront dans la nuit et persisteront sur les côtes de la Manche. Dans la journée les nuages accompagnés de quelques orages isolés vont gagner la moitié ouest.

Dans l'après-midi et la soirée, le beau temps va se maintenir uniquement de la Provence aux Alpes. Sur la Corse d'une part et de la Méditerranée au Nord-Est le temps va devenir lourd et nuageux. Des orages éclateront localement, ils seront plus forts sur le Massif Central et les versants ouest des Alpes. Sur la moitié ouest, le ciel deviendra progressivement plus variable avec alternance d'éclaircies et de nuages. Les nuages seront plus abondants sur les Pyrénées et le bord de la Manche.

Les températures : de 20 à 27 degrés de la Manche aux Pyrénées et de 25 à 33 degrés de Nord-Est à la Méditerranée.

Le vent restera en général assez faible.



TEMPÉRATURES maxima - minima				Temps observé le 16-7-1986 à 6 heures TU			
Valeurs extrêmes relevées entre le 15-7-1986 à 6 h TU et le 16-7-1986 à 6 h TU							
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	27	17	S	ALGER	25	14	N
BARCELONE	24	15	S	BARCELONE	28	12	S
BORDAUX	29	15	S	BORDAUX	31	22	N
BRESCIA	23	14	S	BRESCIA	28	12	S
BREST	23	13	S	BREST	26	15	S
CABRI	23	15	S	CABRI	24	13	B
CLERMONT-FERRAND	23	14	S	CLERMONT-FERRAND	25	13	S
CLERMONT-FERRAND	25	10	S	CLERMONT-FERRAND	22	10	C
CLERMONT-FERRAND	25	13	S	CLERMONT-FERRAND	26	14	S
CLERMONT-FERRAND	26	11	S	CLERMONT-FERRAND	23	12	S
CLERMONT-FERRAND	27	14	S	CLERMONT-FERRAND	25	14	S
CLERMONT-FERRAND	24	13	S	CLERMONT-FERRAND	35	25	S
CLERMONT-FERRAND	25	11	S	CLERMONT-FERRAND	22	16	P
CLERMONT-FERRAND	25	11	S	CLERMONT-FERRAND	25	15	S
CLERMONT-FERRAND	26	18	S	CLERMONT-FERRAND	37	30	S
CLERMONT-FERRAND	26	19	S	CLERMONT-FERRAND	32	24	C
CLERMONT-FERRAND	27	17	S	CLERMONT-FERRAND	25	11	S
CLERMONT-FERRAND	30	16	S	CLERMONT-FERRAND	31	27	A
CLERMONT-FERRAND	30	16	S	CLERMONT-FERRAND	31	21	S
CLERMONT-FERRAND	22	14	S	CLERMONT-FERRAND	32	20	S
CLERMONT-FERRAND	24	11	S	CLERMONT-FERRAND	34	21	S
CLERMONT-FERRAND	25	12	S	CLERMONT-FERRAND	29	18	N

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MÉTÉOROLOGIE



Prévisions pour le 18 juillet
 Région parisienne : nuageux avec pluie intermittente.
 Sud-Ouest : ciel partiellement nuageux.
 Centre : nuageux avec pluie intermittente.
 Nord : ciel partiellement nuageux.
 Sud-Est : ciel partiellement nuageux.
 Centre-Est : nuageux avec pluie intermittente.



Station	Température	Humidité	Vent	Pression
Paris	18°C	75%	15 km/h	1015 hPa
Marseille	25°C	65%	10 km/h	1018 hPa
Nice	28°C	60%	10 km/h	1018 hPa
Bordeaux	22°C	70%	15 km/h	1015 hPa
Strasbourg	15°C	80%	10 km/h	1015 hPa

Informations
 - Les prévisions sont basées sur les données actuelles.
 - Les températures sont en degrés Celsius.
 - Les vents sont en km/h.
 - Les pressions sont en hPa.

MODE

Printemps des jeunes créateurs

Avec les possibilités fiscales du mécénat, les prix offerts aux jeunes créateurs se multiplient, les industriels et les municipalités cherchant à s'associer à l'expression culturelle de la mode.

La coupe printemps des jeunes créateurs dans sa dixième année, témoigne de la maturité accrue des élèves des écoles parisiennes. Côté maison, Yvonne Brunhammer, conservateur en chef du musée des arts décoratifs, a présidé des arts décoratifs, a présidé des arts décoratifs, a présidé des arts décoratifs.

Popy Moreni, pour qui la poésie doit être la création, entouré d'un jury de journalistes, a voulu primer le charme et l'humour allés au concret. Christophe Martinez, vingt-et-un ans, du cours Bergot, verra sa collection de robes tabliers, de salopettes sous des pulls coupées en toile, de coton exotique par le Printemps, où il effectuera un stage de trois mois.

Le costume trois pièces pour homme, de Bruno Remaury, vingt-cinq ans, ancien élève des Beaux-Arts et de l'Institut français de la mode, renouvelle le genre. En tissu souples et légers, ses vêtements laissent au corps sa liberté. Chemises à col tailleur, vestes cardigan et pardessus ample, en harmonie classique de marron et de bleu marine : deux accèssoirs récompensent les ensembles ludiques de Sabine Bedel, vingt-six ans, et

les maillots de danse en jersey de coton rayé séducteurs et drôle de Nathalie Brotons, vingt-deux ans.

Bon millésime pour les élèves de l'Ecole supérieure de la couture, dont les modèles défilent sur une animation de Bernard Trux et Norbert Schmitt à l'Espace Cardin. Ils font preuve d'originalité de style et d'ambition dans l'expression. Les tricotés sports de Cristina Luis Ortiz suggèrent les danses africaines. Les thèmes de plage suggèrent des puzzles tricotés sous une tunique éponge d'André Gotze. Yamanaka Kazunori, Nomura Mihoko et Naoko Okada traduisent l'esprit parisien du côté de Tokyo. Bruno Blondel travaille ses tenues de ville et du soir dans un esprit très couture. Gregg Snyder, qui a déjà gagné une coupe de jeune créateur, brode une robe du soir asymétrique. Claire Esquivel travaille le velours noir en fourreau du soir, tandis que Frédéric Amaud et Brigitte Aguiet reprennent l'élegance de scène de Gaby Morlay. Dorothea Juliane Bahr chiffonne un ensemble à pouf de mousseline de soie sur pantalon de taffeta.

Enfin, c'est parrainé par la moutarde Maille, dans une mise en scène de Santiago Sempere du groupe Loita, que trente-neuf élèves de troisième année de l'école ESMOD présentent des penopies de jersey fourrées par l'association France-Tissu Maille, de toutes les couleurs dans les formes actuelles, surtout destinées à la femme avec quelques projections de mode masculine et enfantine.

NATHALIE MONTSERVAN.

EN BREF

● **VOYAGES** : cyclopédisme. — Ayant aimé la nature et les animaux, saint François d'Assise est un peu le patron des écologistes. Aujourd'hui, sans aucun doute, pour voyager il choisit le vélo, seul véhicule non polluant. C'est pourquoi un pèlerinage Paris-Assise à vélo (départ le 16 septembre, arrivée le 21 octobre) est organisé par Georges Krasovskiy, qui dirige le *Nouvel Humanisme*. Chaque participant devra se prendre en charge et subvenir à ses besoins. Les principales étapes seront Orléans, Bourges, Roanne, Ars, Lyon, Lausanne, Milan, Parme, Modène, Florence, Pérouse (en tout 1 500 kilomètres environ). Les conditions assez rudes (pas de voiture suivie, pas d'hébergement en hôtel, mais tente et sac de couchage) feront de ce circuit un véritable pèlerinage et non un voyage d'agrément. Le retour en France s'effectuera par train au début du mois de novembre, après une éventuelle visite à Rome qui n'est qu'à 170 kilomètres d'Assise.

★ **Renseignements et inscriptions** : M. Georges Krasovskiy, BP 164, 75664 Paris Cedex 14 (prix de séjour : un timbre de 2,50 F pour envoi de la documentation).

● **GUIDE** : relations presse. — La troisième édition du Guide des relations presse 1986 vient de paraître. Cet ouvrage, réalisé par des journalistes et des professionnels de la communication, rassemble les noms, les adresses et souvent les biographies de 4 000 responsables des relations extérieures dans les entreprises publiques et privées, les administrateurs, les associations ou organisations professionnelles, les salons, la mode, les arts, etc. Son classement par ordre alphabétique et par type d'activité et son index des personnes citées permet de trouver très rapidement l'information recherchée.

★ **EDINOVE**, 135, avenue de Wagram 75017 Paris. Tél. 42-27-79-73, 408 pages, 240 F + 25 F de frais d'envoi.

● **PÈLERINAGE** : Cancer Espérance. — Un pèlerinage à Lourdes est organisé du 26 au 29 septembre pour les personnes atteintes d'un cancer et leurs familles. Trois jours, trois thèmes : le 27 septembre, « La rencontre », messe, visite à Bernadette (ou vécut Bernadette Soubricour enfant), retraite aux flambeaux ; le 28 septembre, « Conversion », messe intentionnelle, chemin de croix, confessions et soirée artistique ou procession aux flambeaux ; le 29 septembre, enfin, « La mission », messe de clôture, onction des malades, procession eucharistique.

★ **Inscriptions** : Lourdes Cancer Espérance, BP 55 F, 65102 Lourdes Cedex. Téléphone : (06) 62-42-11-91.

● **CIRCUIT** : volcans siciliens. — Le spectacle fascinant de volcans en activité : le Stromboli, les îlots de Panarea, les coulées d'obsidienne de Lipari, les grottes sous-marines du Vulcano. Logement en bivouac ou sur un bateau ; déplacements à pied ou en bateau. Un circuit dans les îles Eoliennes proposé par le volcanologue Guy de Saint-Cyr. Départs jusqu'au 13 septembre : 7 800 F avec le vol Paris-Palermo, le guide et la pension complète, sauf à Palermo.

★ **Tours 33**, La Vadroneille, 80, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-29-36-50.

Naissances

— **Amel GOURLAOUEN** et **Jean-Michel CARPENTIER**
 ont la joie de faire part de la naissance de
Agata,
 à Paris, le 11 juillet 1986.

— **Catherine JARON** et **Gérard TENENBAUM**
 partagent la joie d'annoncer la naissance de
Elle,
 le 7 juillet 1986.

— **M. et M^{me} Serge RECHTER**
 ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,
Anne-Cécile,
 au foyer de Catherine-France et Jean-François Henry, le 1^{er} juillet 1986.

— **M. et M^{me} Serge RECHTER**
 ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,
Anne-Cécile,
 au foyer de Catherine-France et Jean-François Henry, le 1^{er} juillet 1986.

— **Bertrand ADER** et **Dominique LEDERLIN**
 sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 juillet 1986.

— **Bertrand ADER** et **Dominique LEDERLIN**
 sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 juillet 1986.

— **Bertrand ADER** et **Dominique LEDERLIN**
 sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 juillet 1986.

— **Bertrand ADER** et **Dominique LEDERLIN**
 sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 juillet 1986.

— **Bertrand ADER** et **Dominique LEDERLIN**
 sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 juillet 1986.

— **Bertrand ADER** et **Dominique LEDERLIN**
 sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 juillet 1986.

ATHLÉTISME

Le Tour de France cycliste

Hinault casse tout

Dès le premier contact avec les Pyrénées, le Tour de France vient de prendre un virage décisif : si l'Espagnol Pedro Delgado a remporté mardi 15 juillet, l'étape Bayonne-Pau au sprint devant Bernard Hinault, le Français a réalisé la meilleure opération en s'emparant du maillot

jaune avec une avance confortable sur son équipier, l'Américain Greg Lemond. Pedersen a sombré.

Mais les premiers cols confirment les talents de grimpeurs de deux jeunes Français, Jean-François Bernard et Roman Pensec.

PAU
 de notre envoyé spécial

Le Tour est entré dans les Pyrénées. Bonjour les dégâts ! Survenant après onze jours d'une course nerveuse à travers la plaine, cette première étape de montagne tracée par Jean Bobet a dynamisé le peloton. Deux obstacles peu connus, mais redoutables : le Burdineuricheta, et la Marie-Blanque, 60 kilomètres d'un itinéraire-type Fieffe wallonne.

Pour commencer, un petit col du nom d'Ichère, situé parfaitement à mi-parcours. Encore des côtes pour finir : il n'y avait qu'un ancien coureur cycliste pour dénichier de telles difficultés.

Jean Bobet s'était d'ailleurs appliqué à explorer ce secteur stratégique à vélo. Huit cents kilomètres de reconnaissance scrupuleuses au cœur du Pays basque lui ayant inspiré un pronostic dépourvu d'ambiguïté : « Le Burdineuricheta, c'est une montée de 12 kilomètres à 9 %, avec des passages à 15 %, et des épingles serrées, des murs abrupts, et la Marie-Blanque, c'est un final plus dur que le Tourmalet. Vous pouvez vous attendre à une forte casse. »

Un tandem de choc

On a vu Bernard Hinault, nouveau détenteur du maillot jaune, compte maintenant 5 minutes 25 secondes d'avance sur son équipier Greg Lemond. Il a relégué Zimmermann à 6 minutes 22, Millar à 7 minutes 03, Criquiellon à 9 minutes 55, et le Colombien Herrera à 11 minutes 56. Le vieux Zoetemelk a laissé dans l'affaire 18 minutes 16. Moins toutefois que le Danois Jorgen Pedersen, leader au départ de Bayonne et sixième de l'étape, avec un retard dépassant les 32 minutes.

Quant à Laurent Fignon, il a terminé en vingtième position à Pau, alors que le tandem Delgado-Hinault avait franchi la ligne depuis onze minutes. Malgré sa défaillance, il a « laissé » cent soixante-dix concurrents derrière lui. C'est dire ! Il faut préciser que cent cinquante coureurs ont perdu plus d'une demi-heure. Dix-sept autres ont abandonné, dont Eddy Planckaert et Gilbert Duclos-Lassalle, le régional du jour, victime d'une chute en arrivant sur ses terres.

A la tête... de son équipe

Le Tour s'est-il joué en l'espace d'un après-midi ? On peut le supposer. Hinault a suivi les débats, et tous ses rivaux ont flanché un à un, à l'exception de Delgado, qui accuse toutefois un passif frisant les sept minutes.

D'excellents grimpeurs comme Roche Carrioux, Claveyrolat et Pascal Simon, sans parler bien sûr de Millar et de Criquiellon, ont été éliminés sur leur propre terrain. Même Herrera, le roi de la montagne, a tremblé.

Et puis, c'est l'événement du jour, le match Hinault-Fignon a cessé... faute d'un combattant. Ce duel, qui s'annonçait indécis, appartient désormais au passé. Balaïé en moins de deux heures, Laurent le Magnifique, magnifique de courage en tout cas, ébranlé déjà contre la montre, a perdu dès le premier col.

« Normal », explique Hinault. Il ressent toujours les effets de l'intervention chirurgicale qu'il a subie à la suite d'une tendinite. Je sais, je suis passé par là. Il doit encore patienter. Mais qu'il se rassure, il regagnera le Tour de France, quand je ne serai plus là. »

Bernard Hinault, lui, n'est pas seulement devenu le leader du Tour. Il est redevenu le leader de son équipe. Ce qui n'est pas toujours facile.

Contesté par ses partenaires, il y a un peu moins de deux

semaines, il vient de remettre les choses au point : il s'est imposé à Greg Lemond, en prenant l'initiative dès la première étape de montagne, selon une tactique qui lui est chère, exactement comme il l'avait fait l'an dernier. Du beau travail. Jean Bobet, installé aux avant-postes de la caravane, a déclaré qu'il avait assisté à une course d'une qualité exceptionnelle. Louison aussi aurait aimé.

JACQUES AUGENDRE.

TOUR DE FRANCE MASCULIN
 BAYONNE - PAU
 (Dixième étape)

1. Delgado, les 217,500 km en 6 h 37 m 18 s (moyenne : 35,920 km/h) ; 2. Hinault, à 1 s ; 3. Lemond, à 4 m 37 s ; 4. Herrera, à 4 m 38 s ; 5. Bauer, à 5 m 10 s.

Classement général. — 1. Hinault, 51 h 36 m 29 s ; 2. Lemond, à 5 m 25 s ; 3. Zimmermann, à 6 m 22 s ; 4. Delgado, à 6 m 57 s ; 5. Millar, à 7 m 3 s.

TOUR DE FRANCE FÉMININ
 ARUDY - PAU contre la montre
 (Cinquième étape)

1. Inga Thompson (E-U), les 28,5 km en 42 m 23 s ; 2. Canis (It), à 1 s ; 3. Simonet (Fr.), à 10 s ; 4. Longo (Fr.), à 20 s ; 5. Lafargue (Fr.), à 32 s.

Classement général. — Maria Canis (It), 10 h 19 m 12 s ; 2. Longo (Fr.), à 1 m 15 s ; 3. Thompson (E-U), à 1 m 26 s ; 4. Havik (P-B), à 1 m 28 s ; 5. Simonet (Fr.), à 1 m 43 s.

Fignon abandonne

Victime d'une sévère défaillance la veille et handicapé de surcroît par une forte fièvre, probablement consécutive à une infection, Laurent Fignon n'a pas repris le départ de Pau, mercredi 16 juillet. Il enregistre ainsi sa première défaite dans le Tour de France, qu'il avait remporté à deux reprises, en 1983 et 1984.

Le stimulant du Nikaïa

NICE
 de notre envoyé spécial

Sport de chiffres, l'athlétisme est surtout en France le sport des paradoxes. Unique étape nationale du Grand Prix international Mobil, le Nikaïa en a été, mardi 15 juillet, l'illustration. Alors, en effet, que le pouvoir fédéral confronté à une crise financière sans précédent s'écoule, sur la piste les athlètes font preuve d'un orgueil et d'un opportunisme auxquels on n'était plus habitué. Mais, désormais, la confrontation avec les meilleurs mondiaux semble bien être devenue le plus efficace des stimulants.

C'est ainsi que le jeune Nicolas, Florence Giolitti, qui était opposé aux meilleurs Américains a bouclé en tête un 800 mètres dans le temps de 1 m 59 s 32, soit 6 dixièmes de moins que le record établi en 1974 par Marie-Françoise Dubois. Quant à la Lyonnaise Annette Sergent, sagement restée dans le sillage de la recordwoman norvégienne Ingrid Kristiansen, elle a amélioré de près de quatre secondes (8 m 46 s 93 contre 8 m 50 s 56) son propre record du 3 000 mètres. Les deux Françaises ont gagné leur sélection pour les prochains championnats d'Europe à Stuttgart.

Ces deux records de France n'ont pas été les seules performances de la réunion : la Britannique Steve Cram a couru le 800 mètres le plus rapide de l'année en 1 m 43 s 63, le Belge William Van Dijck a fait de même sur 3 000 mètres steeple en 8 m 11 s 60, et la Roumaine Maria Puica au mile en 4 m 18 s 29.

A. G.

● **TIR** : championnats du monde. — Après trois jours de concours, le Français Pascal Delauche a remporté le huitième championnat du monde de tir au parcours de chasse (176 plateaux cassés sur 200). Il devance le Britannique John Bidwell et un autre tireur d'outre-Manche, A-J Smith. Chez les dames, c'est également une Anglaise M^{me} Hyler, qui s'est classée première, devant la représentante de la RFA, M^{me} G. Pfitzer. A l'issue de la rencontre où treize nations étaient représentées et à laquelle trois cent-neuf tirs ont été tirés, la coupe du monde se présente ainsi : 1^{er} M. Smith (G-B) ; 2^e Pascal Delauche (Fr.) ; 3^e Marc Polet (Bel) ; 4^e Smith (G-B).

Le Carnet du Monde

<p>Naissances</p> <p>— Amel GOURLAOUEN et Jean-Michel CARPENTIER ont la joie de faire part de la naissance de Agata, à Paris, le 11 juillet 1986.</p> <p>— Catherine JARON et Gérard TENENBAUM partagent la joie d'annoncer la naissance de Elle, le 7 juillet 1986.</p> <p>— M. et M^{me} Serge RECHTER ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille, Anne-Cécile, au foyer de Catherine-France et Jean-François Henry, le 1^{er} juillet 1986.</p> <p>— Bertrand ADER et Dominique LEDERLIN sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 juillet 1986.</p> <p>— Bertrand ADER et Dominique LEDERLIN sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 juillet 1986.</p> <p>— Bertrand ADER et Dominique LEDERLIN sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 15 juillet 1986.</p>	<p>— M. et M^{me} Lazare COHEN, l'ingénieur général de l'armement et M^{me} Jean GUILLEMINET, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, Marie-Hélène et Thierry, célébré dans l'intimité, le mercredi 25 juillet 1986.</p> <p>Décès</p> <p>— Chantal Brut, son épouse, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de Jean-Louis BRUT, commissaire de police divisionnaire, survenu le 8 juillet 1986, à Bordeaux.</p> <p>Résidence du Pontet, Les Iria, 33600 Pessac.</p> <p>— M^{me} Philippe de Gunzbourg, Patricia, Jacques, Hélène et Alix de Gunzbourg, Sa famille et ses proches, ont la douleur de faire part du décès de Philippe de GUNZBOURG, survenu à Paris, le 10 juillet 1986.</p> <p>Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 16 juillet, dans le Lot-et-Garonne.</p> <p>— M. Jacky Halbout, son épouse, Laure et Emmanuelle, M. André Poirier, son père, M. et M^{me} Raymond Halbout, ses beaux-parents, M^{me} Fernand Aumont, sa grand-mère, Le docteur et M^{me} Philippe Chazouillères, M. et M^{me} Philippe Poirier, Véronique Poirier, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Jacky HALBOUT, née Florence Poirier, survenue à l'âge de trente-trois ans.</p> <p>Ses obsèques seront célébrées le jeudi 17 juillet 1986, à 15 h 30, en l'église de La Grande-Paroisse (Seine-et-Marne).</p> <p>3, rue des Tulipes, 66270 Le Soler, 15, rue Charles-Lefebvre, 77210 Avon, La Bonde, 61440 Mesnil.</p> <p>— Françoise et Louis Billotey, Jacqueline Perodini, Jean-Pierre Kaufmann, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de M^{me} René KAUFFMANN, née Paulette Bertrand, survenue le 13 juillet 1986, à Paris.</p> <p>Les obsèques seront célébrées le 17 juillet, à 16 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.</p> <p>2 bis, avenue des Gobelins, 75005 Paris.</p> <p>54, boulevard de la Croix-Rousse, 69001 Lyon.</p> <p>29, avenue des Lauriers, 06610 La Gaude.</p> <p>— Lily Papineau-Heller, Catherine et Hervé Seguinéau-Papineau et Julie, Nicole Papineau, Paulette et Ange Colombi, Jean-Paul Colombi, ont la tristesse de faire part du décès de André PAPINEAU, survenu le 14 juillet 1986, dans sa</p>	<p>soixante-cinquième année, des suites d'un cancer.</p> <p>L'inhumation aura lieu le jeudi 17 juillet, à 14 h 15, au cimetière nouveau de Gif-sur-Yvette.</p> <p>4, rue Pécourt, 91190 Gif-sur-Yvette.</p> <p>— M^{me} Jean Pillias, M. et M^{me} Alain de Lavilleon et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Pillias et leurs enfants, M^{me} Bénédicte Bougrain-Pillias et ses enfants, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean PILLIAS, diacre à Saint-Honoré d'Eylau, survenu à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans.</p> <p>Les obsèques auront lieu le jeudi 17 juillet 1986, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16^e, sa paroisse.</p> <p>Ni fleurs ni couronnes.</p> <p>Cet avis tient lieu de faire-part.</p> <p>17, rue Dufrenoy, 75116 Paris.</p> <p>— On nous prie d'annoncer le décès de</p> <p>M^{me} Pierre TAITTINGER, née Anne-Marie Mailly, rappelée à Dieu, le 28 juin 1986, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.</p> <p>De la part de M^{me} Guy Taittinger, ses enfants et petits-enfants, M^{me} François Taittinger, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Taittinger, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Henrion, leurs enfants et petits-enfants,</p>	<p>M. et M^{me} Pierre-Christian Taittinger et leur fille, M. et M^{me} Claude Taittinger, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre de Margerie, leurs enfants et petits-enfants.</p> <p>La cérémonie religieuse a été célébrée, suivant sa volonté, dans l'intimité familiale en l'église Saint-Honoré d'Eylau.</p> <p>Une messe sera célébrée à Paris, à son intention, dans le courant d'octobre.</p> <p>Cet avis tient lieu de faire-part.</p> <p>Anniversaires</p> <p>— Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de Jacques WOLBER, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.</p> <p>Communications diverses</p> <p>— Chetki Ould Horomallah a soutenu, à l'université Paris-II, un doctorat d'Etat en droit criminel (mention très honorable), le 27 juillet 1986.</p> <p>— Le mercredi 23 juillet, date anniversaire du décès du maréchal Pétain (1951), une messe sera célébrée à 18 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailleur, 92, rue Saint-Dominique, à Paris. Le même jour, à 18 h d'Yeu, la messe quotidienne de 19 heures sera dite en sa mémoire.</p> <p>— La Mission étudiante invite tous les étudiants de l'enseignement supérieur à participer à la « Marche des étudiants », du 18 au 28 juillet. Une randonnée sur le thème : « A la rencontre du Dieu vivant ! » à travers Grenoble, la Chartreuse et Tanié.</p> <p>Renseignements : Mission étudiante Cep voyages, 5, rue de l'Abbaye, 75006 Paris. Tél. : 43-25-55-33.</p>
--	--	--	--

Communication

Le débat sur l'audiovisuel

Le Sénat a voté la privatisation de TF 1

Affluence record au palais de Luxembourg en cette chaude après-midi d'été. C'est que, ce 15 juillet, après cent dix heures de discussion, et après avoir joué à « saute-mouton » entre les articles — selon le joli mot de M. André Méric (Haute-Garonne), président du groupe socialiste, — le débat sur le projet de loi relatif à la liberté de

communication est enfin arrivé au fameux article 61.

A l'ordre du jour : la cession de TF 1 au secteur privé. Ce n'est pas le point essentiel du texte — tout le monde, à gauche comme à droite, le reconnaît. — mais c'est à l'évidence le plus spectaculaire.

Devant les caméras de télévision, la discussion sénatoriale a vite tourné au procès de la chaîne privatisable. Sans doute parce que la longue intervention de M. François Léotard avait la forme d'un réquisitoire. Le ministre de la culture et de la communication a dénoncé une fois de plus « un secteur audiovisuel malade, englué dans le service public ». La solution : « l'électrochoc de la concurrence qui opposerait deux secteurs de force comparable, l'un public (Antenne 2 et FR 3), l'autre privé (TF 1, la 5 et TV 6 réattribuées). »

Sur la victime de cette thérapie de choc, M. Léotard se montre sévère. Trou de trésorerie de TF 1 : 100 millions de francs; déficit : 190 millions de francs selon un rapport de l'inspection des finances;

endettement : 650 millions : 9 % de baisse sur les dépenses de programme, la création française en chute de 30 % sur cinq ans. Cette avalanche de chiffres négatifs justifie, aux yeux du ministre, le recours à la gestion privée.

Certes, « la privatisation ne garantit pas automatiquement une amélioration de la qualité des programmes », mais M. Léotard fait confiance « au mieux-disant culturel, mécanisme de vente sans précédent au monde », pour redresser la situation. Au passage, le ministre balaise la proposition de vendre la totalité du capital de TF 1 par appel public à l'épargne, solution qui exposerait la chaîne, selon lui, à des OPA dangereuses. Le capital de TF 1 sera donc réparti à moitié entre un groupe de gestionnaires d'une part,

les salariés de la chaîne et le public d'autre part. Pour faciliter l'investissement de ces derniers, M. Léotard amende en dernière minute son projet (voir encadré).

La parole est à la défense. Pour les sénateurs communistes, l'article 61 est inacceptable, inamendable. « TF 1 est une dimension de la mémoire nationale », explique M. Charles Lederman (Val-de-Marne). Le pouvoir veut brader l'imaginaire. « C'est comme si on mettait aux enchères Versailles et la Comédie-Française. » Pour M. James Marson (Seine-Saint-Denis), cette braderie consiste « à faire payer au télé-spectateur ce qu'il a déjà financé avec 30 milliards de francs de redevance pendant quarante ans ».

Au passage, le groupe communiste épingle le précédent gouvernement socialiste, coupable d'avoir ouvert la voie de la privatisation avec la création de la 5 et de TF 6.

Les socialistes reprochent à M. Léotard de « dénigrer un bien public qu'on veut mettre en vente », au risque de le dévaluer. « C'est contraire à l'intérêt national », s'exclame M. Michel Dreyfus-Schmidt (Belfort). Sur le fond, leur diagnostic est diamétralement opposé à celui du ministre. « 30 secondes de publicité supplémentaires suffiraient à combler le déficit de TF 1 », remarque M. Jean-Pierre Masseret (Moselle); M. Jacques Carat (Val-de-Marne) souligne que la première chaîne a déjà amélioré sa production de fiction et qu'elle consacre plus de 18 millions de francs à la coproduction de films français. Les sénateurs socialistes concèdent que la gestion publique doit être améliorée, mais ils ne font aucune confiance à la gestion privée. « Une télévision vivant uniquement de la publicité reste dépendante des taux d'écoute et est incapable de relever un défi culturel », explique M. Gérard Delfan (Hérault). Pour M. Carat, « la tutelle d'un groupe multimédia est plus inquiétante que celle de l'Etat et ne garantit pas l'indépendance d'une télévision vis-à-vis du pouvoir politique ».

Ces arguments n'ébranleront pas la majorité sénatoriale. A 23 h 45, la privatisation de TF 1 est votée par 208 voix contre 101.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

L'audience de la télévision Antenne 2 en tête

Le Mondial a surtout profité à Antenne 2, qui s'adjuge, pour le mois de juin, 44,4 % de l'audience de la télévision, selon l'indicateur publié chaque mois par Médiamétrie. La deuxième chaîne progresse ainsi nettement par rapport à ses résultats des mois précédents (39,9 % en mai, 38,6 % en avril). TF1 reste stable avec 40,1 % de l'audience au mois de juin, malgré les trois jours de grève qui ont affecté les programmes de la chaîne.

La faible part d'audience de FR3, 8 %, confirme la tendance à la chute de la troisième chaîne (9,2 % en mai, 10,1 % en avril). Effrètement aussi sur Canal-Plus, qui ne totalise que 2,9 % de part de marché contre 3,9 % les mois précédents. La « 5 », mesurée sur l'ensemble du territoire bien qu'elle n'en couvre qu'une partie, reste stable avec 2,3 % contre 2,6 % les mois précédents.

Concentration dans la presse agricole

Le 18 juillet paraîtra le *Nouvel Agriculteur*, hebdomadaire publié par une nouvelle société constituée à parité entre la SPER (Société de publications et d'éditions réunies) et le Producteur agricole français, entreprise détenue majoritairement par l'Association générale des producteurs de blé (AGPB). Mariage surprenant entre le militantisme chrétien et la presse corporatiste des céréaliers. Le *Nouvel Agriculteur* remplace en effet l'hebdomadaire *Agrisept* et le *Producteur agricole français*. Sa direction est assurée par M. Jean-François Garnier et sa rédaction en chef par M. Pierre Lencron.

L'histoire d'*Agrisept* se confond avec celle des agriculteurs et ruraux chrétiens progressistes. En 1936, en effet, était lancé *Foyer rural* à l'initiative d'un aumônier de la Jeunesse agricole catholique (JAC) et par l'Union catholique de la France agricole. En 1964, *Agrisept Jours*, puis *Agrisept* prennent le relais. Le titre appartenait au mouvement d'action catholique chrétiens dans le monde rural (CMR), qui le louait à la SPER, laquelle édite par ailleurs *Clair Foyer*, *Voiles et Voliers*, *Pêcheurs de France*, *Panorama* *Aujourd'hui* et *Entreprises agricoles*. Le CMR a vendu, il y a peu,

ses parts de la SPER aux groupes La Vie et Bayard Presse.

Agrisept, qui diffusait à 100 000 exemplaires, avait su trouver dans la presse agricole un ton original qui prêtait volontiers en compte la vie rurale dans sa globalité, au-delà des seules préoccupations professionnelles. Le titre reflétait alors l'idéologie et la pratique de la JAC et des mouvements d'éducation populaire pour la promotion collective du monde rural.

Le *Producteur agricole français*, dit familièrement le « PAF », est un outil syndical contrôlé par les producteurs de blé, et donnant à tour de rôle la parole à l'une des grandes associations spécialisées, membres de la FNSEA (Fédération nationale des producteurs de blé), Fédération nationale des producteurs de maïs, Fédération nationale des producteurs de lait). Longtemps, le « PAF », qui diffuse à 80 000 exemplaires, fut, comme d'autres journaux professionnels, une sorte de publication gratuite, mais il y a peu, il avait été contraint, pour bénéficier des exonérations légales, de justifier sa diffusion par des abonnements payants. D'où, sans doute, des difficultés financières qui expliquent le rapprochement avec *Agrisept*.

J. G.

La crise de l'Agence France-Presse

Les syndicats demandent un moratoire sur les licenciements

La grève de l'AFP risque de durer. L'intersyndicale des journalistes de l'Agence France-Presse, après deux entretiens avec le PDG, M. Henri Pigat, a décidé d'appeler le personnel à reconduire le mouvement entamé mardi 15 juillet pour protester contre le plan de restructuration voté le 8 juillet par le conseil d'administration de l'AFP. Une nouvelle consultation du personnel, organisée par la CFDT, FO, CGT (journalistes), CFTC (employés), aura donc lieu ce mercredi, la première ayant déjà adopté le principe d'une grève reconductible toutes les quarante-huit heures.

A l'issue des négociations avec les syndicats, M. Pigat a proposé que les premières possibilités de départs

volontaires « soient ouvertes dès maintenant, pour répondre le 15 septembre ». Pendant cette procédure, qui se terminerait le 31 octobre, aucun licenciement n'interviendrait donc à l'AFP. La direction a l'intention de faciliter les départs volontaires par des indemnités ou dans le cadre d'un accord du type FNE. Elle envisage également d'encourager les demandes de mise en retraite et en préretraite par une majoration de ces indemnités de départ.

De leur côté, les syndicats demandent à M. Pigat qu'un moratoire suspende tout licenciement pendant un an. Selon eux, ce délai est nécessaire pour que les fondements essentiels d'un plan de redressement de l'agence soient mis en place.

« L'urgence de la situation »

Par ailleurs, un appel à la création d'une société de journalistes de l'AFP vient d'être lancé par une trentaine de membres de l'agence, dont plusieurs appartenant à la rédaction en chef. Cette société se donne pour but de préserver le « rôle mondial de l'agence » tout en répondant à l'« urgence de la situation ». Elle se propose de constituer un « fonds de mécénat » sur la base de cotisations volontaires du personnel (par un gel temporaire des salaires ou par l'abandon provisoire du treizième mois ou d'une partie des salaires). Affecté à l'AFP par un « contrat de mécénat », ce fonds permettrait notamment d'éviter un certain nombre de licenciements. Reste que cette société doit recueillir l'adhésion d'une large majorité des salariés de l'AFP, et l'aval de son PDG. Les premiers signataires de l'appel s'inscrivent sans doute, quel que soit l'avenir de leur projet, tenter de donner l'image de « fonctionnaires » que l'opinion publique applique souvent aux deux mille employés de la plus vaste entreprise de presse française. Cela en devenant une nouvelle force de proposition face à la direction de l'AFP.

C. Y.

Comment la chaîne sera vendue

Huit amendements, déposés en séance par le gouvernement et adoptés par le Sénat, précisent le processus de vente de TF 1. La chaîne sera aliénée sur le droit commun de la privatisation, mais des dispositions particulières favoriseront l'investissement du public et des salariés de TF 1.

● Après la vente de 50 % du capital de la chaîne à un groupe d'investisseurs, c'est l'Etat qui se charge de céder les parts restantes pour que les retardataires du processus de privatisation ne soient pas sur l'entreprise TF 1.

● L'Etat réserve 40 % du capital de la chaîne au public. Les ordres d'achat seront réduits pour favoriser les petits porteurs. Un rabais de 20 % (une action gratuite pour cinq achetées) sera consenti si les titres sont conservés pendant au moins un an. Ce rabais ne peut toutefois excéder 25 000 F. La valeur des actions achetables par un même individu est plafonnée à 380 000 F. L'opération prendra sans doute la forme d'une offre publique de vente et non d'une introduction immédiate du capital de TF 1 en Bourse, jugée trop lente.

● L'Etat réserve 10 % du capital aux salariés de TF 1. Ceux-ci

bénéficient de deux rabais. Ils peuvent acheter l'action à 80 % de son prix. Ils bénéficient en outre, dans la limite de 5 000 F, d'une action gratuite pour deux actions achetées si ces titres ne sont pas cédés avant deux ans. Ainsi un salarié de TF 1 qui investit 10 000 F peut acquérir une part de capital de 17 000 F.

Cette proposition est valable pendant six mois. Si au bout de ce délai les 10 % réservés ne sont pas entièrement souscrits, l'Etat propose encore des actions pendant dix-huit mois pour un montant équivalent à celui déjà souscrit. Les actions non acquises par les salariés au bout de ce deuxième délai sont cédées par l'Etat sur le marché au cours de la Bourse.

Répondant à une question de M. André Dilligent (centriste), M. Léotard a estimé que la Société des journalistes de TF 1 pouvait acquérir des actions réservées aux salariés par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement.

● Le montant total des participations étrangères, qu'elles émanent de sociétés ou d'individus, ne peut dépasser 15 %.

NUMÉRO SPÉCIAL :

LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS

Le classement des universités, pour les formations scientifiques d'avenir (informatique, électronique, chimie, sciences de la vie). Les meilleures écoles nationales supérieures d'ingénieurs. La sélection en médecine faculté par faculté. Les formations gagnantes pour devenir publicitaire. Le bilan du Comité National d'Évaluation des Universités.

Les diplômes les plus efficaces pour faire face à la crise.

Les pièges de la première inscription en fac : un dossier pratique et une enquête minutieuse sur les critères officiels — et officieux — d'admission dans les universités.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE : ● Pratique : les cours de rattrapage scolaire pendant l'été : la liste complète par département, les tarifs, les dates des sessions, les matières enseignées. ● Utiles : lecture de vacances pour les enfants : une large sélection des meilleurs ouvrages récemment parus. ● Nouveau : la maîtrise d'économie et de gestion du sport de Paris IX Dauphine.

Numéro de juillet-août, chez votre marchand de journaux

L'Éducation

Economie

Le Monde • Jeudi 17 juillet 1986 19

M. Madelin invite patronat et syndicats à ouvrir des négociations dans la construction navale

Après l'annonce par M. Madelin de son plan pour la construction navale, les réactions syndicales sont mitigées. La CFDT, bien représentée à Dunkerque et à La Seyne, est prête à entamer des négociations avec le patronat. « Nous devrions discuter la semaine prochaine avec l'UNIM (Union des industries métallurgiques et minières) le prolongement et l'amélioration de l'accord sur les congés de conversion, qui expire en décembre 1986, nous a déclaré M. Guineau, responsable de la construction navale à la CFDT. Ensuite, dans le cadre de la Norme, nous demanderons que les travailleurs de quarante-huit à cinquante-deux ans puissent bénéficier de ces congés. Quant à la prime de départ de 200 000 F, la CFDT demande que tout salarié de la navale, et pas

seulement ceux de la Norme, puissent en bénéficier. »

La CGT, pour sa part, hostile à la procédure des congés de conversion, est beaucoup plus réservée. « Pas question de participer à des pseudo-négociations sur des mesures dites sociales », a déclaré à RMC M. André Salignon, secrétaire de la Fédération de la métallurgie CGT. Ce syndicat préfère examiner les solutions industrielles de reprise et, selon le délégué CGT du comité d'entreprise de La Ciotat, des contacts encourageants ont eu lieu avec le groupe libanais Intra Invest, l'un des principaux actionnaires de la Norme. Interrogé par notre correspondant Guy Porte, ce délégué a déclaré : « Nous sommes prêts à négocier un plan social, mais seulement s'il est précédé

d'un véritable plan industriel. En aucun cas nous ne céderons au chantage. »

Comme c'est devenu maintenant rituel, plusieurs ouvriers de la Norme ont organisé, le samedi 12 juillet, des manifestations sur l'autoroute Aubagne-Toulon. A la hauteur de La Ciotat, des camions de péage ont été incendiés. M. Conac, délégué CGT de La Seyne, a déclaré : « Les travailleurs maintiendront leur pression. Notre objectif est de paralyser toute la circulation dans le midi de la France lors du rush estival de début août, afin de contraindre le gouvernement à prendre ses responsabilités. »

Enfin, les responsables de la société CIEL (deux cent vingt salariés à La Seyne), filiale de la Norme, ont annoncé qu'ils feraient, le 24 juillet, une déclaration de cessation de paiement au tribunal de commerce de Paris.

AGRICULTURE

L'accord sur le beurre néo-zélandais

La France accepte mais l'Irlande renâcle

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

En raison de l'opposition de l'Irlande, les ministres de l'agriculture des Douze ne sont pas parvenus, mardi 15 juillet, à un accord sur les quantités de beurre néo-zélandais qui pourront être importées à des conditions préférentielles par le Royaume-Uni en 1987 et 1988. Compte tenu de la situation déjà très excédentaire de la CEE, M. Austin Deasy, le ministre irlandais, a estimé trop élevés les montants qui étaient proposés par la commission, à savoir 17 000 tonnes pour 1987 et 75 000 tonnes pour 1988, à comparer à un quota de 79 000 tonnes en 1986, et de 165 000 tonnes en 1975).

Le dossier sera repris par les ministres des affaires étrangères, qui se retrouvent lundi à Bruxelles. Vu les circonstances, personne ne doute que les Irlandais lèveront alors leur opposition. Ils ont voulu mettre en relief le caractère économiquement contestable du traitement privilégié consenti à Wellington, mais il n'est certainement pas dans leur intention de risquer de compromettre par leur attitude la libération des agents français, les « Turenge » et par la même la normalisation des relations entre la France et la Nouvelle-Zélande.

M. François Guillaume a approuvé le projet d'accord, mais moyennant une réserve liée bien sûr à la libération effective des deux officiers. En guise de commentaire, le ministre français a regretté que M. Michel Rocard n'ait pas saisi l'occasion en 1984, lors du contingentement de la production laitière dans la Communauté, pour exiger comme mesure d'accompagnement logique la suppression des importations de beurre à conditions préférentielles de Nouvelle-Zélande, ainsi d'ailleurs que l'instauration d'une taxe sur les matières grasses végétales.

M. Guillaume a annoncé son intention d'accorder des aides nationales supplémentaires aux producteurs de viande bovine pour un total de 185 millions de francs. Ces aides, qui devront être autorisées par

Bruxelles, prendront une double forme : une prime par bovin mâle abattu au cours de l'année 1986, la prolongation de la prise en charge des intérêts des prêts souscrits par les jeunes éleveurs. Le ministre a en outre demandé à la Commission d'accorder des aides au stockage privé et de revoir les conditions d'achat d'intervention de quartiers arrière, afin d'aider à la remontée des cours.

Ph. L.

REPÈRES

Croissance 0,1 % au premier trimestre en France

L'économie française a pratiquement stagné au premier trimestre de 1986 en ne progressant que de 0,1 %. Une première estimation de l'INSEE avait annoncé, en mai, une croissance du produit intérieur brut de 0,3 % (le Monde du 22 mai). Au quatrième trimestre de 1985, la croissance avait été de 0,6 %. En rythme annuel, le résultat du premier trimestre est fort éloigné de l'objectif gouvernemental de 2,5 % visé pour cette année, plus éloigné encore des prévisions des Allemands pour leur propre économie (+ 3,5 %).

Production industrielle

Baisse aux Etats-Unis

La production industrielle aux Etats-Unis a baissé d'un demi-point en juin. C'est la quatrième baisse mensuelle en cinq mois, ce qui explique la lenteur de la croissance outre-Atlantique. Les autorités fédérales ont imputé ce résultat pour partie aux grèves qui ont touché certains secteurs (notamment les matériaux de construction). D'autre part, les ventes de détail ont progressé en juin de 0,2 %, donnant ainsi de la conjoncture américaine une vision contrastée.

Un homme orchestre

Le ministre de l'Industrie fixe les règles du jeu, mais veut laisser le soin aux partenaires sociaux de régler les modalités des aides dans les régions touchées par la crise des chantiers navals.

Avec un art consommé d'en dire tantôt trop, tantôt trop peu sur ses intentions, M. Madelin traite le dossier des chantiers navals comme un redoutable homme d'affaires. « J'ai de l'argent, beaucoup d'argent, pour réussir mon plan social et mon programme de réindustrialisation des trois sites frappés par le dépôt de bilan de Norme, c'est-à-dire d'argent qu'il aurait fallu pour continuer pendant deux ans à subventionner l'entreprise à fonds perdus », explique-t-il avec assurance. Mais il ne dit pas exactement de combien de milliards il dispose, ni quand il les mettra sur la table.

Il fait miroiter une somme de 200 000 F en capital pour chacun des six mille huit cents salariés qui accepteraient de quitter l'entreprise et qui « de ce fait, rendrait un grand service au budget de l'Etat ». Mais il remet à plus tard, en fonction du climat des négociations générales avec les partenaires sociaux, les modalités d'application. Il promet que l'Etat apportera les financements nécessaires pour achever les navires en cours de construction, à condition que les négociations sociales, dont on ignore encore la date et le contenu, s'orientent dans un sens positif, « sans quoi le gou-

vernement se résignerait à appliquer unilatéralement les mesures qu'il propose pour sa part ».

Propositions sociales et financières qui seront au demeurant moins alléchantes si des repreneurs se présentent avec des dossiers sérieux, ce qui ne semble pas être le cas dans l'état actuel des choses, selon M. Madelin, ni pour Dunkerque, ni pour La Ciotat, n'en déplaise à M. Chalandon, élu du Nord, ou à M. Prouvovoyeur, maire de Dunkerque. L'un de ces repreneurs est même venu voir si n'y a pas à long-terme M. Madelin, et il lui a tenu ce langage : « Il paraît que l'Etat a pris l'habitude de jeter l'argent par les fenêtres, alors je viens me placer en dessous de ses fenêtres. » Attention, donc, aux chasseurs de primes.

Changement de méthode

Impitoyable pour ses prédécesseurs, même s'il n'a pas prononcé le mot « héritage », le ministre a vilipendé MM. Le Penec et Lengagne, et M. Cresson, qui lui ont légué « une bombe à retardement ». Ils avaient choisi de réduire par étapes (jusqu'à extinction naturelle vers 1987-1988 pour La Seyne et Dunkerque, et peut-être aussi pour Nantes), les capacités des cinq grands chantiers. Et ce, sans trop de drames sociaux.

M. Madelin change de méthode : il ne veut pas gérer le déclin, mais préparer l'avenir, qui — même s'il se

garde de le dire — repose, selon lui, autour d'un seul site sauvegardé : Saint-Nazaire avec son appendice, Nantes. A la fin de 1987, selon un schéma cruel mais réaliste, en termes économiques pour Dunkerque, La Ciotat et La Seyne devraient être rangés au musée des souvenirs. D'autant qu'il faut compter avec la concurrence des arsenaux militaires employant quinze mille personnes (pourquoi le ministre de la Défense, M. Giraud, n'étudie-t-il pas leur privatisation, à l'instar de ce qu'a fait M. Thatcher ?) et avec les petits et moyens chantiers navals, à Dieppe ou à La Rochelle par exemple, dont la situation très difficile mériterait aussi quelque sollicitude de la part de l'Etat.

Après avoir fixé les règles du jeu (nouveau régime d'aides à harmoniser avec les directives de Bruxelles en cours d'élaboration, congés de conversion améliorés, incitations fiscales vigoureuses pour créer des emplois dans certains périmètres), M. Madelin renvoie la balle aux syndicats, au patronat et à l'administration judiciaire de Norme.

La démarche est politiquement habile. Elle s'apparente à celle qu'a adoptée M. Séguin pour le plan emploi-jeunes ou pour les congés de conversion de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. On affiche ses intentions, les moyens financiers sur lesquels on ne lésera pas, et on laisse aux partenaires sociaux sur le terrain ou dans le cadre de la branche industrielle prendre leurs responsabilités.

Mais le gouvernement garde suffisamment de marge (à propos des discussions européennes du montant des aides à la commande et au cas par cas, et pour les examens des candidatures des sociétés, qui s'inscrivent dans les futures zones d'entreprise) pour orienter les discussions, les hâter, voire les contourner au moment opportun.

Ce faisant, M. Madelin, ses convictions libérales et non interventionnistes dussent-elles en souffrir, se place un peu plus chaque jour au cœur du dispositif. Cet homme orchestre est à la fois directement ou indirectement banquier, négociateur social, analyste financier, consultant industriel, aménageur du territoire.

Et c'est dans cette dernière fonction que le pari est le plus risqué. Est-ce en accordant des cadeaux dérogatoires aux entreprises qui viendront à Dunkerque, à La Ciotat ou à La Seyne qu'on fera renaitre un printemps industriel sur les cendres de Norme ?

Et M. Madelin n'entend-il pas soudre les récriminations des populations de Decazeville, Longwy, Valenciennes, Dieppe, Redon, Alès, Saint-Etienne, Saint-Nazaire, La Rochelle, Belfort, et tant d'autres bassins industriels miniers, qui lui disent : « Pourquoi tant d'égards pour eux et pas pour nous ? »

FRANÇOIS GROSCHARD.

M. Le Penec (PS) : « la mémoire sélective du ministre »

Après les déclarations de M. Madelin sur la construction navale, M. Louis Le Penec, député (PS) du Finistère, ancien ministre de la mer, nous a fait la déclaration suivante :

« Ainsi, les socialistes auraient transmis à M. Madelin, avec le dossier des chantiers navals, une bombe à retardement. M. Madelin nous a habitués à sa mémoire sélective qui ne sait pas remonter au-delà de 1981. Faut-il lui redire l'état dans lequel s'est trouvé le chantier en arrivant en 1981 au ministère de la mer ? Les dons de la leçon d'aujourd'hui sont les mêmes qu'en 1976, ont refusé la restructuration des chantiers. »

« Ni M. Chirac ni M. Barre, qui — nous pouvons l'attester — eurent en main toutes les données sur la situation exacte des chantiers navals, n'ont saisi une conjoncture plus porteuse pour opérer à temps les réformes nécessaires. Le rapprochement entre les sites que j'ai immédiatement engagé fut considéré par tous comme le préalable à toute politique de maintien d'une construction navale en France. Les conditions à l'exportation de M. Madelin portent peu, venant de celui qui engage une entreprise de casse des ambitions maritimes de la France. »

SPECIAL:

LIARÈS

VERSITÉS

Les universités d'aujourd'hui sont des lieux de confrontation. Les universités d'aujourd'hui sont des lieux de confrontation. Les universités d'aujourd'hui sont des lieux de confrontation.

Journaux L'Education

A Dunkerque

« Deux ans pour crever... »

DUNKERQUE
de notre envoyée spéciale

« On se moque de nous », « C'est la déception », « Non au chantage ». Les salariés de Norme, encore présents dans les ateliers du chantier de Dunkerque, ne cachent pas leur colère, le mardi 15 juillet, en commentant le plan social présenté par M. Madelin le matin même à Paris. Deux ans de formation : « Pour quoi faire ? Le gouvernement dit qu'il va attirer ici des industries de pointe, mais il se garde bien de dire lesquelles. » Les négociations qui doivent s'ouvrir pour décider des modalités d'achèvement des navires en cours ? « On se fiche de nous, on va nous faire travailler quelques mois et nous liquider, pour en finir avec le site. »

On attendait un plan industriel, M. Madelin a annoncé la liquidation. Les 200 000 F de capital proposés aux salariés qui quitteraient l'entreprise, « c'est un piège, on veut monter les Français contre nous », affirme un militant CGC, mais certains y sont déjà tombés en commandant voiture ou magnéto-scope... Le rachat éventuel du chantier ? « On va liquider la majorité des ouvriers, remettre en cause nos salaires, nos acquis sociaux. » La création d'une zone franche ? « Dans combien de temps sera-t-elle mise en place ? », interroge M. Jean Vervoy (FO). Ce plan n'apporte rien de nouveau. Avant, on nous payait pour vivre, aujourd'hui, on nous paie pour mourir. « Bref, conduit M. Marcel Ducros (CGT), on a deux ans pour crever, c'est comme le Sida. »

Mais les syndicats n'entendent pas en rester là : « Rendez-vous le 1^{er} août, quand les gens seront rentrés de vacances. »

La surprise n'est pas non plus de mise dans les bureaux de la direction de Norme, où M. Michel Betous sort un à un ses

dossiers. Il a déjà fait ses comptes. Les 200 000 F de capital représentent deux ans de salaire pour les ouvriers les moins qualifiés, soit six cents personnes environ. Pour les autres, cette somme n'apparaît pas suffisante. M. Betous ne cache pas qu'il redoute les prochains mois si la liquidation des chantiers est « brutale ». Les salariés vont rentrer de vacances, les ateliers seront désorganisés, les fournisseurs ne nous livrent plus. On va les payer à ne rien faire. Ça ne sera pas de nature à apaiser les esprits. »

Après la sidérurgie, la construction navale en déconfiture a porté un nouveau coup dur à l'économie dunkerquoise. Elle s'en serait bien passée, comme le souligne M. Louis Desverch, premier adjoint au maire. La norme des demandeurs d'emploi atteint 14,7 % de la population active. Sans doute un pôle de conversion a-t-il été créé. La sidérurgie fut l'objet de ses premiers soins, et Sodinor (société de conversion filiale d'Usinor) fut créée en 1982. Puis cet organisme lança son activité et, en 1985, se vit confier le sort des salariés concernés par les plans successifs de reconversion de Norme (3 150 salariés en 1984, 1 580 aujourd'hui). Sodinor a été doté d'une enveloppe spéciale de 20 millions de francs en 1985, et de 25 millions en 1986.

Mais si l'optimisme est de rigueur à Sodinor, le bilan réel est encore modeste : 177 emplois ont été effectivement créés, 155 dossiers sortent de l'étude, 90 salariés de Norme ont été recrutés. La chambre de commerce et d'industrie de Dunkerque a emboîté le pas à la société de conversion en multipliant les sessions de formation pour les créateurs d'entreprises.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



AGF GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 30 JUIN 1986

ORIENTATION	C.I.P. Actions diversifiées	A.G.F.I.M.O. Placements à caractère immobilier	A.G.F. 5000 60 minimum actions françaises (Monex-C.E.A.)	A.G.F. INTERFONDS Obligations étrangères	PHENIX PLACEMENT Obligations françaises dominantes	A.G.F. ECU Placements en ECU	A.G.F. OBLIG Obligations à faible coupon
Nombre d'actions	1 471 502	3 856 931	2 797 442	1 568 498	1 886 835	63 193	445 201
Actif net par action (en francs)	1 075,62	628,03	494,41	427,74	269,26	1 138,01	1 185,45
Actif net total	1 582 829 053	2 422 278 514	1 383 078 300	670 914 368	508 061 616	71 914 393	527 765 077
Répartition de l'actif (en pourcentage) :							
- Disponible	5,34	4,62	8,61	10,24	12,30	10,64	19,65
- Obligations françaises	26,75	27,32	26,50	48,38	87,70	45,53	80,35
- Obligations étrangères	0,07	0,09	32,35	32,35	—	43,83	—
- Actions françaises	25,28	55,38	61,59	9,03	—	—	—
- Actions étrangères	42,56	12,59	3,50	—	—	—	—
Dernier dividende par action payé le 28-4-86							
Montant net et avoir fiscal	40,32 + 4,72	26,84 + 1,65	14,91 + 2,09	26,51 + 1,72	24,61 + 1,35	38,60 + 1,23	Ouvert au public le 6-1-86
Performance (*) depuis le 1 ^{er} janvier 1986	+ 23,26 %	+ 26,55 %	+ 33,33 %	+ 30,73 %	+ 16,56 %	+ 12,32 %	+ 16,03 %

(*) Classement Paribas au 27 juin 1986.

AU 30 JUIN 1986, L'ACTIF NET TOTAL DES SEPT SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 7,17 MILLIARDS DE FRANCS

Subscriptions : Service des transferts, 33, rue La Fayette, 75009 PARIS, Banque générale du Phenix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS. Au guichet des banques et chez tous les agents de change.

هكذا من الأصل

Economie

Economie

La préparation du budget

20 milliards de francs de réductions d'impôt en 1987

Il y a quinze jours, M. Alain Juppé, ministre du budget, confiait en privé que les impôts pourraient être réduits de 25 milliards de francs l'année prochaine. Ce chiffre n'a pas été repris officiellement depuis, mais les pouvoirs publics évoquent maintenant des réductions fiscales supérieures à 20 milliards de francs.

A deux mois seulement de la mise en forme définitive du projet de budget pour 1987 - le conseil des ministres qui lui sera consacré devrait se tenir à la mi-septembre - de telles indications prennent une grande importance. Elles traduisent une vision optimiste de l'année 1987, qu'on peut discuter mais dont MM. Balladur et Juppé ont tiré des conséquences plausibles en matière de recettes fiscales et de déficit budgétaire. Rien à voir avec les annonces fantaisistes contenues dans la plate-forme électorale RPR-UDF, d'autant plus imprudentes que les baisses d'impôt évoquées (40 milliards de francs l'année prochaine) se combinent avec une réduction importante du déficit budgétaire.

Le gouvernement prévoit pour 1987 une augmentation de 4,8 % du PIB en valeur : 2,7 % en volume avec 2 % de hausse des prix (1). Cette progression porterait la richesse nationale de 4 901 milliards de francs cette année à 5 135 milliards de francs l'année prochaine. En 1986, selon les comptes officiels, l'Etat devrait prélever sous forme d'impôts, 18 % environ de cette richesse soit 882 milliards de francs. Si la pression fiscale restait constante, les prélèvements opérés atteindraient 924 milliards de francs l'année prochaine, soit une hausse de 4,8 % qui rapporterait un quarantaine de milliards de francs supplémentaires d'impôts.

Cette progression est sous-estimée. Spontanément - c'est-à-dire si le gouvernement laissait faire, ne prenant aucune décision - la pression fiscale s'allourdirait. La baisse des prix pétroliers, qui va très largement bénéficier cette année aux entreprises et aux particuliers (respectivement 50 et 20 milliards de francs d'économies), a pour effet de gonfler les bénéfices des premières et les revenus réels des seconds, donc d'élargir la matière imposable. Nous nous trouvons ainsi dans une situation exacte inverse à celle de 1984, année au cours de laquelle le pouvoir d'achat des salariés ayant stagné du fait de la rigueur Maastricht, l'amélioration des comptes des entreprises ne faisant que commencer (2), la pression fiscale aurait eu spontanément

tendance à s'alléger l'année suivante. Elle resta finalement stable en 1985 - pour la première fois depuis longtemps - du fait des recouvrements importants permis par la chasse à la fraude fiscale, du fait aussi de l'alourdissement considérable des taxes sur les carburants.

Le ralentissement de la hausse des prix améliore le pouvoir d'achat des ménages (+ 2,1 % prévu cette année pour les salaires au lieu de 0,4 % en 1985), seul frappé par l'impôt sur le revenu du fait de la correction des tranches de ce barème. Quant aux résultats des sociétés, en très nette amélioration cette année, leur rendement fiscal l'année prochaine sera supérieur à leur progression : la proportion des entreprises déficitaires (40 %) ne payant pas d'impôts devrait sensiblement diminuer.

Ces effets seront amplifiés par un phénomène dont on a peu parlé malgré son caractère inhabituel : les recettes de l'Etat seront - si l'on en juge par l'abondance des rentrées fiscales depuis le début de l'année - supérieures d'une dizaine, peut-être même d'une quinzaine de milliards de francs aux prévisions qui avaient été faites pour le budget de 1986 voté fin 1985. Du coup la progression des recettes fiscales en 1987, dont on a vu pourquoi elles seraient spontanément fortes, se fera à partir d'une base bien plus élevée que prévue (900 milliards de francs au lieu de 882 milliards) portant les ressources de l'Etat à des niveaux inespérés. Telles sont les conséquences - oh combien heureuses ! - de ce que les spécialistes appellent « l'effet base ».

Nouvelle trajectoire des dépenses

Tous comptes faits - et si les hypothèses sur lesquelles se fonde le gouvernement se réalisent (3) - les rentrées fiscales, progressant spontanément plus vite que le PIB en valeur, rapporteraient l'année prochaine une cinquantaine de milliards de francs supplémentaires du fait notamment de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (+ 17 milliards) et de l'impôt sur le revenu des personnes (+ 10 milliards).

C'est cette manne fiscale que le gouvernement s'apprête à abandonner pour moitié (25 milliards de francs) sous forme d'allègements d'impôt consentis aux entreprises et aux particuliers.

Les dépenses de l'Etat croissent quant à elles spontanément un peu plus vite que la richesse nationale. Mais une véritable rupture s'est produite en 1984, année au cours de laquelle les dépenses publiques ont - après des coupes gouvernementales sévères et quel-

ques débudgétisations - augmenté de 6,5 % pour un PIB qui progressait de 8,7 % en valeur. La comparaison avec les années précédentes est édifiante : en 1982 et 1983, les charges budgétaires avaient augmenté respectivement de 27,7 % et de 11,9 % pour une progression du PIB qui avait été de 14,7 % puis de 10,3 %.

Le résultat d'une politique volontariste

Ce freinage spectaculaire de la dépense publique et l'allègement relatif qui en résulte par rapport à la richesse nationale - c'est-à-dire finalement le recul comptable du rôle de l'Etat dans l'économie - ne s'est pas fait tout seul. Il est le résultat d'une politique budgétaire volontariste menée à partir de 1983-1984, politique d'autant plus difficile à mettre en place et à faire accepter qu'elle succédait aux facilités des années 1981-1982.

Le changement d'attitude des socialistes vis-à-vis de la dépense publique produit maintenant ses

effets : la progression spontanée des charges - c'est-à-dire sans décision politique nouvelle - n'est plus que légèrement supérieure à celle de la production nationale : + 6 % en 1987 pour un PIB qui croîtrait de 4,8 % (4). C'est dans ce contexte qu'il faut restituer l'annonce d'économies tout à fait exceptionnelles par leur ampleur : 40 milliards de francs. On en connaît déjà certaines formes : suppression de nombreux postes dans la fonction publique (vingt mille prévus), simple maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires (5), réduction massive des bonifications d'intérêt et dans une moindre mesure des subventions aux entreprises publiques, réduction de la dette publique. Reste que certaines méthodes qui vont conduire à de pareils résultats laissent pour l'instant un peu sceptique.

Si ce serrage supplémentaire de la dépense promis par M. Chirac est poussé jusqu'au bout, les charges publiques progresseraient de moins de 2 % l'année prochaine. Sensiblement moins vite que les recettes, malgré les rédu-

tions fiscales annoncées pour les particuliers (allègement du barème, notamment pour les petits contribuables) et pour les entreprises (réduction de l'impôt sur les sociétés et de la taxe professionnelle). C'est à partir de ces prévisions et raisonnements que le gouvernement espère réduire le déficit budgétaire d'une vingtaine de milliards de francs en 1987.

Une petite imperfection mine tout de même cette belle construction. M. Séguin, l'obstiné ministre des affaires sociales et de l'emploi, a obtenu 20 milliards de francs de ressources nouvelles pour assainir les comptes de la Sécurité sociale. Plus de la moitié de cette ressource - 12 milliards de francs - sera prélevée en 1987 : un peu moins de 5 milliards de francs sous forme d'un prélèvement fiscal de 0,4 % sur le revenu ; 7 milliards de francs sous forme d'une augmentation des cotisations vieillesse. Une décision qu'a farouchement discutée puis combattue M. Balladur.

On comprend pourquoi. Les milliards de francs de M. Séguin

pèseront lourd l'année prochaine sur le niveau des prélèvements obligatoires que le RPR et l'UDF s'étaient engagés à faire baisser au moment de la campagne pour les élections législatives.

Moins d'impôts, plus de taxes : cela rappelle quelque chose.

ALAIN VERNHOLES.

- (1) Le PIB marchand progresserait de 5,1 % : 3 % en volume et 2 % en prix.
- (2) Le redressement des comptes des entreprises effectué dès 1984 a entraîné de plus-value de recettes qu'à partir de 1986 du fait notamment des reports déficitaires et des provisions.
- (3) 1 dollar = 7,25 F en moyenne en 1987 après 7,22 F en 1986. Le baril de pétrole vaut 17,8 dollars en 1986 et en 1987.
- (4) La progression spontanée de la dépense publique aurait été de 5,5 % en 1987. Mais il faut ajouter à cette dérive le poids des décisions prises dans le courant de 1986 et qui jouent en 1987 (0,5 %), soit au total 6 %.
- (5) Le calcul du pouvoir d'achat sera fait en prenant en compte les effets du GVT (glissement, vieillesse, technique), qui représentent à eux seuls une hausse comprise entre 1,5 et 2 % de la masse salariale.

Une des plus importantes opérations de transmission

Les fonderies Waeles sont reprises par leurs cadres

Les clients des fonderies Waeles exigent que l'équipe dirigeante reste en place si les propriétaires passent la main. Les cadres de l'entreprise en ont pris le contrôle.

A deux pas du Petit Deauville, le seul bistrot qui donne une note d'évasion dans ce coin bourgeois de Montreuil voué à l'artisanat et à la petite industrie, les fonderies Waeles viennent discrètement de changer de patron. Une information banale, si cette société n'avait la double particularité d'être une entreprise en bonne santé dans un secteur - la métallurgie - qui l'est beaucoup moins, et d'avoir donné lieu à la plus importante opération de reprise d'une entreprise par ses salariés (RES), version française du *Levi's Management Buy Out* (LMBO) tel qu'on le pratique dans les pays anglo-saxons (1).

« Depuis deux ans, les actionnaires principaux de cette affaire (les deux héritiers de Daniel Waeles, le fondateur de cette entreprise artisanale, crée en 1920) cherchaient à se dégarer. On aurait pu leur conseiller l'introduction en Bourse, ce qui leur aurait permis de vendre une partie de leur capital sans en perdre la maîtrise, mais elles voulaient se libérer en totalité », raconte M. Jacques Baudinot, directeur général depuis 1980 et devenu le nouveau PDG de ce groupe de mille salariés.

Trouver rapidement un acquéreur pour une société de 400 millions de francs de chiffre d'affaires n'est pas

chose facile. Même quand l'entreprise dégage une bonne rentabilité (14 millions de francs de bénéfice net en 1985), et qu'elle dispose de cinq unités de production capables de sortir chaque année 3 500 tonnes de pièces de fonderie, 1 400 tonnes d'alliages cuivreux, autant d'alliages légers et 600 tonnes d'alliages ferreux. D'autant qu'il fallait tenir compte des exigences d'une clientèle comportant tous les grands noms de l'automobile française et étrangère (et assurant à elle seule 70 % du chiffre d'affaires). Celle-ci avait assuré qu'elle ne s'opposerait pas à un changement de propriétaire chez Waeles à condition que l'équipe dirigeante, dont elle avait pu apprécier les qualités, reste en place.

La conduite des opérations

Pour conjuguer ces impératifs, il n'y avait qu'une solution : que les cadres prennent le pouvoir. M. Baudinot, qui détenait déjà une participation symbolique de 1,5 % sous « l'ancien régime » des sœurs Waeles, prenait, à cinquante-six ans, la conduite des opérations avec pour atout une fidélité à l'entreprise de l'équipe de direction dont l'ancienneté était comprise entre dix et trente-six ans. Présents les premiers, les cinq directeurs d'usine et le directeur commercial et, sur les trente et un cadres ou assimilés, vingt-neuf déclaraient de se lancer dans l'aventure, leurs deux autres collègues promettant de se joindre à eux ultérieurement.

Avec une somme totale de 5,2 millions de francs, soit une moyenne de 60 000 francs par personne, l'encadrement a pu acquiescer 52 % de l'affaire. Le montage total de cette opération, réalisée avec le concours de partenaires financiers tels que LBO-France, une société de capital-risque animée par M. Gilles Cahen-Salvador, l'IDICA (Institut de développement industriel des constructeurs automobiles) et Audaces 1, un fonds commun de placement à risques de la BRED, portant sur 72,5 millions de francs dont plus de 57 millions de francs d'emprunts à moyen et long terme.

Le remboursement du principal de ces emprunts devait intervenir sur une période de six à huit ans et sans peser sur la situation financière de l'entreprise. En effet, grâce au crédit d'impôt prévu par la réglementation du RES, le montant des intérêts dus par Interfonderie (la société-holding créée pour permettre l'opération), à savoir 7 millions de francs par an, sera remboursable, via un jeu d'écritures, sur les impôts que la firme aurait eu à payer.

Une fusion de sociétés

De plus, la société Waeles distribuera sous forme de dividendes ce que Interfonderie aura à rembourser en capital. Le tout « en maintenant un pourcentage d'investissements au moins égal à celui pratiqué jusqu'à maintenant et avec une remise des dividendes des Fonderies D. Waeles vers Interfonderie, laissant en trésorerie au moins 25 %

de résultats », affirme-t-on dans l'autre bureau présidentiel.

Montée en un peu plus de six mois, cette opération de reprise d'une entreprise par ses cadres se sera déroulée sans problème majeur : si ce n'est une fusion de sociétés qu'il a fallu réaliser et qui aura coûté près de 1 million de francs à Waeles. « Un dossier-type », selon M. Baudinot, qui permettra à sa société de poursuivre ses objectifs (notamment atteindre, en 1989, un chiffre d'affaires à l'exportation de 30 %) tout en rassurant une clientèle pour laquelle « les fonderies Waeles se sont toujours identifiées à un petit noyau de personnes ».

En renforçant au passage une cohésion sociale qui aurait peut-être pu être écornée si d'autres salariés du seul encadrement avaient pu être associés au rachat de leur propre entreprise.

SERGE MARTL

- (1) Avant le LMBO des Fonderies Waeles, une opération importante s'était déjà déroulée chez Sagem mais elle avait pour cadre un fonds déjà existant. Tout dernièrement, les fonderies Montpet, une affaire qui emploie mille sept cents personnes et réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de francs, ont également été reprises par leurs salariés. Mais le schéma présenté n'a pas reçu l'agrément des pouvoirs publics et il a fallu recourir à un montage sur mesure réalisé par la Banque de l'Union européenne, le Crédit national et la Banque Eurofin de M. Georges Plescoff. D'autres opérations de RES, notamment à la société Matra, sont à l'étude.

MUNICH

995 F. ALLER RETOUR



Air France innove en Europe.

Air France, c'est du 1^{er} juin au 31 octobre un tarif aller-retour week-end exceptionnel au départ de Paris vers Milan (1 295 F), Berlin (1 200 F), ainsi que Lyon-Milan (795 F) et Nice-Rome (995 F).

D'autres innovations vous attendent : en Classe Economique, de nouveaux fauteuils plus spacieux et des boissons gratuites, même le champagne !

Autant de preuves de la volonté d'Air France d'innover sans cesse pour mieux satisfaire ses passagers.

Prix susceptibles de modifications sans préavis.

CHIC!

DPE AIR FRANCE INNOVE EN EUROPE AIR

imphy s.a.

L'assemblée générale des actionnaires d'Imphy SA, filiale de Sactirol, s'est réunie le 30 juin 1986 sous la présidence de M. Thierry Chereau et a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Imphy a pour métier de concevoir, produire et commercialiser des produits métallurgiques de haute technologie à base de nickel, chrome, cobalt, molybdène et autres métaux de haute performance. Disponibles sous diverses formes : bandes, fils, pièces forgées, disques, pièces magnétiques... ces produits s'attachent à répondre aux très hautes exigences des secteurs porteurs d'avenir : spatial, aéronautique, télécommunications, informatique, électronique, micromécanique, énergie...

En 1985, le chiffre d'affaires consolidé d'Imphy s'est élevé à 1 892 millions de francs soit 11,5 % de plus qu'en 1984. 67 % de ce chiffre d'affaires a été réalisé hors de France. Le bénéfice net consolidé s'est établi à 65,9 millions de francs (après 3,1 millions de francs d'impôt sur les bénéfices), soit 31 % de plus qu'en 1984.

À la fin de 1985, les capitaux propres s'élevaient à 472 millions de francs compte tenu de l'augmentation de capital réalisée en 1985 et des résultats enregistrés en 1984 et 1985.

Les investissements industriels ont atteint 68 millions de francs, soit 50 % de plus qu'en 1984 et les engagements d'investissement se sont élevés à 98 millions de francs soit 49 % de plus qu'en 1984.

Les premiers mois de 1986 ont été marqués par un niveau d'activité assez soutenu dans l'ensemble, sauf pour les fils treillis en acier inoxydable, et les perspectives d'activité pour la deuxième partie de l'année semblent raisonnablement satisfaisantes.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé de 1986 devrait s'établir à environ 1 850 millions de francs, compte tenu d'une part de la forte baisse du cours des matières premières intervenue depuis la mi-1985 et de son inévitable répercussion sur les prix de vente, et d'autre part, de la parité actuelle du dollar. Dans ce contexte, les résultats du premier semestre permettent d'espérer que, sauf circonstances imprévues, le bénéfice net consolidé de l'exercice 1986 ne devrait pas être inférieur à celui de 1985.

SICAV Situation au 30/06/1986			
Sociétés d'investissement à capital variable	Actif net en millions de F	Valeur liquidative en F	Progression en % depuis le 31/12/1985 (dividende net réinvesti)
Rémunération des disponibilités	EPARCOURT-SICAV	11898,9	7945,74 + 10,7
Valorisation à moyen terme	FRANCE OBLIGATIONS SICAV obligations	3954,2	455,56 + 15,9
Performances France et étranger	LE LIVRET PORTEFEUILLE SICAV actions	3833,2	582,63 + 15,9
Avantages fiscaux	LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV	16213,0	422,74 + 20,7
Projets à long terme	HORIZON SICAV actions	9846,0	1164,13 + 23,6
Complément de revenus	REVENUS TRIMESTRIELS SICAV obligations	12675,0	6050,81 + 15,3

RÉPARTIR
SON ÉPARGNE
SELON
SES PROJETS.

CHEZ L'ÉCUREUIL À LA POSTE AU TRÉSOR PUBLIC

AUSSEDAT REY

LE CHOIX D'UN BON PAPIER

Des produits d'avenir
500 000 tonnes de papier produites chaque année.
Tous les papiers d'impression écrite notamment les papiers de la nouvelle génération, à haute valeur ajoutée, destinés aux techniques avancées de la communication.
AUSSEDAT REY est déjà le 1^{er} producteur européen de papier de photocopie et de bureautique.

Une dynamique nouvelle
Aujourd'hui 28 % de la production exportée dans plus de 50 pays.
Demain un développement à la mesure des efforts entrepris :
□ des investissements importants
500 millions de francs depuis 1984
□ une stratégie d'internationalisation :
• création fin 1984 avec les Papeteries de Belgique de la société de papiers de spécialités Iridium
• accord de coopération avec la société autrichienne Leykam-Murztaler, un des premiers producteurs européens de papiers couchés.

AUSSEDAT REY
Siège social : 1, rue du Petit-Clamart BP 5
78141 Velizy-Villacoublay
Cedex France - Tél. : (1) 46.30.21.55

Une de Soitil

Emission
d'obligations
avec bons
de souscription
d'actions.

101 564 obligations
de 1 000 F

Intérêt annuel : 7 %

Jouissance : 8 août 1986

Amortissement : en une fois
le 7 août 1996

A chaque obligation sont
attachés 6 bons, chaque bon
permettant de souscrire
à une action au prix de 215 F
d'ici le 31 décembre 1988.

BAIO de 30.0.86 - Une note
d'information (n° 028 n° 80.241 du 24 juin
1986) est mise gratuitement à la
disposition du public au siège social de
la Société et auprès des établissements
chargés du placement.

Les aides aux entreprises

Le gouvernement va supprimer le Fonds industriel de modernisation

Le FIM (Fonds industriel de modernisation) vit sans doute ses derniers jours. La suppression de cette cagnotte (elle distribue bon an, mal an, 9 milliards de francs de prêts) devrait être annoncée conjointement par M. Balladur, ministre de l'économie, et Madelin, ministre de l'Industrie, avant la fin du mois de juillet.

Cette disparition serait l'une des principales conséquences du rapport de M. Roger Martin, ancien président de Saint-Gobain, auquel le gouvernement avait confié une mission d'étude sur le système français d'aides aux entreprises.

Ce rapport, remis il y a plus de quinze jours, préconise, entre autres, la suppression du FIM. Une suggestion sur laquelle la Rue de Rivoli s'est penchée avec empressement. Les technocrates du Trésor n'ont, en effet, jamais totalement accepté la création du FIM, fin 1983, par M. Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie. Celui-ci avait révisé l'exploit de doter son ministère d'une ressource autonome, enfin émancipée de la tutelle du Trésor. Cette ressource provient de la collecte des CODEVI (Compte pour le développement industriel), créés en même temps que le FIM, et mis en place par différents réseaux financiers (banques, caisses d'épargne, comptables du Trésor). Une partie de la collecte est centralisée par la Caisse des dépôts (47,5 % pour les banques depuis mars 1985), qui reverse elle-même la somme nécessaire au financement des prêts participatifs technologiques du FIM.

Grâce au coût peu élevé de la collecte (les CODEVI sont rémunérés à 4,5 % depuis mai contre 6 % précédemment), ces prêts offrent des taux d'intérêt relativement bas (passés de 8,75 % à 8,25 % en juin).

Le FIM fut à l'origine créé pour financer les investissements de modernisation, avec une priorité affichée pour les PME. Mais, au fil des jours, il est tombé dans tous les travers du système français d'aides. Accaparé par les grandes entreprises qui représenteraient plus de la moitié des prêts distribués, il a également été ponctionné par les secteurs en difficulté comme l'automobile. Ainsi, en 1984 et 1985, Peugeot et Renault ont reçu chacun 1 milliard de francs environ pour financer leurs investissements.

Comble de malchance, les autorités de Bruxelles se sont emparées récemment du dossier, accusant le FIM de déviationnisme. Elles avaient accepté cette procédure d'aide sous des conditions bien précises (réduction de capacités de production, diminution des disparités régionales...). Considérant que sur plusieurs dossiers (Perrier, Euro-penne de brasserie, Peugeot, Renault, Pechiney...), ces conditions ne sont pas respectées, la Commission européenne remet en cause les interventions du FIM (Le Monde du 14 mars 1986). Avec l'arrivée du libéral M. Madelin et sa volonté affirmée de revoir le système d'aides aux entreprises, l'existence du FIM ne tenait plus qu'à un cheveu. Le rapport Martin lui a donné l'estocade.

Outre qu'elle sacrifie au libéralisme ambiant, la disparition du FIM aurait un autre avantage. Les sommes qui lui sont dévolues seraient, en effet, réorientées en direction des PME. Ainsi se trouverait partiellement résolu un des problèmes de M. Balladur : faire accéder les PME à des prêts à taux privilégiés, alors qu'elles ne peuvent bénéficier de la baisse générale des taux n'ayant pas accès au marché financier. Ce sont les banques qui mettraient en œuvre la réorientation de ces sommes. Elles ont l'expérience en la matière puisqu'elles font déjà, sur une partie des ressources CODEVI qu'elles gardent, des prêts bancaires aux entreprises (PBE) dont les taux sont, depuis mai dernier, de 7,75 % pour les crédits de moins de sept ans et de 8 % pour une durée supérieure.

Elles conserveraient désormais une part plus grande de la collecte des CODEVI - qui n'aurait donc plus à la Caisse des dépôts - pour développer ces prêts. Ce développement reste bien sûr fonction du volume des fonds collectés par les CODEVI. Ceux-ci, après la période d'engouement due à leur création, ont subi un tassement (72,1 milliard de francs collectés à fin 1985, 74,3 à fin mai 1986 en chiffres provisoires), ce qui en limite d'autant l'usage.

La suppression du FIM et la réorientation des sommes qui en résulteraient ne font pas pour autant disparaître les critiques émises à l'encontre du système des prêts à taux privilégiés. Et notamment celle qui souligne que l'extension de ces prêts a pour effet un renchérissement du coût moyen du crédit.

CLAIRE BLANDIN.

Marchés financiers

PARIS, 15 juillet

Coup de froid

Le refus du président Mitterrand de signer les ordonnances sur la privatisation a été fraîchement accueilli mardi rue Vivienne. Au cours de la session préliminaire, une baisse de 3,52 % avait été enregistrée. Le marché ne devait cependant pas pleinement confirmer ce très mauvais début. À l'issue de la grande séance quotidienne, le recul moyen des cours était contenu à 2,2 %.

Peugeot, Compagnie bancaire, Printemps, Moët, Roussel-Uclaf, CSF, BSN, Total, Nord-Est, Seneff, Dasa, Suez, ont été les plus éprouvées (- 2 % à - 6 %).

De l'avis des professionnels, ce mouvement de repli très marqué a surtout résulté de la réticence des investisseurs à s'engager. Le mouvement de levier a joué et il a suffi d'une légère pression des ventes pour faire basculer la Bourse à la baisse.

En fait, le marché a été cueilli à froid. Entité par les nouvelles parures de hausses, les secteurs de la Fête nationale et des grandes vacances, il en avait presque oublié les prévisions accablées à la cohabitation. D'une façon générale, les investisseurs, eux, n'ont pas bougé, se bornant à observer la scène. Des spécialistes faisaient remarquer que la Bourse semble avoir beaucoup réagi au mauvais état de santé de Wall Street, lié aux soucis causés par l'économie des États-Unis. « Sans la chute du marché américain, le coup aurait été amorti », disait l'un d'entre eux. Une chose est sûre : les volumes d'échanges n'ont pas, relativement, été très importants, retenant à la glissade une partie de sa signification. Sur le marché obligataire et le MATIF, la plus grande indécision a régné. Les cours se sont un peu écroulés de part et d'autre, mais sans excès.

NEW-YORK, 15 juillet

Nouveau plongeon

Une nouvelle chute des cours s'est produite mardi à Wall Street. Elle a été d'autant plus sévère que la séance s'était ouverte sur une note plus ferme. Rapidé au-dessus de la barre des 1 800 points, le « Dow » devait, sur des courants de ventes abondantes, très vite revenir en deçà pour s'établir en clôture à 1 768,70 (- 24,75 points). Le bilan de la journée a été aussi exécrable que ce résultat. Sur 2 008 valeurs traitées, 1 271 ont baissé, 429 ont monté et 308 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », le sentiment était franchement mauvais. De l'avis général, le recul prononcé des résultats d'IBM a continué d'exercer un effet désastreux, beaucoup craignant que nombre d'entreprises ne soient placées à même enseigne. Les dernières nouvelles en provenance de l'économie, avec un tassement de la production industrielle en juin (- 0,5 %) et une mauvaise augmentation des ventes au détail le même mois, ont encore amplifié le pessimisme ambiant.

Selon plusieurs experts, la baisse des prix du pétrole, profitable à terme, frappe actuellement très durement les « majors ». Par répercussion, d'autres pans industriels sont frappés. « Le malaise est général », affirmait un professionnel. Une chose est sûre : la pression des ventes a été forte, comme en témoigne l'importante activité, avec 179,83 millions de titres échangés, contre 123,17 millions la veille.

VALEURS	Cours du 14 juillet	Cours du 15 juillet
Alcoa	32 1/2	32 1/2
A.T.T.	24 1/4	24 1/8
Bearing	80 7/8	80
Chrysler	40 5/8	39 7/8
Eastman Kodak	53 3/4	53 1/4
Exxon	58 1/8	57 1/2
General Electric	52 1/8	52
General Motors	75 7/8	75 3/8
IBM	131 1/2	128 3/4
ITT	94 3/4	93
ITT Corp.	28 1/2	28 1/8
Philips	56	55 5/8
Schlumberger	33 3/8	31
Union Carbide	29 5/8	29 1/4
U.S. Steel	48 7/8	48 7/8
Verizon	22 1/4	22 7/8
Westinghouse	18 1/8	18 1/8
Xerox Corp.	53 1/8	52

CHANGES

PARIS

DOLLAR : 6,95 F ↓

Le dollar a poursuivi son recul mercredi 16 juillet, pour coter 6,95 F (contre 6,9680 F la veille) et 2,15 DM (contre 2,1610). Le franc français a continué de se déprécier vis-à-vis du deutschemark (3,2330 F, contre 3,2237 F). Les cambistes trouvaient cependant ce repli exagéré.

FRANCFORT 15 juillet 16 juillet
Dollar (en DM) .. 2,1610 2,15

TOKYO 15 juillet 16 juillet
Dollar (en yen) .. 159,85 158,50

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (16 juillet) ... 7 %
New-York (15 juillet) ... 6 3/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
11 juillet 15 juillet
Valeurs françaises .. 143,4 139,6
Valeurs étrangères .. 185,4 183,6
C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général ... 374,1 364,8

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)
Industrielles ... 1793,45 1768,70

LONDRES

(Indice Financial Times)
Industrielles ... 1 389,9 1 382,6
Mines d'or ... 196,4 194,3
Fonds d'Etat ... 89,2 89

TOKYO

14 juillet 15 juillet
Nikkei Dow Jones 17 820,56 17 882,8
Indice général ... 1 385,85 1 390,56

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 juillet					
Nombre de contrats : 2 151					
COURS	—	—	—	—	—
Dernier	110,40	111,45	112,10	112,10	112,10
Précédent ...	110,85	111,76	112,50	112,50	112,55

AUTOUR DE LA CORBEILLE

FP DISTRIBUTION DU SECOND MARCHÉ DE LYON ? - FP distribution, spécialiste français en articles saisonniers et permanents (camping, jouets, bagages) pourrait confirmer dans les prochaines semaines l'ouverture de son capital au public, en entrant au second marché de Lyon. FP distribution, dont le siège est à Cuisery (Saône-et-Loire), près de Tournus, a réalisé, en 1985, un chiffre

d'affaires de 350 millions de francs environ.
NOUVELLE ÉMISSION DE LA CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS. - La CNT (Caisse nationale des télécommunications) va émettre, pour 1,5 milliard de francs, des obligations de 5 000 F à taux d'intérêt variable «TMO». La date de jouissance est fixée au 28 juillet, pour une durée de dix ans, avec un taux d'intérêt minimal de 5,5 % l'an.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou - base	Rep. + ou disp.	Rep. + ou disp.	Rep. + ou disp.
SE-UL	6,948 6,948	+ 30 + 42	+ 68 + 85	+ 130 + 240
Scm.	5,854 5,854	- 63 - 43	- 111 - 82	- 359 - 283
Yen (100) ..	4,308 4,308	+ 83 + 99	+ 174 + 196	+ 539 + 599
DM	3,278 3,277	+ 64 + 77	+ 133 + 153	+ 380 + 433
Point	2,031 2,025	+ 31 + 39	+ 66 + 80	+ 221 + 262
FR (100) ..	16,674 16,651	- 20 - 32	- 41 - 68	- 52 + 268
ES	3,977 3,981	+ 61 + 79	+ 129 + 154	+ 395 + 465
L (1 000) ...	4,707 4,708	- 170 - 143	- 339 - 289	- 805 - 918
£	10,435 10,433	- 267 - 222	- 514 - 449	- 1456 - 1232

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/8	6 5/8	6 7/8	6 9/8	6 11/8	6 13/8	6 15/8	6 17/8	6 19/8
SE-UL	4 3/8	4 5/8	4 7/8	4 9/8	4 11/8	4 13/8	4 15/8	4 17/8	4 19/8
DM	5 7/8	6 1/8	6 3/8	6 5/8	6 7/8	6 9/8	6 11/8	6 13/8	6 15/8
FR (100) ..	2 1/2	2 3/4	2 5/4	2 7/4	2 9/4	2 11/4	2 13/4	2 15/4	2 17/4
ES	9 1/2	10 1/2	10 3/4	11 1/4	11 3/8	11 5/8	11 7/8	11 9/8	11 11/8
L (1 000) ...	9 3/4	10 1/4	10 3/8	10 5/8	10 7/8	10 9/8	10 11/8	10 13/8	10 15/8
£	6 7/8	7 1/8	7 3/8	7 5/8	7 7/8	7 9/8	7 11/8	7 13/8	7 15/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

15 JUILLET

VALEURS										Règlement mensuel										VALEURS									
Compteur	Cours	Prévoir	Dernier	%	Compteur	Cours	Prévoir	Dernier	%	Compteur	Cours	Prévoir	Dernier	%	Compteur	Cours	Prévoir	Dernier	%	Compteur	Cours	Prévoir	Dernier	%	Compteur	Cours	Prévoir	Dernier	%
1580	45.5	1580	1562	- 0.38	1580	1562	1580	1562	- 0.38	1580	1562	1580	1562	- 0.38	1580	1562	1580	1562	- 0.38	1580	1562	1580	1562	- 0.38	1580	1562	1580	1562	- 0.38
1416	44.12	4412	4450	+ 0.86	1416	4450	1416	4450	+ 0.86	1416	4450	1416	4450	+ 0.86	1416	4450	1416	4450	+ 0.86	1416	4450	1416	4450	+ 0.86	1416	4450	1416	4450	+ 0.86
1140	1152	1152	1152	- 0.17	1140	1152	1140	1152	- 0.17	1140	1152	1140	1152	- 0.17	1140	1152	1140	1152	- 0.17	1140	1152	1140	1152	- 0.17	1140	1152	1140	1152	- 0.17
1137	1127	1127	1127	- 1.74	1137	1127	1137	1127	- 1.74	1137	1127	1137	1127	- 1.74	1137	1127	1137	1127	- 1.74	1137	1127	1137	1127	- 1.74	1137	1127	1137	1127	- 1.74
1127	1127	1127	1127	- 0.68	1127	1127	1127	1127	- 0.68	1127	1127	1127	1127	- 0.68	1127	1127	1127	1127	- 0.68	1127	1127	1127	1127	- 0.68	1127	1127	1127	1127	- 0.68
1282	2357	2357	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96
1282	2357	2357	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26
1282	2357	2357	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68
1282	2357	2357	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96
1282	2357	2357	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26
1282	2357	2357	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68	1282	2357	1282	2357	- 0.68
1282	2357	2357	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96	1282	2357	1282	2357	- 0.96
1282	2357	2357	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1282	2357	1282	2357	- 0.26	1									

Second marché

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	
Obligations																				
Emp. 7 % 1973				7770		Ca Industrielle	3485		Navig. Ind. del	180	180	A.E.P. S.A.	1046	1485	Dagblat D.T.A.	1745	1741	Males	375	374
Emp. 6,80 % 77				122 80	1 302	Cop. Lyco-Alco	430	412 80	OPF Prahon	400	390	Alex Mercant	716	716	Oxley	1380	1372	Moravia-Delmas	676	676
8,80 % 78/82				1 800	1 107	Cassandre III	1145		Optany	205	197 50 c	Agayal	330	330	Dorville	868	872	On. Gust. Fin.	388	388
8,80 % 78/82				1 000	78	C.I.R.A.	640	630	Optany-Dominion	240	240	BAPF	700	680	Dorville-Andréasson	949	935	Paternostre-R.D.	3000	2990 c
10,80 % 78/84				109 50	0 321	Colfin I.C.C.A.	640	170 10 d	Alco	463	463	Algeria-Belt	1300	1300	Esch. S. Osmann	820	820	Pact. Brest	224	218 10 c
13,25 % 80/80				111 25	1 061	Colfin G.S.	1380	1380	Alcon Alcan	720	720	Algeria-Belt	945	820	Esch. S. Osmann	800	800	Rept. Indus	470	470
13,25 % 80/87				107 85	1 022	Colfin Lyonnais C.L.	728		Alcan Alcan	280	270	Baptist	543	540	Esch. S. Osmann	388	385	Rept. Indus	470	470
13,25 % 81/86				113 77	0 881	Co. Unimont C.L.	887	895	Part. France	360	340	Cablot de Lyon	830	828	Fiscapac	865	820 c	S.C. Gratin Emballage	1280	1270
16,75 % 81/87				110 30	1 490	Credifal	197	187	Part. Orléans	1910	1823 c	Culberson	584	600	Gustaf	375	368	S.C. Gratin Emballage	100	180
16,75 % 82/80				124 90	9 767	Dunlop S.A.	470	470	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,75 % 82/80				124 90	9 767	Dunlop S.A.	2720	2720	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2088	Guy Degrange	975	936	Sama-Mat	890	890
16,80 % 82/80				124 90	9 767	Eu. Winkler	1535	1535	Part. Orléans	360	340	Cauff	1950	2						

15/7

[illegible]

Hors-cote

Dacia	12795 26	12795 26	Latvia - Latvia	60020 19	60020 19	Shaw	300 00	302 51
Dacia-France	815 51	807 67	Latvia-Espagne	630 73	763 51	Shaw	1280 48	1284 58
Dacia-Hungary	1048 28	1000 73	Latvia-Lithuania	630 73	763 51	Shaw	1150 48	1150 48
Dacia-Slovenia	241 01	200 73	Latvia-Luxembourg	325 69	310 89	Shaw	1150 48	1150 48
Dacia-Slovakia	183 44	144 32	Latvia-Norway	164 80	147 58	Solomon	538 26	517 28
Dacia-Sweden	1174 08	1167 83	Latvia-Poland	212 22	202 04	Solomon	411 00	398 20
Ecocap Steel	10795 86	10798 74	Latvia-Turkey	1225 34	1180 76	Sopron	3534 21	3587 68
Ecocap	220 31	225 31	Libia-Australia	2850 12	2850 12	Sopron	1032 32	1032 32
Ecocap-Hungary	2844 59	2838 25	Libia-Luxembourg	2850 12	2850 12	Sopron	1210 00	1210 00
Ecocap-Slovenia	2625 41	2625 41	Libia-Norway	7410 15	7359 49	Solid Insulation	516 46	497 31
Ecocap-Slovakia	7655 34	7646 52	Libia-Poland	690 16	572 97	Solomon	1180 38	1146
Ecocap-Sweden	2625 41	2625 41	Libia-Turkey	163 90	146 82	UAC, Insulation	401 32	383 92
Ecocap-Hungary	1201 53	1185 22	Libia-Lithuania	490 78	443 70	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	718 80	682 81	Libia-Luxembourg	448 31	425 07	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Luxembourg	632 43	605 76	Libia-Norway	157 05	140 20	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	167 05	155 43	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Sweden	1194 51	1191 18	Libia-Lithuania	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Hungary	420 07	401 18	Libia-Luxembourg	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-India	1310 24	1307 32	Libia-Norway	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovenia	1711 17	1711 17	Libia-Poland	117 25	107 36	UAC-Plastic	110 80	140 80
Ecocap-Slovakia	183 44	183 44	Libia-Turkey	117 25	107 36</			

Cote des changes

VALEURS		COURS OFFICIEL		COURS DES BILLETS		
Cours prix.	Dernier cours		COURS prix.	COURS 16/7	Achat Vente	
Attribution						
		State-Union 10	7 012	6 869	6 730	7 230
		ECU	0 863	0 882		
		Allemagne 100 DM	321 180	322 370	312	312
Agence Havas	320	Belgique 100 F	15 618	15 853		15 850
Am. Midway	441	Porto Rico 100 P	226 150	227 000	27 500	28 400
Flumes Cat	382	Document 100 US	86 050	86 180	82 500	90
		France 1000 F	93 230	92 860	89	94 500
		Grande-Bretagne 12 £	10 611	10 416	10 100	11 850
		Indes 100 roupies	5 025	5 020	4 800	5 700
		Italie 1000 lire	4 180	4 087	4 060	
		Japan 100 Yen	363 490	365 320	382	402
		Suisse 100 francs	98 530	98 280	94 800	100
		Switzerland 100 sch	45 730	46 080	49	46 950
		U.S.A. 1000 US	5 040	5 040	5 000	
		Spain 100 pes	4 697	4 698	4 800	5 000
		Canada 100 can	5 067	5 074	4 850	5 300
		Japan 100 yen	4 398	4 376	4 200	4 400
Souscription						
Columbia	6 60					
Edison						
Fluores B.P.						
Philips						
Sanyo						
Sony						

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 15/7
Or fin (le kilo au baron)	78800	77880
Or fin (le lingot)	78800	77880
Pièce mexicaine (20 H)	511	516
Pièce mexicaine (10 H)	262	262
Pièce indienne (20 H)	522	519
Pièce indienne (20 H)	450	448
Souverain	574	573
Pièce de 20 dollars	2035	2035
Pièce de 10 dollars	1415	1410
Pièce de 5 dollars	902	900
Pièce de 50 pence	2350	2350
Pièce de 10 livres	460	465
Pièce de 5 livres	247	246
Or Zurich	346	346
Or Hongkong	347 05	345 00
Argent Londres	6 05	13000

- e : coupon détaché
- a : offert
- : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- * : marché continu

ÉTRANGER

3 Italie : le procès Verdignone.
5 Aux Nations unies : la Tchétchénoslovénie, paradis des droits de l'homme.
— République sud-africaine : la question des sanctions contre Pretoria.

POLITIQUE

6-7 La session extraordinaire du Parlement et le nouveau projet de loi sur les dénationalisations.

SOCIÉTÉ

8 Polio : la multiplication des contrôles n'accroît pas les résultats obtenus contre la délinquance.
9 Un nouveau plan de secours pour les catastrophes majeures.
17 Sports.

CULTURE

11 Le quarantième Festival d'Avignon.
12 Les camelots du spectacle.
13 « Tancrède » à Abbeville.
18 Communication : le Sénat a voté la privatisation de TF 1.

ÉCONOMIE

19 M. Madelin invite patronat et syndicats à ouvrir des négociations sociales dans la construction navale.
20 La consommation médicale des Français varie sensiblement selon les catégories sociales.
21 La préparation du budget.

SERVICES

Radio-télévision 16
Météorologie 16
Mots croisés 16
Journal officiel 16
Cartes 17
Programmes des spectacles 14-15

Accord anglo-soviétique

Les emprunts russes... frémissent

Nul doute que les soixante-dix-sept titres d'emprunts russes cotés à Paris — de 90 F pour le 5 % de 1922 à 1,10 F pour les lettres de gage de la Banque impériale foncière de la noblesse — vont retrouver une jeunesse. Et que les quelque mille cinq cents membres de l'Association des porteurs de titres russes — épargnants ou descendants d'épargnants qui avaient investi près de 15 milliards de francs or en Russie avant 1917 — vont retrouver un sens à leur action. Un accord a en effet été signé, le 15 juillet, à l'occasion de la visite de M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, à Londres, sur le contentieux anglo-russe.

Le règlement est pourtant largement symbolique. Les Soviétiques s'engagent à renoncer à leur demande de dédommagement des pertes et dégâts dus à l'intervention britannique dans la guerre civile russe, tandis que les Anglais obliront leur revendication sur les 900 millions de livres détenus par le gouvernement et les particuliers sous forme de titres.

10 % de la valeur

Sous les actifs russes détenus par la banque d'affaires Baring Brothers — chargée de ces placements avant la révolution — gèlent jusqu'à présent, servent à indemniser les particuliers. Estimés à 45 millions de livres, ils représentent de l'ordre de 10 % de la valeur actualisée du

« papier » détenu par les épargnants britanniques. Ce qui, après tout, n'est pas mal pour des bouts de papier dont la valeur en Bourse est depuis longtemps liée d'abord à leur qualité esthétique.

Voilà qui redonne en tout cas espoir aux épargnants et boursicoteurs britanniques de recouvrer maintenant tout ou partie des 200 millions de livres investis en Chine avant 1949, une dette que Pékin n'a jamais voulu reconnaître ; et à ceux du reste du monde de voir leurs gouvernements signer enfin un accord identique avec les Soviétiques. Ainsi, les créanciers français de la Russie n'auraient pas fait intervenir en vain Herriot, Foincarre et pratiquement tous les présidents de la République et les ministres des affaires étrangères depuis la guerre. Jusqu'aux redoutables de M. J. Robert qui affirmait que « la réputation des emprunts russes par Moscou était un obstacle absolu à l'admission de l'URSS au Fonds monétaire international... », une admission qu'au demeurant les Soviétiques n'ont jamais réclamée.

Quant à M. Chevardnadze, il ne fait pas une mauvaise affaire. Cette normalisation ne lui coûte rien et elle devrait ouvrir à l'Union soviétique les portes de la City londonienne. Or, avec la baisse vertigineuse des cours du pétrole et du gaz — ses principales exportations — l'URSS peut avoir besoin d'accéder à l'euro-marché.

Au conseil des ministres

Le président de la République a signé l'ordonnance sur l'emploi des jeunes

Le président de la République a signé (avec le premier ministre et les ministres des affaires sociales) au cours du conseil des ministres de ce mercredi 16 juillet, l'ordonnance sur l'emploi des jeunes. Celle-ci devrait donc être la première ordonnance publiée.

Cette ordonnance prévoit, on le sait, une série d'exonérations de charges sociales en faveur des entreprises embauchant des jeunes de seize ans à vingt-cinq ans ou les accueillant en formation. Trois cas sont prévus par l'ordonnance :

— De façon générale, toute entreprise ayant embauché un jeune entre seize ans et vingt-cinq ans depuis le 1^{er} mai dernier, ou en embauchant un jusqu'au 31 janvier 1987 inclus, bénéficiera pour cette embauche d'une exonération de 25 % des charges patronales — ce qui correspond aux 9 points des coti-

sations d'allocation familiales — pendant un an.

— Afin d'encourager l'emploi de certaines catégories de jeunes, pour l'embauche d'un jeune sortant d'une formation en alternance, d'apprentissage, d'un TUC ou d'un stage conventionné par l'Etat, l'exonération est de 50 % des charges patronales pendant l'année qui suit l'embauche, à condition que celle-ci intervienne dans les trois mois suivant la sortie de formation.

— Pour l'accueil d'un jeune en apprentissage ou dans un stage de formation en alternance avant le 1^{er} février 1987 — ou si le contrat est signé avant cette date, — l'exonération est totale. Dans le cas de l'apprentissage, des stages dits « de qualification » et des « stages d'initiation à la vie professionnelle » (SIVP), elle dure jusqu'à la fin du contrat (parallèlement, l'âge limite d'entrée en apprentissage doit être reporté de vingt ans à vingt-cinq ans). Pour les contrats dits « d'adaptation », elle dure un an.

Un nouveau préfet de la région Aquitaine

Le Conseil des ministres du 16 juillet a approuvé les nominations préfectorales suivantes :

AQUITAINE
M. Thierry KAEPPÉLIN, préfet en service détaché directeur des transmissions et de l'informatique au ministère de l'Intérieur, a été nommé préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde en remplacement de M. Georges Abadie, nommé préfet hors cadre.

[Né le 10 juin 1935 à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), ancien élève de l'ENA (promotion Albert-Camus), M. Kaeppélin a été sous-préfet de Montbard (1963), chargé de mission au cabinet du président de la République, du général de Gaulle (1964), administrateur civil au ministère de l'Intérieur, conseiller technique au cabinet de premier ministre, M. Chaban-Delmas (1969). En 1977, il a été nommé préfet du Lot-et-Garonne et, en 1982, directeur des transmissions et de l'informatique au ministère de l'Intérieur.]

M. Richard CASTERA, inspecteur de l'administration au ministère de l'Intérieur, a été nommé directeur des transmissions et de l'informatique au ministère de l'Intérieur.

Un réfugié chinois assassiné à Paris

Li Liming, citoyen de Chine populaire arrivé en France il y a moins d'un an et en attente du statut de réfugié politique, a été assassiné, samedi 13 juillet vers 23 h 30 dans le parc des Buttes-Chaumont, à Paris (19^e).

Li Liming, âgé de vingt-neuf ans, dont l'épouse est enceinte, a été lardé de huit coups de couteau. Peu avant son assassinat, il a été vu en compagnie d'un homme que les enquêteurs recherchent. Li Liming, venu de Zhieng, n'était pas un immigré clandestin. Il travaillait dans un atelier de maroquinerie. Il menait une vie rangée.

Au stade actuel de l'enquête, aucune hypothèse n'est exclue. Ce meurtre peut être une affaire de comptes ou avoir un lien avec les incriminations récentes pour fausses factures dans le milieu chinois de la maroquinerie (le Monde du 17 juin), ou s'inscrire dans une affaire de trafic.

NOUVELLES BRÈVES

● Grève des anesthésistes réanimateurs de Paris. — Lancée par le syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes réanimateurs des CHU, un mouvement de grève devait affecter du 16 au 18 juillet le fonctionnement des hôpitaux publics parisiens. Les gardes et les urgences seront assurées normalement. Ce syndicat exige la réorganisation et la revalorisation des gardes médicales dans les hôpitaux parisiens, et l'amélioration des conditions de travail « pour garantir en toutes circonstances la sécurité des malades ».

● Cent onze heures de vol pour Voyager. L'avion expérimental Voyager s'est envolé, mardi 15 juillet, en Californie (Etats-Unis), après avoir volé plus de cent onze heures et avoir parcouru près de 19 000 kilomètres, ce qui constitue un record. En tournant en rond au-dessus de la côte est de la Californie, l'avion a volé à une moyenne de 145 kilomètres à l'heure, en consommant environ 5 litres de carburant aux 100 kilomètres. Il se prépare à un tour du monde sans escale, à l'automne prochain. L'avion Voyager est en magnétique, une sorte de graphite léger et robuste. La carlingue sans équipement pèse moins d'une tonne. A pleine charge, avec ses deux occupants et sa réserve de carburant, l'appareil atteint 4 tonnes. — (AP.)

● Incidents à Beyrouth-Ouest. — Un homme a été tué et sept autres blessés, mardi soir 15 juillet, au cours des premiers incidents violents survenus dans le secteur musulman de Beyrouth-Ouest depuis que les commandos syriens s'y sont déployés il y a près de deux semaines pour mettre fin à une situation anarchique. De source proche de la sécurité, on rapporte que deux grenades ont été tirées près de l'hôtel Beau Rivage, quartier général des forces syriennes. On n'a pas fait état de victimes.

CEPES SCIENCES-PO
57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 - 47.45.03.19
préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance
1^{re} et 2^e années - Fin d'A.P. - 2 centres : Quartier latin ou Neuilly

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

Sur le vif
Rois

Is poussent quand même, les princes, qui nous gouvernent. Franchement, le coup de la bagnole de Mitterrand, j'ai du mal à l'avaler. Vous avez vu ce matin dans le *Canard* cette histoire de voiture blindée payée deux fois, deux fois 100 millions de centimes ? La première par le Carrefour du développement, la seconde par l'Elysée pour passer que la crotte vienne éclober les marches du palais.

D'accord, c'est le prix, je dis pas. Mais ça nous revient un peu cher pour ce que c'est. Parce qu'en plus, il paraît que c'est rien. Elle existe pas cette tire. Elle s'est volatilisée. Il est jamais monté dedans, mon Mimi. Comme il en a d'autres, il s'en est même pas aperçu, faut croire. Autrement il se serait demandé où elle était passée. Si ces sous sortaient de sa poche et de la nôtre, il aurait fait un peu plus attention.

C'est comme ces voyages à l'étranger, ces flottilles d'avions, pour le président, pour les invités — souvent plus d'une centaine, — pour sa bouffe et sa vaisselle. Ça ressemble à quoi ? Au prestige de la France ? Alors donc ! De Gaulle, il avait pas besoin de jouer au Roi-Soleil.

pour pas le paumer, notre prestige. C'est avec Giscard que ça a commencé, ces fastes et ces pompes républicaines. Normal, il se prenait pour Louis XV et, au château, il se croyait à Versailles. Même les *Marseillaises*, fallait qu'elle soit marquée au sceau du régime. Les correspondants étrangers à Paris se mariaient comme des balais, ils nous comptaient au Centrafrique.

Moi, j'avais espéré que, sur ce terrain, les socialistes nous ramèneraient dans le peloton des pays civilisés, où les élus de la nation se comportent en serviteurs de l'Etat. Faut voir où ils logent et où ils bossent, les ministres en Suède, au Danemark, en Norvège, au Canada, en Hollande, en RFA. Par là que vous et moi.

Vous me direz : ouais, mais eux, pour la plupart, ils ont des rois, des reines. Nous, on a zigouillé les nôtres, alors qu'est-ce qui nous reste ? Faut bien être les doigts de pieds en éventail devant quelqu'un. Au fond, vous avez raison. Steph de Monaco, c'est un peu léger. Tandis que mon Mimi, quelle Queen ! Et blinde, en plus.

CLAUDE SARRAUTE.

Au Brésil : le plan Cruzado

La maîtrise de l'inflation s'accompagne de nombreuses pénuries

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Voilà près de cinq mois que le Brésil est sous « traitement de choc ». Le plan de stabilisation économique — appelé plan Cruzado, du nom de la nouvelle monnaie — adopté le 28 février dernier a rempli son objectif principal qui était d'enrayer l'inflation. Le blocage des prix et des salaires a fait tomber celle-ci à moins de 1 % en moyenne par mois (1,27 % en juin et 3,38 %

en quatre mois, de mars à juin), alors que le rythme inflationniste était de 400 % par an avant l'entrée en vigueur du plan.

Mais certaines pénuries appaues au début du blocage se sont aggravées ces dernières semaines : surtout dans la distribution de lait et de viande, mais aussi de façon sporadique pour plusieurs autres produits tels que les médicaments et les appareils électro-ménagers. Le lait a disparu des supermarchés. Celui qui est vendu par les boulangeries est épuisé à 7 heures du matin. Le lait en poudre est introuvable, de même

que la viande de bœuf. La demande se portant sur d'autres viandes comme le poulet, celui-ci commence aussi à se faire rare.

L'une des explications avancées par le gouvernement est la fièvre de consommation qu'a provoqué le plan Cruzado en augmentant le pouvoir d'achat des particuliers : l'appareil de production, trop sollicité, serait incapable de répondre entièrement à la demande. L'argument ne vaut guère pour l'industrie de la viande qui est exportatrice depuis plusieurs années. Les autorités reconnaissent qu'il y a boycottage de la part des éleveurs et des propriétaires d'industries frigorifiques. Les producteurs de viande bovine affirment que les prix fixés ne sont pas rémunérateurs et n'envoient plus leurs bêtes à l'abattoir, ou bien ils tournent le blocage en se faisant verser des dessous-de-table par les grossistes, qui font de même avec les bouchers, créant les conditions d'un véritable marché noir.

Celui-ci existe déjà dans l'industrie automobile. Les candidats à l'achat d'une voiture doivent payer désormais aux revendeurs un surprix — illégal, mais admis — pour avoir le modèle de leur choix, faute de quoi il leur faut attendre de dix mois à un an pour réaliser leur achat. Les chaînes de montage des grands fabricants ne parviennent plus à suivre le marché : de Ford à Volkswagen, on allège le gonflement de la demande et de la crise dans la production de pièces de rechange provoquée par le blocage des prix.

C'est pourquoi une campagne a commencé dans le secteur privé, en faveur d'un assouplissement du plan Cruzado. « Le moment est venu de libérer les prix », a affirmé, il y a quelques jours, le président de la fédération industrielle de l'Etat de Sao-Paulo, M. Buzeno Vidigal. Proposition rejetée catégoriquement par le président de la République, M. José Sarney, qui ne veut pas entendre parler de « dégel » tant que la « mentalité inflationniste » subsistera dans le pays.

Le gouvernement a interdit les exportations de viande de bœuf et a décidé d'importer 200 000 tonnes de la Communauté européenne et des Etats-Unis pour régulariser le marché. Deux initiatives dont il attend beaucoup pour démontrer les artisans du boycottage. La viande importée arrivera en août. Une fois écoulée, rien n'indique, selon les experts, que l'épreuve de force engagée entre les producteurs et les autorités ne se poursuivra pas.

CHARLES VANHECKE.

En RFA

Un savant entre l'Est, l'Ouest... et les menus larcins

Les autorités de la RDA ont accusé, le mardi 15 juillet, les services secrets d'Allemagne fédérale d'avoir « enlevé » un scientifique est-allemand de haut niveau, M. Meissner, directeur adjoint de l'Académie des sciences, alors qu'il se trouvait en visite à Berlin-Ouest.

Selon l'agence officielle est-allemande ADN, des membres du BND auraient conduit M. Meissner à Munich, où il aurait été soumis à « des pressions et au chantage ». Cependant, affirme ADN, le scientifique a refusé à s'échapper et a se réfugier à la mission est-allemande de Bonn.

Le porte-parole du gouvernement fédéral a aussitôt démenti

ces assertions, indiquant que M. Meissner avait manifesté son intention de passer à l'Ouest. Les représentants de Bonn souhaitent pouvoir rencontrer M. Meissner pour vérifier qu'il est bien « repassé » à l'Est de son plein gré.

Au-delà de ces affirmations contradictoires, l'origine de l'affaire semble nettement plus triviale. L'éminent scientifique avait été en effet interpellé par la police dans un magasin de Berlin-Ouest où il tentait de dérober des fournitures pour salle de bains. C'est à ce moment que lui vint subitement l'idée de faire « défection » et de demander à rencontrer des agents du BND... — (AP.)

PROLONGATION EXCEPTIONNELLE

1 APPLE IIe COULEUR

1 APPLE IIe, 1 carte vidéo,
1 lecteur avec contrôleur,
1 moniteur couleur.

9.990 F.T.T.C. !!!
(crédit possible)

1 APPLE IIc COULEUR

1 APPLE IIc, 1 souris,
1 logiciel extasy et
1 moniteur couleur.

8.990 F.T.T.C. !!!
(crédit possible)

Un Apple s'achète chez
INTERNATIONAL COMPUTER

26, rue Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. (01) 42 72 26 26
27, rue de Cligny 75009 - tél. (01) 42 85 24 55
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91 37 25 03

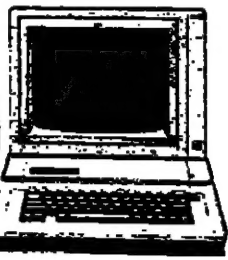


Photo non contractuelle

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	418	415	418
Agence France	1890	1830	1866
Alp Légalité B.T.	752	751	751
Alstom	625	610	610
Banque Paribas	1170	1150	1180
Bouygues	1910	1830	1860
Bouygues	1204	1215	1215
B.S.N.	3790	3740	3790
Campan	3255	3220	3280
Chargers S.A.	1185	1195	1210
Club Méditerranée	590	562	563
Dunlop	1435	1430	1480
Euro (G&L)	1235	1235	1288
ELF-Aquitaine	280	280	283
Evell	2065	2055	2071
Lafarge-Capelle	1325	1315	1315
Michelin	3070	3040	3070
Midi Cal	8900	8900	8960
Michelin	1225	1210	1210
Navig. Méditerranée	1085	1080	1090
Oréal (L.)	3395	3360	3360
Parmentier	505	520	550
Peugeot S.A.	330	338	342
Renault	688	685	685
Saurat Pirelli	765	778	796
Télécoms	3390	3380	3380
Thomson C.S.F.	1375	1380	1380
Unipar C.F.P.	360	382	382 50
T.A.T.	2820	2820	2820
Vallo	485	480	485

Le numéro du « Monde » daté 16 juillet 1986 a été tiré à 465 432 exemplaires

A B C D E F G I

هكذا امسك الأصل